



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LI^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1976

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3** Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée générale des actionnaires.
- 23** Mesure de Politique Monétaire.
- 25** Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale de Belgique : Résultats de janvier 1976.
- 1** Statistiques.
- 135** Législation économique.
- 141** Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

**PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

Grands traits de l'évolution internationale.

Comme l'expansion qui l'avait précédé, le renversement amorcé à la fin de 1973 a affecté tous les pays industrialisés; pour ceux-ci dans leur ensemble, les principales catégories de dépenses privées ont accusé des reculs; dans presque tous ces pays, le produit national a fléchi, d'autres traversent une période de stagnation; partout, le degré de sous-utilisation des facteurs de production est élevé; le chômage, en particulier, atteint des niveaux inconnus depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Malgré ce ralentissement, l'inflation, qui semble inhérente aux structures, se prolonge, avec plus ou moins d'intensité suivant les pays; craignant de la raviver encore, les autorités modulent les politiques de relance. La désorganisation du système monétaire international, reflet elle-même de perturbations plus fondamentales, pourrait aggraver la contraction des échanges mondiaux. Bien plus qu'une récession, c'est une crise que traverse le monde occidental; les conséquences matérielles de celle-ci sont, dans une large mesure, atténuées dans les pays où des allocations de chômage aident les sans-emploi; mais ces mesures, si nécessaires soient-elles, ne résolvent pas les problèmes profonds.

Sur les marchés mondiaux des produits de base, même si le niveau moyen des prix demeure élevé par référence à celui des dernières décennies, la contraction de la demande a néanmoins provoqué un recul de la plupart des cours. Par contre, la hausse des prix des produits manufacturés a continué, mais à un rythme beaucoup moins soutenu qu'en 1974. Ainsi, les termes de l'échange se sont améliorés en faveur des pays industrialisés. Ce changement a concouru au redressement de la balance des transactions courantes des membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, dont le déficit —

plus de 30 milliards de dollars en 1974 — a été presque éliminé en 1975; cette amélioration est due aussi à deux autres éléments : la réduction du volume des importations de ces pays et l'accroissement des achats de produits finis des pays producteurs de pétrole. Ces derniers n'ont plus enregistré un excédent commercial aussi important qu'en 1974. Les autres pays en voie de développement ont subi une détérioration de leur balance des paiements et ont dû, le plus souvent, accroître un endettement extérieur déjà excessif par rapport à leurs possibilités de remboursement.

Dans la plupart des pays industrialisés, l'amélioration de la balance des paiements a restitué plus de liberté de choix aux autorités pour la conduite de la politique économique. Celle-ci a été consacrée, pour l'essentiel, à ranimer la croissance. Presque partout, les moyens aujourd'hui classiques de soutien de la dépense ont été mis en œuvre, à savoir l'adoption de budgets en déficit pour le pouvoir central, voire pour l'ensemble des pouvoirs publics, et la pression à la baisse des taux d'intérêt. Heureusement, les gouvernements ont évité de recourir aux restrictions aux importations pour privilégier les activités nationales, sauf dans des cas limites.

Aussi longtemps que la conjoncture est restée synchrone, la baisse des taux d'intérêt a été générale; elle a toutefois été plus accusée en République Fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis. Le dollar a d'ailleurs fléchi sur les marchés des changes, par suite de sorties de capitaux, jusqu'aux environs du milieu de l'année; ensuite, la hausse des taux à court terme aux Etats-Unis en même temps que l'apparition de surplus importants dans la balance des paiements courants de ce pays ont provoqué un raffermissement très net du dollar.

En fait, ce dernier se retrouve placé au centre des mécanismes monétaires internationaux, en tant qu'instrument de règlement — même entre les membres de la Communauté Européenne — et de réserve; cependant, il ne sert guère d'unité de référence pour la définition de parités officielles, là où il en existe encore. Souvent provoquées par des mouvements de capitaux, les fluctuations du cours du dollar ont pris une ampleur qui a suscité des préoccupations du côté européen, en raison des répercussions de ces mouvements sur les relations commerciales; en effet, lorsque sa monnaie se déprécie largement vis-à-vis des monnaies des autres pays, l'économie américaine, au total peu dépendante des importations, bénéficie plus que la plupart des autres d'avantages concurrentiels. Lors de la Conférence de Rambouillet en novembre, le principe fut admis que des interventions officielles étaient souhaitables pour contenir les oscillations des cours de change dont il est manifeste qu'elles ne sont pas induites de changements profonds. Ainsi a été consacré l'abandon de la règle du flottement pur, dont d'aucuns avaient fait, à un moment donné, la panacée des déséquilibres de balances des paiements. Mais aucun consensus ne s'est encore dégagé au niveau international sur les mesures concrètes à prendre pour influencer les cours.

Il a cependant été reconnu officiellement qu'une plus grande stabilité des cours de change dépend des situations économiques et financières des différents

pays. Mais les efforts requis pour assurer une meilleure harmonisation de ces situations sont jusqu'à présent restés dans le domaine des intentions. Des accords viennent cependant d'être réalisés en vue d'augmenter les quotas des membres du Fonds Monétaire International, d'élargir les possibilités de tirage des pays en déficit et d'accroître les ressources dont le Fonds peut disposer en leur faveur.

Aucun développement nouveau n'est intervenu sur le plan de l'intégration monétaire européenne, si ce n'est le retour officiel du franc français dans le système communautaire de change, après une période de normalisation de fait de la position de cette monnaie. Le fonctionnement du Fonds européen de coopération monétaire a été amélioré. Cependant, le rôle de ce dernier et celui des monnaies des pays membres se sont trouvés réduits du fait que, pour des raisons techniques, les banques centrales de la Communauté et celles qui sont associées au système communautaire de change ont décidé d'intervenir en dollars sur les marchés pour tempérer les fluctuations du cours de cette monnaie; en réalité, ce sont ces interventions qui ont, dès lors, servi indirectement à assurer la convergence des cours à l'intérieur du « serpent » européen, bien plus que les mécanismes *ad hoc* qui avaient été convenus.

En fait, en 1975, les membres de la Communauté Européenne se sont essentiellement préoccupés de relancer la croissance. Mais la diversité de leurs situations, notamment en matière de paiements extérieurs, ne les a pas incités à adopter une véritable stratégie européenne pour faire face à la crise. A défaut d'action concertée, chacun des pays a pris les mesures qu'il pouvait adopter dans les limites de ses propres impératifs, et a compté sur un redressement de l'activité de pays plus grands que lui. Beaucoup dépendait de l'évolution de l'économie américaine. La reprise de la demande qui s'y est affirmée au second semestre, de même que l'amélioration amorcée au Japon laissent augurer plus favorablement de l'orientation prochaine des économies européennes, dont chacune se sent, de la sorte, prise en remorque.

Dans les derniers jours de l'année, le Premier Ministre belge a remis à ses collègues du Conseil européen l'important rapport qu'ils l'avaient chargé de rédiger pour définir le concept d'union européenne.

Evolution économique et financière en Belgique.

Les effets sur le revenu réel de l'affaiblissement de la demande ont été ressentis plus tard et moins gravement en Belgique que dans les principaux pays industriels; toutefois, le volume du produit national brut, qui s'était accru de 4 p.c. en 1974, a reculé de quelque 2 p.c. en 1975; ce sont les exportations et les investissements en capital fixe des industries manufacturières, mesurés à prix constants, qui ont subi le retournement; la construction de logements s'est maintenue; le volume de la consommation des ménages a encore progressé légèrement; les dépenses de l'Etat ont augmenté.

Des grands secteurs d'activité, c'est l'industrie qui a été le plus touchée : dans l'ensemble, sa production a diminué d'environ 10 p.c. en moyenne en 1975; dans les industries manufacturières, le degré d'utilisation des capacités de production est d'ailleurs revenu d'un maximum de 85 p.c. en mai 1974 à 71 p.c. en octobre 1975; la faiblesse de la demande a affecté le plus gravement les industries qui produisent des biens intermédiaires. A l'opposé, le très important secteur des services a, dans son ensemble, mieux résisté à la récession; l'activité de certaines branches a même encore marqué des progrès.

Les disparités correspondantes se retrouvent dans l'évolution de l'emploi; celle-ci se caractérise par un accroissement du chômage complet de quelque 70 p.c. pour la moyenne de 1975 par rapport à celle de 1974, mais cette aggravation a été proportionnellement plus forte dans les industries que dans les services.

Simplifiant la complexité du réel, on peut dire qu'une sorte de dichotomie s'est créée dans l'économie belge, les activités abritées de la crise connaissant une situation toute différente des autres. La faiblesse générale de la demande dans les pays développés a touché certaines branches spécialisées dans des produits très concurrencés; le chômage y est déjà étendu et l'emploi est toujours menacé par la perspective de rationalisations, cependant indispensables au maintien de la productivité des entreprises de ces secteurs, que la hausse des coûts intérieurs place dans des conditions difficiles; leur rentabilité a, sans aucun doute, été faible, voire nulle ou négative, et les incertitudes de l'avenir de nombre d'entre elles, dont la gestion demande un savoir-faire nouveau, inquiètent les cadres et provoquent des réactions de défense de l'emploi de la part des travailleurs. La situation est autre pour les secteurs abrités, soit qu'il s'agisse d'entreprises privées surtout actives sur le marché intérieur, où elles bénéficient d'une protection de fait, soit qu'il s'agisse des nombreuses branches de l'administration, au sens très large, où la stabilité de l'emploi est garantie; l'activité de ces secteurs a été un facteur de soutien de la demande globale; mais les charges des nouvelles hausses de coûts ont encore pu être reportées assez largement en aval, vers le consommateur ou vers le contribuable, sous forme d'une hausse de prix ou d'un alourdissement du prélèvement fiscal; aussi les comportements y demeurent-ils inflationnistes en ce qui concerne aussi bien les prix que les revenus de toute nature; les impulsions à la hausse qui en émanent se diffusent, par le jeu des marchés ou par l'effet de démonstration sociale, vers le premier groupe, dont les handicaps se trouvent encore aggravés; la nécessité d'une transformation des comportements n'est que peu ressentie directement dans les secteurs abrités et les appels invitant à accepter cette nécessité, au nom de l'interdépendance économique et de l'égalité sociale, sont accueillis avec scepticisme dans tous les milieux.

Cette dichotomie est un élément important de la persistance de la hausse des prix de détail; le fléchissement de larges pans de la demande, les ressources en équipements inemployées, le chômage, la baisse des prix des produits de base et les mesures globales puis sélectives de blocage des prix intérieurs n'ont pas empêché que l'augmentation de l'indice des prix à la consommation atteigne

encore 11 p.c. en 1975, c'est-à-dire 4 p.c. de plus qu'en 1973, dernière année complète d'essor.

Les comportements revendicatifs des diverses catégories socio-professionnelles, que cette dichotomie a laissé subsister, ainsi que le mouvement des prix de détail expliquent que la décélération des salaires horaires se soit produite lentement; de septembre 1974 à septembre 1975, l'indice du gain moyen brut ouvrier par heure prestée a encore progressé de quelque 17 p.c., contre 23 p.c. pendant les douze mois précédents. Comme, entre ces deux périodes, la productivité semble s'être exceptionnellement réduite dans l'industrie, le coût salarial par unité produite a dû s'élever; en outre, les frais généraux fixes se sont répartis sur une plus petite quantité de produits vendus; dans certains cas, ces changements ont eu pour conséquence une réduction des marges bénéficiaires des firmes, ou même l'acceptation de prix de vente inférieurs aux prix de revient; dans d'autres cas, ils ont renforcé l'action des facteurs de hausse encore actifs; parmi ceux-ci, il faut citer la pratique encore largement répandue de calculer les marges bénéficiaires en pour cent des prix de revient ou d'achat et la tendance que manifestent les revenus de nombreux non-salariés d'être majorés sans référence à un accroissement de productivité mais, *grosso modo*, par comparaison à des salaires pris comme repères.

La progression des revenus professionnels annuels des salariés, après taxation, a été plus modérée que celle des gains horaires bruts. En effet, tout d'abord, la durée du travail a été raccourcie en application de conventions ou en conséquence de la réduction des prestations supplémentaires et du chômage partiel; en outre, la progressivité de l'impôt a amputé davantage les salaires accrus, même si leur majoration était en grande partie nominale. Si l'on tient compte, au surplus, de la hausse des prix, le pouvoir d'achat réel des rémunérations des travailleurs qui ont gardé leur emploi n'a vraisemblablement que peu varié en un an; mais cette stabilité, acquise malgré la diminution du revenu national réel, s'est réalisée au détriment d'autres catégories de revenus, ceux de personnes privées d'emploi, ceux de cadres et ceux des entreprises dont l'activité a été touchée.

La part des revenus des ménages et des entreprises affectée à la constitution d'épargnes financières a subi un léger recul. Mais le montant absolu du surplus financier de ces deux secteurs s'est élargi. Les ressources nouvelles ainsi dégagées ont pu être utilisées au financement du déficit des pouvoirs publics.

Les actifs financiers nouveaux ont été constitués, plus qu'en 1974, par des placements à moyen et à long terme. Ce glissement, stimulé par le repli plus accentué des taux d'intérêt à court terme, s'est opéré essentiellement au premier semestre; pendant les derniers mois de l'année, par contre, les placeurs ont ralenti leurs souscriptions de bons de caisse et d'obligations en francs belges, car ils s'attendaient à un relèvement des taux, qui a d'ailleurs été décidé en fin d'année. Pour les actifs financiers formés en monnaies étrangères, la constitution de dépôts, substantielle en 1974, s'est réduite de moitié, tandis que les achats nets de valeurs mobilières étrangères ont plus que doublé.

Le flux total des sorties nettes de capitaux, en toutes monnaies, des entreprises et particuliers résidant dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise s'est élargi, mais le solde positif des mouvements de fonds de toute nature effectués par les étrangers en direction de l'Union Economique s'est accru plus encore, de sorte que le déficit de l'ensemble des opérations en capital s'est sensiblement réduit. Par ailleurs, les transactions courantes des onze premiers mois ont laissé un excédent légèrement inférieur à celui des mêmes mois de 1974; à l'intérieur de cette période, en 1975, ce surplus s'est amenuisé rapidement parallèlement à la détérioration de la balance commerciale. Au total, les opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger ont provoqué un accroissement de l'ensemble des réserves de change de la Banque de 18,4 milliards en 1975, contre 12,4 milliards en 1974.

Le creux de la récession paraît avoir été dépassé dans le courant de l'automne. Selon les enquêtes de la Banque, les perspectives vont en s'améliorant dans l'ensemble des industries manufacturières. La production d'électricité marque de nouveau un progrès. La construction résidentielle est mieux orientée. Par contre, les investissements en capital fixe en cours de réalisation dans les entreprises industrielles stagnent et les décisions prises pour les prochains mois témoignent encore de sérieuses hésitations. Il n'est pas certain non plus que la détérioration du marché de l'emploi approche de sa fin.

Politique monétaire.

A partir du moment où la hausse des prix se maintenait, nonobstant un effritement de la demande, il devint évident que l'inflation avait une tout autre origine qu'un excès de la dépense confronté à une offre rendue rigide par manque de ressources.

Dès lors, le maintien d'un dispositif de politique monétaire destiné à contenir la demande avait perdu toute raison d'être.

Au contraire, en abaissant les taux d'intérêt, on pouvait alléger les charges financières pesant sur les prix de revient et, en principe, espérer que cette diminution serait reportée vers les prix. En rendant le crédit moins cher et plus facile à obtenir, on allait aussi dans le sens d'un soutien de la demande, objectif redevenu partout prioritaire dans les choix de politique économique.

Les dispositifs de limitation mis en place pendant la haute conjoncture ont été rendus moins contraignants, puis supprimés. Les recommandations de la Banque, à la fin de janvier 1975, outre qu'elles organisaient la libération partielle de la réserve monétaire, abolissaient toute limitation à l'octroi des crédits à l'exportation, des crédits d'investissement subsidiés ou garantis par l'Etat, et mettaient hors encadrement les ouvertures d'autres crédits bancaires, sinon leur utilisation; elles assignaient une norme d'expansion très favorable pour le finan-

cement de la construction. A la fin d'avril, la Banque n'a plus renouvelé ses recommandations, en ce compris l'obligation faite aux intermédiaires financiers de remployer en effets et fonds publics telle fraction de leurs ressources.

Les dispositions légales prises en août 1974 pour limiter la quotité des prêts hypothécaires par rapport à la valeur vénale des immeubles grevés, ont aussi été assouplies en février, puis levées en mai. De même, le régime réglementaire des prêts à tempérament a été rendu beaucoup moins strict en juillet et en septembre.

L'action ne s'est pas limitée à supprimer les restrictions antérieures; elle a été également positive. Ainsi, le marché monétaire a été rendu plus liquide, non seulement par la libération de la réserve monétaire, mais aussi par plusieurs relèvements des plafonds de réescompte. Certaines de ces majorations ont été consenties aux banques à titre temporaire, à partir du 1^{er} novembre, en fonction directe du degré d'utilisation du plafond de chaque organisme; cette mesure sélective, prise en faveur des banques qui ont relativement le plus recours au réescompte, visait à accentuer la baisse des taux d'intérêt débiteurs.

Un des moyens à la disposition de la Banque pour faire baisser le coût des crédits à court terme était, en effet, de rendre moins onéreux le refinancement des intermédiaires financiers; les relèvements des plafonds de réescompte y ont contribué, de même que les majorations des quotas d'avances accordées au taux de base; dans la même intention, la Banque a revu, en février et en avril, les modalités de recours au réescompte de façon que l'utilisation des plafonds puisse se faire à des taux plus favorables.

Au surplus, les barèmes des taux de la Banque ont été abaissés à plusieurs reprises; celui de l'escompte a été ramené de 8,75 à 6 p.c. en cinq étapes et celui des avances, de 9,50 à 6 p.c.; les taux spéciaux pénalisateurs qui avaient été appliqués à certaines opérations de refinancement dans le courant de 1974 ont été moins utilisés. Au total, le taux moyen des fonds effectivement mis par la Banque à la disposition du marché monétaire, compte tenu de l'importance relative des diverses formes de ces interventions, a pu être réduit d'environ 3,50 p.c. entre le milieu de 1974 et le dernier trimestre de 1975.

Cette diminution du coût du recours à la Banque et, davantage encore, l'aisance créée par cette dernière sur le marché monétaire ont permis à l'Institut de Réescompte et de Garantie d'abaisser substantiellement l'ensemble de ses taux.

Ces mesures des autorités monétaires et, au moins autant, l'action de persuasion qu'elles ont exercée en même temps que le Gouvernement, ont contribué à entretenir, si elles ne l'ont pas provoqué, le mouvement d'abaissement des taux des crédits des banques. Ce dernier n'a pas été moins ample que si les banques s'étaient encore référées aux taux d'escompte et d'avances de la Banque pour fixer contractuellement les conditions de leurs propres crédits. L'abandon de cette

liaison automatique, décidé à la fin de 1973 à la demande de la Banque, s'est d'ailleurs révélé aussi justifié en période de repli des taux qu'au moment de leur emballement. En effet, la répercussion « mécanique » d'un abaissement des taux officiels sur le coût des ressources bancaires s'est fort réduite, depuis que celles-ci ne proviennent plus que dans une mesure tout à fait secondaire du recours au réescompte auprès de la Banque ou de l'Institut de Réescompte et de Garantie; en outre, au cours des dernières années, ce sont essentiellement des devises que le marché a cédées à la Banque pour se procurer le stock additionnel de billets demandé par le public. Globalement, les passifs qui forment, dans les banques, la contrepartie de leurs financements intérieurs en francs belges, sont constitués en majeure partie d'épargnes financières détenues par les entreprises et les ménages; les taux moyens payés à ces épargnes, majorés d'une marge qui est la rémunération brute de la fonction d'intermédiaire, influencent la fixation du niveau minimum du coût des crédits. Or, quand il s'agit de collecter les trésoreries des entreprises, les banques ne peuvent ignorer les conditions offertes à ces fonds sur les marchés étrangers et internationaux, de dimensions très vastes, avec lesquels elles sont de plus en plus en compétition. De même, quand il s'agit de collecter les avoirs des ménages, les banques doivent tenir compte de ce que ceux-ci peuvent prendre des formes diverses; cette masse d'actifs financiers se répartit dans tout l'ensemble des intermédiaires financiers; sa composition se modifie, plus qu'il n'était attendu, en fonction des rapports de taux d'intérêt alloués à chaque catégorie; chaque groupe d'intermédiaires financiers s'efforce d'éviter qu'une altération de la hiérarchie des taux ne soit assez importante pour provoquer, dans les apports du public, un déplacement substantiel qui lui ôterait des ressources; bien plus qu'ils ne résultent de conditions de concurrence, les écarts entre les divers taux sont établis aujourd'hui par concertation, au sein d'un Comité que préside le Gouverneur de la Banque; ce processus, dérogeant aux automatismes de l'économie de marché, aboutit sans doute à réduire l'ampleur des fluctuations de l'ensemble des rémunérations payées aux fonds collectés et, certainement, à atténuer les variations des écarts entre les différents taux; il convient cependant d'éviter que ces arrangements ne créent des rigidités dans les échelles de taux.

En ce qui concerne les taux débiteurs, la baisse des taux des crédits à court terme consentis par les banques a été substantielle en 1975 : la moyenne pondérée de ces taux est revenue, à la fin du troisième trimestre, à moins des deux tiers du maximum de 1974. Si la diminution a pu avoir cette importance, c'est que le niveau atteint en 1974 avait été exceptionnellement élevé, conformément au vœu de la Banque d'ailleurs, que les rémunérations payées pour les « gros dépôts » ont été considérablement moins élevées et que l'action de la Banque a non seulement permis mais accentué les incidences de ces facteurs. Les taux des crédits de caisse ordinaires ont reculé moins que ceux des crédits d'escompte, plus sensibles que les premiers aux conditions prévalant sur le marché monétaire, et que ceux des crédits de caisse à terme fixe, pour lesquels la concurrence entre banques est vive; cette évolution défavorisait les entreprises qui ont difficilement accès aux formes de financements les moins coûteuses, en raison du type de leur

activité, de leur dimension ou de leur mode de gestion; aussi, lors du dernier abaissement des taux de la Banque, celle-ci a-t-elle demandé que les baisses consenties soient utilisées, dans toute la mesure du possible, à alléger plutôt la charge des formes de crédits les plus coûteuses.

Quant aux taux d'intérêt appliqués aux crédits à moyen et à long terme, leur réduction a été moins prononcée que celle des précédents, tout comme l'avait été leur hausse antérieure. Les limites du repli ont été atteintes lorsque les intermédiaires financiers n'ont plus pu diminuer les rémunérations allouées aux ressources à long terme. En effet, l'attitude des apporteurs de fonds s'est modifiée sous l'influence, d'une part, de la persistance, à un niveau encore fort élevé, de l'inflation intérieure et, d'autre part, des modifications de tendance à l'étranger, où l'effritement lent des taux à long terme avait fait place à un début de relèvement.

Il eût été difficile, pour la Banque, de forcer davantage à la baisse l'ensemble des marchés de fonds, en intervenant par une création plus abondante de liquidités sur le marché monétaire; en effet, la réaction des épargnants, attendant un relèvement des taux, apparaissait comme fondamentale, et elle se traduisait notamment par une préférence, de nouveau manifestée vers le milieu de l'année, pour les placements plus liquides. En outre et surtout, une telle politique se révélait de plus en plus inopportune : l'évolution récente des taux à court terme à l'étranger permettait d'augurer que des liquidités mises d'office à la disposition du marché serviraient davantage de véhicule à des sorties de fonds que d'instrument d'une pesée sur les taux.

Les contraintes qui s'imposent à une économie dominée rétrécissent les marges d'action, et celles dont disposait la Banque s'amenuisaient encore, devant l'évidence que la hausse des prix belges restait supérieure à celle de plusieurs de ses grands partenaires commerciaux. Vouloir changer davantage les rapports de taux d'intérêt et provoquer ainsi des déplacements de trésorerie vers l'étranger, sous la forme notamment de modifications dans les délais de paiement, c'eût été altérer la position du franc belge sur le marché des changes. La perspective de perdre des réserves de change en soutenant le franc vis-à-vis des monnaies européennes, auxquelles le lie un régime de change fixes, n'inquiétait nullement la Banque. Ce qu'elle pouvait appréhender, dans les circonstances difficiles de l'heure, c'est qu'une faiblesse du franc ne provoquât un mouvement de spéculation contre ce dernier, allant jusqu'à menacer son maintien dans le « serpent ». Or, toute hausse des devises se traduirait immédiatement par une augmentation des prix, en francs, de tous ceux des biens de production et de consommation dont l'importation est indispensable; étant donné les mécanismes effectifs de formation des prix en Belgique, il était à craindre que cette hausse ne se propageât jusqu'au consommateur, puis, qu'en raison de l'indexation de nombreux revenus et des conditions de la formation d'autres, ce renchérissement du coût de la vie ne provoquât rapidement un nouvel alourdissement des coûts; dès lors, l'avantage apporté aux exportations par la dépréciation relative du franc serait

largement, sinon totalement, compensé par cette augmentation, définitivement acquise, des coûts; d'autres éléments pourraient encore aggraver l'action des facteurs de hausse, de telle sorte que la dépréciation se traduirait finalement par un handicap pour les exportateurs.

La Banque n'a donc pas estimé souhaitable une politique encore plus vigoureuse de baisse des taux créditeurs. Le niveau auquel ces derniers se sont stabilisés dans les derniers mois de l'année est, sans doute, plus élevé que pendant les creux conjoncturels précédents. Mais semblable comparaison admet par trop l'illusion monétaire; elle néglige l'aspect réel des données; si les taux sont corrigés en défalquant de leurs montants nominaux la partie absorbée par la hausse des prix aux diverses époques, il apparaît que ceux de 1975 sont demeurés singulièrement faibles. Il en est de même des taux débiteurs.

Au demeurant, s'il est vrai que la politique monétaire ne peut être qu'un adjuvant de la politique économique globale en période d'emballement, alors qu'elle peut agir par deux instruments — les taux et les facultés d'accès aux fonds —, il est encore plus certain que ses moyens sont peu efficaces pour mettre fin à une stagnation. A ce moment, seul le maniement des taux peut encore avoir certaines répercussions. Encore celles-ci sont-elles souvent moins puissantes que les effets du climat conjoncturel qui décourage la dépense des particuliers et des entreprises. Ainsi, la grande masse des ventes de biens et services à l'étranger fluctue essentiellement en raison de facteurs tout autres que les taux : ces exportations ont pâti de ce que, dans de nombreux pays étrangers, le recul de la demande intérieure s'est souvent amorcé plus tôt et a été plus prononcé qu'en Belgique. De même, dans leurs décisions d'investir en capital fixe, les entreprises réagissent davantage aux perspectives de la demande de leurs produits, des coûts et des prix de ceux-ci, qu'aux stimulations des taux d'intérêt; toutefois, le maniement de ces derniers, généralement assorti d'un système de subventions, peut utilement servir à accélérer le rythme d'exécution des programmes en cours ou faciliter la réalisation d'investissements de rationalisation. Au cours des deux dernières années, les variations de stocks ne peuvent pas, non plus, être expliquées par les mouvements des taux puisque, au contraire, elles ont été parallèles à ceux-ci. Quant aux entreprises dont la situation financière s'est détériorée, elles ont à assurer le financement de leurs pertes, quel qu'en soit le coût. D'une façon générale, l'abaissement des taux contribue moins à décider l'entreprise à des dépenses de relance qu'à alléger ses charges financières et à lui restituer de sa rentabilité; c'est, dans certains cas, réduire le risque de déconfiture, mais c'est aussi, dans d'autres, faciliter le pari à la hausse des prix. Quant aux dépenses de consommation privée et de construction de logements, elles sont affectées, les unes et les autres, par des éléments socio-psychologiques, par le revenu et les perspectives de l'emploi ainsi que par des anticipations de prix, bien plus que par le niveau existant des taux d'intérêt; celui-ci exerce néanmoins une certaine influence sur les décisions de construire et davantage sur le moment où ces décisions sont réalisées; des avantages fiscaux atténuent, d'ailleurs, jusqu'à un certain point, cette influence.

Déterminantes de la gestion des finances de l'Etat.

Si, en 1975, les ménages et les entreprises ensemble ont dégagé un surplus financier nominalement plus élevé qu'en 1974, le déficit financier des pouvoirs publics s'est, par contre, élargi très considérablement. Le premier a servi à financer le second. Les données financières s'ajustent correctement aux impératifs économiques, semble-t-il, puisque le ralentissement du progrès, voire le recul, des dépenses privées est compensé par une accélération de l'expansion des dépenses de l'Etat.

Mais, en réalité, l'ajustement anticyclique de la gestion des finances publiques n'a été qu'en partie organisé délibérément. Les ajustements des dépenses ne résultent pas seulement de décisions conscientes et du jeu de stabilisateurs automatiques destinés à être déclenchés par des impulsions déflationnistes; ils sont tout autant la conséquence de l'inflation qui se poursuit; en effet, si la progression de certaines dépenses courantes consistant en allocations sociales est automatique en période de sous-emploi, si des dépenses d'investissement ont été décidées pour des raisons conjoncturelles, par ailleurs, c'est l'inflation surtout qui a provoqué l'accroissement accéléré des dépenses de personnel, de certains transferts de revenus et des achats de biens non durables; quant à la progression des charges d'intérêt de la dette publique, elle s'explique essentiellement par la hausse des taux au cours des récentes années. Du côté des recettes, plusieurs des catégories fiscales se sont évidemment ressenties de l'incidence de la récession sur l'assiette d'imposition, et leur produit a progressé relativement peu; mais, par contre, les perceptions au titre du précompte sur les revenus professionnels ont marqué une nouvelle avance importante, sous l'effet combiné de l'inflation et de l'automatisme de la progressivité des barèmes. Au total, synthèse d'un faisceau de forces différenciant dans leurs origines autant que dans leurs effets, la résultante de l'exécution du budget a été un déficit de quelque 103 milliards pour 1975; l'impasse avait été de 58 milliards en 1974; son élargissement, d'une année à l'autre, réalisé malgré l'inflation, peut avoir exercé sur la dépense une action anticyclique, mais il a contribué aussi à entretenir la hausse des prix.

Pour l'ensemble du secteur public, le déficit à financer a progressé moins rapidement : de 80 milliards environ en 1974, il est passé à 130 milliards environ en 1975, soit 5,5 p.c. du produit national brut. Ce pourcentage n'a rien d'excessif lorsqu'on le rapproche de celui qui a été atteint dans d'autres pays européens; mesuré à l'aide d'éléments comparables, le déficit du secteur public a représenté, en 1975, environ 10 p.c. du produit national au Royaume-Uni, 7 p.c. en République Fédérale d'Allemagne, 6 p.c. au Danemark et 4 p.c. aux Pays-Bas. Mais, en remontant dans le temps, la comparaison internationale se révèle moins favorable à la Belgique : dans les années de haute conjoncture, celle-ci a toléré un déficit du secteur public plus important que dans d'autres pays; ce déficit est d'ailleurs permanent et son profil d'instrument anticyclique tient à ce qu'il s'élargit dans les périodes de ralentissement conjoncturel; au surplus, de longue date déjà, le rythme de l'accroissement continu mais mal contrôlé des dépenses publiques a

été bien supérieur à celui du revenu national, quel que soit l'état de la conjoncture.

Il est évident que, depuis de nombreuses années, la rationalité de la gestion des finances publiques est en cause. En le constatant, la Banque ne prétend pas prendre parti, car elle est profondément consciente que la responsabilité des choix incombe aux autorités politiques et, au-delà de celles-ci, en définitive, à l'ensemble des citoyens. Mais ses fonctions l'obligent à envisager les répercussions que des décisions, nécessairement influencées par des contraintes politiques, peuvent avoir sur l'économie nationale tout entière, dont la santé, en elle-même et relativement aux autres, se reflète dans la valeur de la monnaie.

L'évolution des récentes décennies témoigne de la pression continue des exigences. Formulées par tous les milieux, par toutes les opinions et la presse qui les reflètent, autant que par les entreprises et institutions de toutes dimensions, ces exigences portent sur des dépenses collectives; on en réclame l'expansion, sous des formes variées, au niveau du pouvoir central ou à celui des divers pouvoirs subordonnés. Et il est infiniment commode, pour chacun, se faisant une vertu d'orthodoxie, de recourir à une dialectique pharisienne pour dénoncer l'exagération de celles des dépenses publiques qui vont à autrui, réclamer l'aggravation de celles des recettes fiscales qui frappent autrui, tout en justifiant, à l'inverse, avec les meilleures raisons, l'augmentation nécessaire ou recommandable des dépenses publiques dont ce chacun bénéficie lui-même. Dans son cas, la qualité des prestations fournies gratuitement par l'Etat et qu'il utilise n'est jamais suffisante; jamais n'est exagéré, s'il en a le fruit, le nombre des exceptions, sources de frais de gestion et de contrôle coûteux, faites aux règlements généraux en toutes matières administratives; le secteur public n'a jamais eu tort de créer trop d'emplois s'il en postule; c'est par défaut que pèchent les transferts de revenus et de capital que la collectivité, représentée par les pouvoirs publics, opère, directement ou indirectement, en sa faveur s'il est ayant droit comme individu ou comme propriétaire ou responsable d'entreprise, et que ce soit pour la santé, l'exportation, le sport, la construction, la recherche, l'agriculture, les loisirs, les transports, la culture, le développement régional, la famille ou les aménagements sectoriels. Toute exigence est légitime et tout rejet, scandale. Les autorités politiques, harcelées, menacées, liment à la marge et, pour moins additionner, distribuent les charges entre la commune, l'agglomération, la province, la région, des établissements paraétatiques et le pouvoir central.

Sans aucun doute, on fera observer à bon droit que les investissements publics ont une utilité incontestée, que les consommations publiques représentent souvent une affectation des ressources qualitativement meilleure que beaucoup de consommations privées et que les plus importants transferts de revenus sont socialement justifiés; qu'au surplus, les duplications inutiles et maintes autres sources d'inefficacité ne sont pas l'apanage regrettable du secteur public. Il demeure, en tout état de cause, que la masse totale des dépenses de celui-ci doit être supportée. La couverture de ces dépenses implique des modifications dans la structure de la production et, en regard, dans l'allocation des facteurs.

Les données financières par lesquelles ces modifications se manifestent ne sont que l'apparence; rien ne sert de vouloir tourner ces contraintes financières par des expédients : ceux-ci n'altèrent pas la réalité fondamentale. C'est la fiscalité qui, évidemment, doit être l'instrument final de la réallocation des moyens disponibles, si celle-ci doit se faire en toute clarté, sinon l'inflation se chargera de procéder à l'aveugle aux nouvelles répartitions en érodant bien des revenus et des patrimoines au profit d'autres.

Depuis quelques années, la fiscalité s'est aggravée en partie de façon sournoise, grâce précisément à l'inflation. En dépit de l'indexation des tranches les plus faibles des revenus taxables, la progressivité de l'impôt a alourdi la contribution, à prix constants, des personnes physiques; de même, celle des entreprises s'est amplifiée dans la mesure où la valeur réelle des amortissements déductibles des bénéfices taxables a été réduite. Mais cette progression des charges fiscales n'a pas suffi, face à l'explosion des dépenses : les pouvoirs publics ont même été obligés d'imposer ouvertement de nouveaux taux.

Relativement au revenu national, le prélèvement fiscal, sécurité sociale comprise, était moins élevé en Belgique, en 1972, que dans les pays voisins et la plupart de ceux du Nord de l'Europe; si, au cours des années précédentes, sa progression avait été particulièrement rapide dans ce pays, c'était la conséquence d'une sorte de rattrapage. Mais il reste que les charges fiscales sont mal accueillies en Belgique; elles sont ressenties comme une spoliation; les consommations publiques ne sont-elles pas gratuites et l'orientation des transferts de revenus ne peut-elle pas toujours être contestée au nom d'échelles individuelles de valeurs? Lorsqu'il lève l'impôt, l'Etat est défini par tout un chacun comme étant les autres. L'individu se réclame de la collectivité pour recevoir, mais s'y oppose au moment de cotiser.

Certes, il est singulièrement difficile de prévoir le seuil à partir duquel le prélèvement fiscal global devient excessif en raison d'incidences néfastes. Mais le pari n'est pas, pour autant, du domaine du raisonnable en la matière. Il est vrai aussi qu'aucune catastrophe n'a encore marqué, en Belgique pas plus qu'ailleurs, le franchissement de ce seuil, cependant maintes fois annoncé. Mais, dans le domaine économique, les seuils se franchissent sans apocalypse : les bouleversements abrupts sont rares et c'est par dégradations lentes, peu perceptibles et dispersées, que procèdent les désorganisations. D'ores et déjà, le poids de la fiscalité crée des écarts mal compris entre les rémunérations brutes du personnel, ressenties comme une charge pour les employeurs, et les mêmes revenus nets considérés par le personnel comme la rétribution de son concours; ces écarts deviennent cause de revendications salariales. Le poids de la fiscalité devient aussi facteur de hausse, en élargissant les marges qui séparent le prix du produit, élément du chiffre d'affaires du producteur, et le prix du même produit, élément de la dépense du consommateur. Il crée des distorsions entre les revenus nets, suivant que les bénéficiaires doivent acquitter leur contribution aux charges collectives conformément aux règles établies ou qu'ils l'allègent par toutes les fraudes possibles; les avantages énormes de celles-ci en font de plus en plus des

pratiques courantes, même parmi les gens de bon aloi, malgré des contrôles administratifs coûteux. Ces comportements ne sont pas excusables, même s'ils atténuent les répercussions probables de l'aggravation du prélèvement fiscal sur l'initiative, la qualification, l'innovation, c'est-à-dire, en définitive, sur la productivité et l'offre de biens et services; il va de soi, à ce sujet, qu'il est extrêmement difficile d'établir, de façon formelle, que le resserrement d'une échelle des revenus donnée affaiblit la volonté de produire plus et mieux; mais il est vraisemblable que celui-là ne soit pas sans effet sur celle-ci.

Par ailleurs, il se confirme de plus en plus qu'au niveau actuel de la taxation globale, directe aussi bien qu'indirecte, toute augmentation de l'impôt sert, indifféremment, d'amplificateur aux poussées inflationnistes des prix ou aux reculs déflationnistes de la demande. En effet, en période d'essor intense, confortés par l'inélasticité de la demande et le suremploi, les entreprises, les indépendants et les salariés tendent à reporter les aggravations de la fiscalité, les deux premiers en aval, en relevant leurs prix, les derniers en amont, en exigeant des majorations des rémunérations brutes; en période de récession, au contraire, la dérobade de la demande et l'incertitude de l'emploi gênent ce report continu de la charge de l'impôt : dès lors, le contribuable ressent davantage l'amputation de son pouvoir d'achat et ses décisions de dépenser en sont affectées. Si une évolution dichotomique a pour conséquence que se produisent simultanément, dans un pays, des impulsions d'inflation de prix et de déflation de la demande, comme c'est le cas en Belgique, l'alourdissement de la fiscalité contribue à aggraver les deux maux coexistants.

En 1975, l'impasse de trésorerie a pu être financée sans difficulté, car l'offre de fonds est demeurée large, relativement à la demande émanant des entreprises et des ménages. Mais le recours à l'endettement n'offre qu'une échappatoire temporaire à l'impôt : tôt ou tard, les charges de la dette doivent être couvertes par celui-ci. Même après que leur poids réel a été discrètement allégé par l'inflation, elles absorbent un montant élevé des ressources courantes : la dette du pouvoir central équivaut à près de la moitié du produit national brut et le seul service de ses intérêts a requis quelque 65 milliards en 1975; ce montant a dépassé celui des investissements de l'Etat et du Fonds des Routes; ainsi, sur le revenu d'une même année, doivent simultanément être prélevés les fonds prêtés qui couvrent les nouveaux investissements et les impôts qui paient les intérêts des emprunts pour investissements antérieurs.

Il n'y a pas d'endettement, public ou privé, sans contreparties, directes ou indirectes, formant les actifs financiers. Une fraction assez stable de ceux-ci est constituée par les encaisses monétaires. De la sorte, en regard d'une partie de l'accroissement de la dette de l'Etat, figure une augmentation des engagements à court terme des organismes monétaires, c'est-à-dire une création de liquidités : celle-ci contribue au financement du Trésor. Le processus est justifié, pour les dépenses des pouvoirs publics comme pour les dépenses privées d'ailleurs, dans la mesure où elles contribuent à la progression en volume du produit national, mais dans cette mesure seulement. Ce sont surtout des souscriptions d'obligations

à long terme par les banques qui ont matérialisé, au cours des dernières années, ce financement monétaire de l'Etat. Cependant, de la dette publique à court terme aussi est logée dans les organismes participant au marché monétaire; dès lors, l'évolution des rapports entre l'offre et la demande sur ce marché peut rendre nécessaires des déplacements de portefeuilles d'effets publics à court terme vers la banque centrale.

Dans un autre cas, le remboursement de dette flottante est demandé de façon imprévue; la sauvegarde du crédit de l'Etat impose alors à la Banque des obligations particulières d'assistance au Trésor; cette assistance ne peut être que très temporaire; elle ne dispense donc nullement l'administration de la Trésorerie de veiller, comme il se doit, à la structure de la dette; dans des circonstances exceptionnelles, la Banque peut d'ailleurs prévenir ce risque de remboursements nets, en utilisant les pouvoirs qu'elle a d'empêcher les intermédiaires financiers de réduire, sans justification économique indiscutable, le concours qu'ils apportent normalement à l'Etat.

La participation de la Banque au financement d'une impasse de trésorerie résultant de l'exécution du budget en cours pose de tout autres problèmes. Elle a lieu lorsque cette impasse est trop importante pour être couverte par des émissions d'emprunts à long terme, même si l'Etat a procédé aux ajustements possibles des taux offerts aux souscripteurs et lorsque, en outre, ses efforts pour placer des effets à court terme se sont heurtés à l'insuffisance de l'offre sur le marché monétaire. La Banque, prêteur en dernier ressort pour le Trésor, comme pour les banques, est dès lors sollicitée par celui-là. Or, l'ampleur du déficit peut être excessive au regard des équilibres indispensables, en tout état de cause, ou parce que des mesures n'ont pas été prises pour organiser la couverture des dépenses de l'Etat en établissant en toute clarté des priorités qui tiennent compte à la fois du volume des épargnes disponibles et des besoins indispensables de financement des autres secteurs. Dans cette situation, où le recours de l'Etat à la Banque est un facteur d'inflation, il ne peut s'expliquer que par la recherche de la facilité, d'autant plus que les interventions d'une banque centrale, à la différence de celles d'autres organismes, ont pour corollaire un élargissement automatique de la base du crédit, toutes choses égales d'ailleurs.

Le Gouvernement a certes le souci d'assurer l'exécution du budget, acte officiel approuvé par le Parlement. Il a de nombreux moyens de forcer la Banque à créer du franc en faveur de la Trésorerie, en s'évadant des limites fixées par les conventions que le législateur a voulues publiques. Ces limites ont, jadis, été dépassées, de façon indirecte, par des cessions de devises que l'Etat empruntait à l'étranger, ou par des opérations diverses, réalisées au travers du marché monétaire intérieur, qui ont été décrites dans de précédents Rapports. Ces limites conventionnelles, accusées d'être trop rigides par d'aucuns, trop peu efficaces par d'autres, gardent cependant encore leur utilité. En effet, trop de problèmes sont perçus exclusivement sous leurs apparences financières et dès lors leur solution paraîtrait, bien à tort, à portée de main, si un laxisme monétaire permettait de recourir, en tout temps et sans borne, à l'institut d'émission; ce recours

risquerait très fort d'être exagéré, en raison des mentalités, des comportements et du fonctionnement des institutions. C'est la raison pour laquelle la Banque a considéré comme un moindre mal ce régime défectueux, où des palliatifs temporaires aident le Trésor à passer le cap de ses échéances les plus difficiles; au moins, l'Etat n'est pas, par là, dispensé définitivement des remises en ordre.

Toutefois, la Banque considère qu'il serait préférable que les besoins du Trésor soient désormais couverts par un procédé uniforme de recours au marché monétaire, avec son propre concours et en parfaite concordance avec sa politique de taux d'intérêt, adoptée d'ailleurs avec l'accord du Gouvernement. Elle a formulé, dans cette intention, des propositions; celles-ci ont été approuvées par le Conseil Supérieur des Finances; elles sont toujours en discussion.

La crise, l'emploi et l'inflation.

Selon les estimations actuelles, les besoins de financement des pouvoirs publics s'amplifieront largement en 1976, d'autant plus qu'une bonne part des importantes dépenses d'investissement, engagées par les autorités en 1975 pour soutenir la demande, donneront lieu à paiements au cours de l'année suivante. La couverture de l'impasse totale pourrait se heurter à plus de difficultés que pendant l'année sous revue. En effet, la masse des fonds apportés sur les marchés pourrait être relativement moindre; elle sera, en tout cas, confrontée avec une demande privée d'autant plus ferme que la reprise d'activité sera en progrès. En outre, les tensions sur les marchés financiers intérieurs risqueront d'être avivées par les développements à l'étranger, se manifestant notamment par l'évolution des taux d'intérêt dans les grands pays dont la conjoncture devance celle de l'économie belge.

Des déséquilibres financiers incitent à recourir davantage à la création de monnaie. Pour justifier celle-ci, les uns — spécialement les pouvoirs publics — invoquent l'obligation qu'ils ont de faire face à leurs engagements antérieurs, ou d'autres, l'opportunité de freiner le relèvement des taux d'intérêt pour ne pas compromettre la reprise. Et cependant, en semblables circonstances, la masse des liquidités existantes, accumulée pendant la dépression, tend déjà à retrouver spontanément une plus grande activité; dès lors, les responsables de la politique monétaire doivent être particulièrement réservés à l'égard de tout accroissement malsain de cette masse de liquidités. Pressentant le risque d'une animation rapide des disponibilités, le Gouvernement, dans sa communication aux Chambres sur sa politique de relance économique, en octobre dernier, a d'ailleurs invité les autorités monétaires à être particulièrement attentives à l'évolution et à l'utilisation des liquidités actuellement très abondantes.

Cette préoccupation est fondée parce que le rythme de l'inflation des prix demeure encore élevé en Belgique et que toutes les informations — notamment celles des enquêtes de la Banque — laissent prévoir la continuation, voire l'accroissement, des hausses.

A celles-ci, le raffermissement de la demande pourrait servir de tremplin, sans qu'il suffise cependant à produire toutes les occasions d'emplois souhaitées. Tous les indices concordent : ils confirment que la reprise de l'activité fera disparaître difficilement le chômage. La réduction des effectifs du personnel dans les industries en général et dans les services est restée en deçà des dégagements possibles. De plus, si l'amélioration de la productivité est la condition du maintien des emplois existants et de la création ultérieure de nouveaux, les contraintes de la rationalisation qu'elle impose aux firmes ont pour conséquence immédiate de limiter les besoins de personnel. Ou bien encore, c'est la stagnation de la population qui contrarie l'élargissement de la consommation de nombreux services personnels. Sans doute, la diminution de la durée du travail qui se poursuit, par raccourcissement de la période active moyenne, par octroi de congés supplémentaires ou par réduction des prestations hebdomadaires est, à l'inverse, source de création d'emplois; mais cette diminution a pour incidence un alourdissement des coûts unitaires; en outre, elle est surtout créatrice d'emplois dans les activités où le facteur de production travail est indispensable, où l'avance de la productivité est donc la plus faible, et, par conséquent, elle accentue encore le processus de l'inflation due au déplacement de la population active vers les secteurs tertiaires; il est donc impossible que cette diminution de la durée du travail se poursuive à un rythme excessif par rapport aux pays étrangers.

S'il se confirme qu'un chômage relativement important subsiste après le franchissement du creux conjoncturel, le problème de l'emploi se révélera d'une nature particulière. En tout état de cause, il est douteux que ses origines et ses implications soient dès à présent étudiées en toute clarté. Il semble que l'on craigne d'affronter des stéréotypes sociaux et mentaux, comme le maintien d'une hiérarchie des revenus qui ignore les servitudes de certains travaux manuels, tandis qu'un préjugé profondément ancré pare d'attraits, à tous les niveaux, les occupations dites intellectuelles. Des contradictions évidentes devraient cependant démontrer l'existence de défauts profonds : par exemple, le fait que l'aggravation du chômage n'ait pas empêché qu'une main-d'œuvre immigrante ait encore dû être recrutée pour que soit assurée l'exécution de certaines tâches.

Les chances de développement de certaines parties de l'appareil de production, notamment celles des activités les plus traditionnelles, sont de plus en plus souvent mises en cause; les difficultés des zones de vieille industrialisation et celles de certains secteurs appellent à la réflexion sur les conséquences des mutations internationales pour l'avenir d'une économie ouverte. Certes, il faut tout d'abord entretenir et perfectionner ce qui existe pour rénover à partir de là. Mais ce serait une attitude d'abandon que de refermer le dossier des problèmes latents plutôt que d'en poursuivre franchement l'analyse, sans *a priori* doctrinaux et sans préférence pour ces explications sommaires et monolithiques auxquelles se complaisent les opinions de toutes tendances. La tâche est d'autant plus urgente que les grandes entreprises étrangères ne témoignent plus du même enthousiasme qu'au cours des années 60 pour investir en Belgique. Bien plus

qu'alors, ce sera de ses propres capacités d'imagination créatrice que le pays devra témoigner, lorsqu'il s'agira de déployer un nouvel éventail d'activités industrielles et commerciales.

Si l'art du Politique n'est plus de rendre possibles les choses nécessaires, celles-ci se verront préférer les thérapies euphorisantes. On recourra à des schémas de politique économique sclérosés : les progrès de la demande globale devraient être stimulés, sans aucun freinage, jusqu'à ce que le plein emploi soit réalisé.

A vrai dire, une action de ce genre, qui négligerait les déséquilibres sectoriels, ferait fi de l'enseignement des faits récents. L'inflation n'en serait qu'exacerbée, une fois atteints les goulets d'étranglement partiels qui bloquent temporairement la progression d'éléments essentiels de l'offre.

Or, la nuisance de l'inflation a été méconnue. Sanction de la préférence pour des solutions qui libèrent de la difficulté des choix, mais sanction acceptée parce qu'assez indolore malgré ses injustices, l'inflation a paru, pendant des années, le moindre mal. Sans doute, avant que l'on ne s'inquiète des dangers du processus pour l'économie, avait-on pris conscience de ses inconvénients pour les agents économiques. Les plus éclairés de ceux-ci avaient, de longue date, découvert des échappatoires, tandis que les moins informés ou les moins forts subissaient encore, il n'y a guère, l'écrasement des valeurs réelles de leurs revenus parfois et, bien plus souvent, de leurs épargnes; il commençait à être question d'abriter celles-ci.

Aucun des correctifs introduits pour prémunir le revenu ou le patrimoine n'était de nature à mettre fin aux hausses; beaucoup, au contraire, les accéléreraient. Le risque, clairement entrevu, de casser la croissance en tentant d'arrêter l'inflation, faisait préférer la permanence du phénomène. Celui-ci avait la réputation d'être un stimulant de la dépense. Or, l'inflation, se précipitant, a entraîné ses propres correctifs; elle a brisé le mouvement d'expansion.

Les enchaînements de cette rupture sont encore mal connus; ils paraissent s'être produits par de nombreux canaux.

Y ont participé notamment les hausses des prix des matières premières et des produits de base, hausses brusques mais inévitables en courte période, en raison de l'exacerbation des besoins mondiaux dus à l'essor; leurs effets ont été multipliés par ceux du quadruplement des prix du pétrole. Les transferts de revenus réels que ces perturbations ont provoqués ont été à la source d'une déflation de la demande dans les pays industrialisés; ce n'est pas l'octroi de prêts consentis à l'occasion du recyclage des recettes des pays pétroliers qui a pu compenser d'office le manquant dans les dépenses, s'il en a atténué les effets dérivés.

Y ont participé aussi les difficultés d'intensité inégale des balances de paiements des différents pays, de même que la désorganisation du système monétaire international, où les variations des cours de change, dans un régime de

flottement administré, ont contribué à propager et à amplifier les hausses, en même temps que les pesées déflationnistes sur le revenu.

Du côté de la dépense intérieure également, l'inflation a entraîné ses correctifs. En réaction à des spéculations antérieures excessives, la demande d'une masse de biens de production s'est contractée. Les consommateurs ont ralenti le volume de leurs achats, soit que leur revenu réel, après imposition, se soit moins accru, soit qu'ils aient épargné davantage pour reconstituer la valeur réelle de leur patrimoine financier, soit que certains de leurs besoins aient été saturés par leur précipitation à acheter avant les hausses, soit que les restrictions du crédit les aient gênés, soit, plus tard, après les premières dégradations, que la perte effective ou redoutée de l'emploi les ait contraints à la prudence. De même encore, la construction de logements a subi un ressac après la phase d'emballlement. De même enfin, les investissements industriels se sont faits hésitants lorsque des secteurs ont mesuré l'accroissement des capacités de production mondiales provoqué par la prospérité, au moment où ils s'apercevaient que les perspectives de la demande devenaient moins favorables; ces hésitations se sont généralisées ensuite sous l'action, à la fois, de la détérioration, en cours, de la demande et de la remise en question de la prospérité, pour l'avenir.

D'une façon générale, les données financières ont également contribué à transformer l'essor bouillonnant en une récession grave. Les intermédiaires financiers opérant dans les relations internationales, ou agissant en marché intérieur, ont abordé une période plus difficile au point de vue de leur propre liquidité et de la solvabilité de leurs clients; ils se sont montrés plus prudents dans leur politique de prêts. Les taux d'intérêt, entraînés partout à la hausse par les réactions spontanées des marchés de fonds et par l'action des autorités, ont fini par agir comme un frein, si défectueux que celui-ci ait été. Les prémices du renversement ont révélé à de nombreux agents économiques, entreprises ou ménages, la fragilité de leur situation financière, chargée du poids certain des endettements de la prospérité et assombrie par les incertitudes des flux du revenu à venir.

Par ailleurs, dans le monde entier, les politiques anti-inflationnistes pratiquées simultanément, en conséquence du synchronisme des conjonctures, ont cumulé leurs incidences restrictives; face aux pays qui s'efforçaient de surmonter des difficultés de balance des paiements, par des mesures de resserrement intérieur, il n'y avait plus de pays créditeurs qui pussent, de leur côté, accepter de pratiquer une politique d'expansion : eux aussi étaient emportés par les désordres de l'inflation intérieure.

Ignorée, tolérée ou faiblement combattue, l'inflation, devenue progressivement plus aiguë, s'est enracinée dans le fonctionnement des sociétés : à son paroxysme, elle a été l'élément majeur de la désorganisation et de la crise.

S'il devait se révéler que les sociétés occidentales sont désormais incapables d'ordonner le progrès économique, cependant revendiqué de toutes parts parce qu'il est le support du bien-être de l'individu, mais qu'au contraire, leur fonction-

nement secrète alternativement des phases d'essor incontrôlé suivies de reculs socialement coûteux, il faudrait admettre que des problèmes nouveaux, fondamentaux et graves, se posent aux hommes de notre temps et de nos pays, dans nos régimes.

Dans son message de Noël, le Roi disait : « nous sentons, sans pouvoir toujours l'expliquer, que cette crise n'est pas un simple accident. Quelle que soit l'interprétation qu'on lui donne, elle nous oblige à réfléchir sur notre système économique et social, à nous demander si des idées nouvelles ne doivent pas être creusées, si des expériences ne sont pas à tenter ».



MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

La Banque a décidé de restructurer, à partir du 12 février 1976, le mode d'utilisation des plafonds de réescompte.

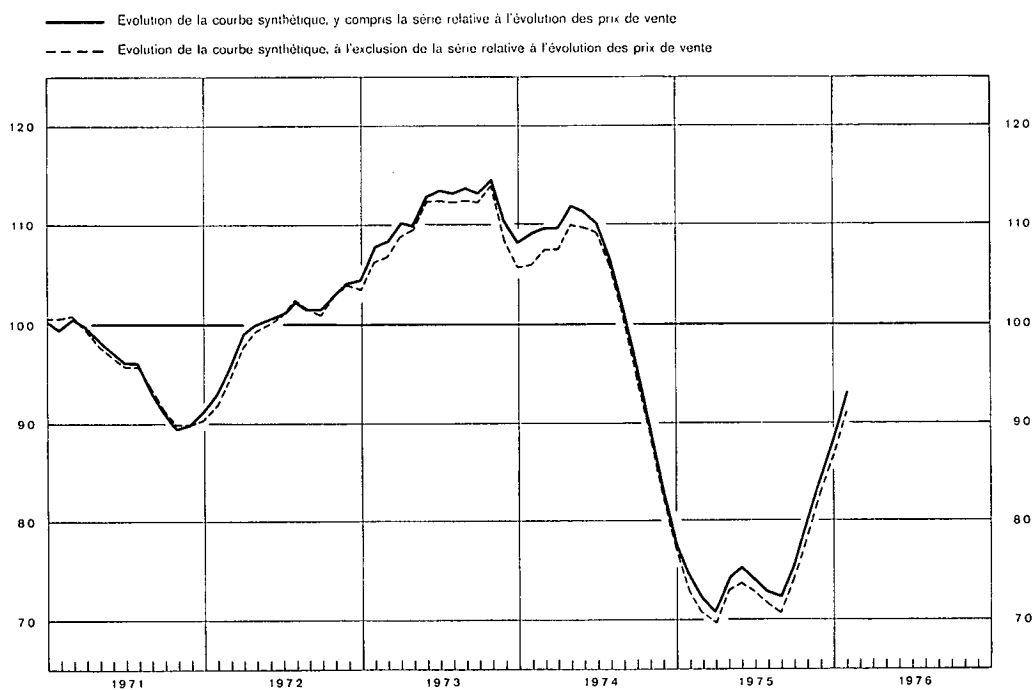
Les plafonds ouverts aux intermédiaires financiers sont, depuis lors, utilisables selon les modalités suivantes :

— par moitié (sous-plafond A) pour le réescompte, soit directement auprès de la Banque au taux d'escompte officiel de celle-ci, soit auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie aux taux fixés par cette institution, d'effets certifiés, d'effets visés « Creditexport » ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir;

— par moitié (sous-plafond B) pour le réescompte auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie et aux taux fixés par cette institution, d'effets certifiés, d'effets visés « Creditexport » ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours à maximum 1 an à courir.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DE JANVIER 1976



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix a augmenté, passant de 88,18 points en décembre 1975 à 93,17 points en janvier 1976.

Ce progrès résulte de l'accroissement de la valeur chiffrée aussi bien de la plupart des indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière que des indicateurs concernant l'industrie de la construction et le commerce de gros.

La courbe synthétique dans laquelle l'indicateur sur l'évolution des prix n'est pas inclus (trait interrompu) a légèrement moins augmenté (de 86,48 à 91,16 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production manufacturière par secteur	IV - 2	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1973	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1973 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b	XIII. — Organismes monétaires.	
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VII. — Indices de prix.		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	4. Stock monétaire	XIII - 4
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	— Destination économique apparente	XIII - 6
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	— Forme et localisation	XIII - 7
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ...

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers .

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions—chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
	(à fin d'année)							
Population totale	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	6.148	6.183	
dont : Hommes	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	3.068	3.088	
Femmes	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	3.080	3.095	
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.698	3.715	3.761	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892
dont : Agriculture	209	201	191	173	162	151	144	139
Industries extractives et manufacturières	1.294	1.269	1.296	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233
Bâtiments et construction	304	304	307	298	299	287	285	292
Transports	263	268	272	237	245	252	260	266
Commerce, banques, assurances et services	1.483	1.510	1.554	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819
Chômeurs complets ²	92	110	88	69	67	84	87	94
Ouvriers frontaliers	53	53	53	55	53	52	51	49

¹ Non compris les forces armées. Nouvelle série depuis 1970.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,8	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,5	34,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	157,6
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	114,3	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	213,7	258,0
5. Corrections et compléments	18,9	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,8
Ajustement statistique	1,0	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,1	1,4	3,5	- 6,1
Total ...	482,0	512,0	567,5	635,6	722,5	831,7	958,4	1.148,5
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	26,5	30,2	34,6	29,6	32,0	45,1	49,1	38,5
2. Professions libérales ¹	24,0	26,3	28,7	32,3	35,2	39,7	45,4	50,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	114,4	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	158,2	169,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,9	10,1	10,8	10,8	11,6	13,1	14,0
Ajustement statistique	0,4	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 1,9	0,4	0,9	- 1,5
Total ...	173,6	186,7	203,3	210,7	217,7	245,3	266,7	270,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	39,1	43,1	51,4	60,9	67,2	72,9	86,3	114,5
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	38,9	40,8	43,1	44,1	45,1	47,1	48,7	51,4
3. Dividendes, tantièmes, dons	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,8	82,0
Total ...	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	163,1	193,8	247,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	15,7	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,4	40,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	18,8	21,0	25,9	30,9	36,2	41,6	54,6	65,2
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,5	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	4,7	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,3	- 5,0
Total ...	9,2	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,9	5,6
G. Intérêts de la dette publique	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,7	-58,9	-72,3
Revenu national net au coût des facteurs	787,0	824,1	916,5	1.019,0	1.117,2	1.264,4	1.453,9	1.705,8
H. Amortissements	92,4	98,9	108,9	124,6	138,1	149,6	161,5	185,5
Revenu national brut au coût des facteurs	859,4	923,0	1.025,4	1.143,6	1.255,3	1.414,0	1.615,4	1.891,3
I. Impôts indirects	130,6	138,9	153,1	165,2	177,2	185,6	206,3	238,8
J. Subventions	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

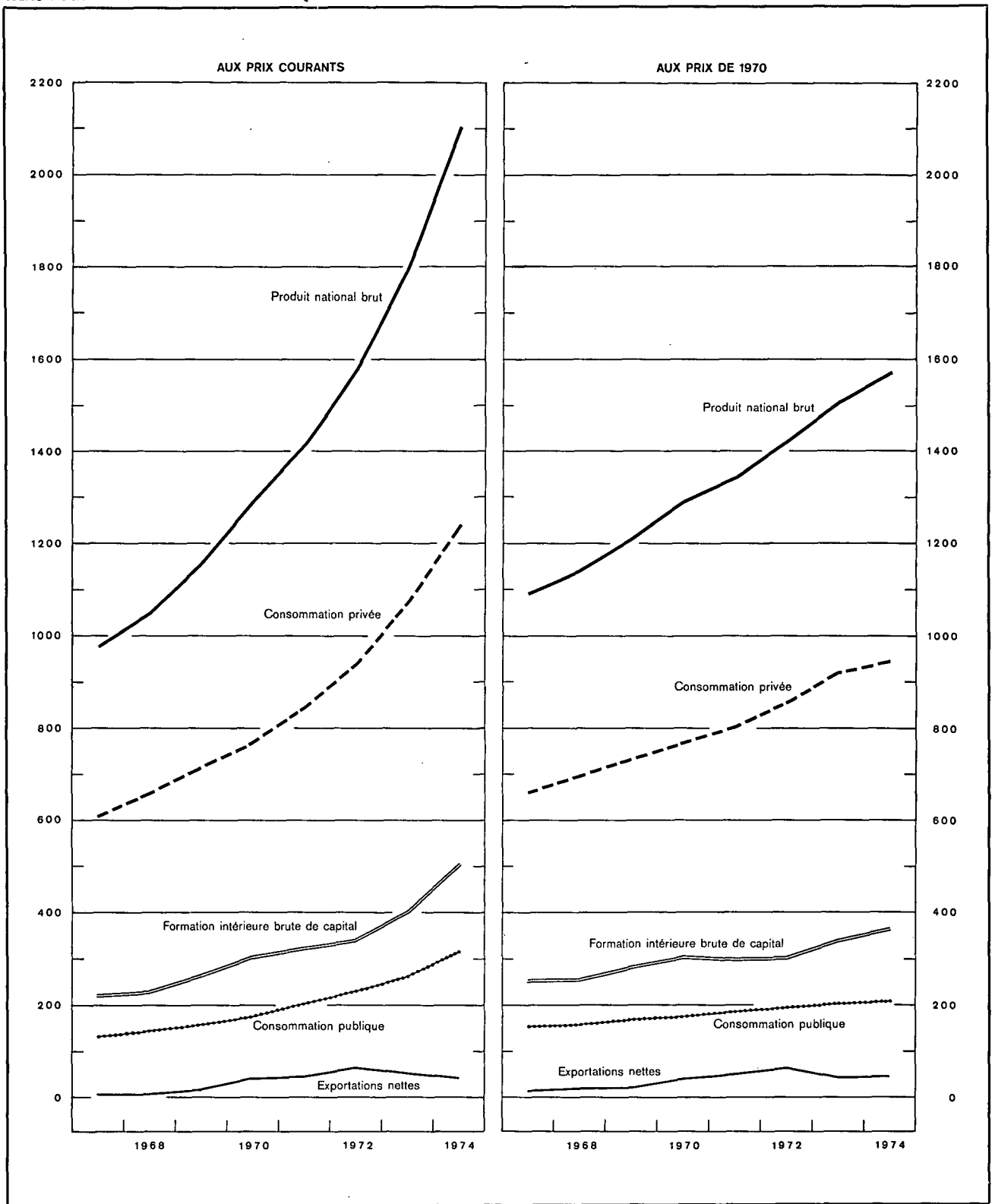
Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Agriculture, sylviculture et pêche	42,5	46,7	51,2	46,0	48,8	63,0	68,6	58,1
2. Industries extractives	12,2	11,2	11,0	12,0	13,4	13,1	12,2	13,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	59,1	64,2	69,8	75,7	79,5	88,6	97,3	111,1
b) Textiles	22,2	23,8	26,0	27,6	29,1	32,1	35,6	38,2
c) Vêtements et chaussures	13,2	14,0	15,4	16,5	17,9	21,8	21,6	24,3
d) Bois et meubles	14,3	15,1	17,2	18,1	19,9	23,4	28,5	33,6
e) Papier, impression, édition	15,9	17,1	19,0	20,6	22,3	24,0	28,0	35,1
f) Industrie chimique et activités connexes	23,1	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	55,8	66,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,5	16,6	18,9	21,2	22,0	24,0	27,2	31,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	25,1	26,8	38,6	43,4	35,4	39,1	56,5	75,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	74,0	81,5	93,6	110,7	115,2	125,4	137,5	161,6
j) Industries non dénommées ailleurs	28,1	31,4	36,3	38,9	39,7	46,5	56,1	65,9
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>291,5</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>423,6</i>	<i>473,2</i>	<i>544,1</i>	<i>643,1</i>
4. Construction	69,0	67,0	71,8	88,6	94,9	102,8	119,6	145,4
5. Electricité, gaz et eau	23,4	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	46,2	58,2
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	171,5	181,7	201,5	222,9	265,2	288,3	324,3	375,8
b) Services financiers et assurances .	29,8	33,2	37,6	41,1	43,9	50,0	61,0	73,5
c) Immeubles d'habitation	51,8	54,6	58,0	61,3	64,2	68,8	74,1	82,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>253,1</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,3</i>	<i>407,1</i>	<i>459,4</i>	<i>532,1</i>
7. Transports et communications	67,6	76,1	83,3	92,6	104,9	119,2	137,2	172,7
8. Services	216,9	234,9	256,6	285,0	322,5	369,6	426,1	500,1
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 8,5	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,4	-14,8	-18,0	-22,2
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	-10,4	-14,9	-22,1	-27,8
Ajustement statistique	- 0,2	- 3,2	- 7,7	- 0,7	5,0	0,3	1,4	3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	969,7	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,7	1.561,8	1.778,0	2.081,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,6	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	154,5	161,5	173,4	185,4	195,0	210,8	233,9	265,6
2. Boissons	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3	56,8	59,2
3. Tabac	13,2	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8
4. Vêtements et effets personnels ...	54,5	59,0	63,0	65,8	74,3	82,3	92,5	106,7
5. Loyers, taxes, eau	64,8	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,1	112,2
6. Chauffage et éclairage	30,3	33,7	35,4	39,5	41,4	46,5	52,5	61,3
7. Articles ménagers durables	52,8	58,7	65,6	72,1	87,2	99,7	122,6	146,4
8. Entretien de la maison	28,1	30,6	33,3	35,5	39,1	42,3	49,7	60,0
9. Soins personnels et hygiène	44,8	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,6	105,3
10. Transports	58,1	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	123,6
11. Communications P.T.T.	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,2	8,9
12. Loisirs	52,0	54,9	59,6	66,0	75,5	85,4	98,2	109,4
13. Enseignement et recherches	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,5
14. Services financiers	14,9	16,4	18,8	20,0	21,2	24,4	30,6	36,0
15. Services divers	4,3	4,5	4,9	5,2	5,9	6,9	8,1	8,7
16. Dépenses personnelles à l'étranger	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7
Ajustement statistique	- 0,8	5,2	7,3	2,0	2,1	- 1,6	- 4,2	2,9
Total ...	611,5	662,8	718,4	769,0	846,9	941,3	1.075,2	1.239,6
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	94,5	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	233,7
2. Achats courants de biens et services	31,6	34,9	39,1	40,3	48,2	52,0	56,1	62,8
3. Loyer imputé des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	4,5	4,8	5,2	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6
4. Loyer payé	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	2,0
5. Amortissement des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8
6. Amortissement mobilier et matériel	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,2
Total ...	133,4	144,0	159,8	175,3	201,8	232,4	263,7	314,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,8	6,3	6,9	7,5	6,1	8,3	10,9	12,9
2. Industries extractives	1,5	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,7
3. Industries manufacturières	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	105,9
4. Construction	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	9,3
5. Electricité, gaz et eau	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,4	22,2
6. Commerce, banques, assurances ...	18,0	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7
7. Immeubles d'habitation	59,3	58,1	62,4	71,8	61,8	70,6	97,6	129,0
8. Transports et communications ...	23,7	23,8	25,0	27,4	31,9	35,5	42,5	48,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,6	67,6
10. Autres services	5,4	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	17,8
11. Variations de stocks	5,3	8,9	20,1	19,6	18,4	10,4	27,9	42,3
Ajustement statistique	- 0,3	1,8	2,7	0,8	0,8	- 0,6	- 1,6	1,2
Total ...	223,6	229,5	264,0	307,5	324,6	339,9	403,3	508,3
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	24,6	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0
2. Exportations de biens et services ...	352,2	401,6	482,7	561,9	609,3	681,7	846,5	1.132,0
Exportations totales ...	376,8	430,1	520,9	616,0	670,6	749,3	942,8	1.302,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	17,0	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5
4. Importations de biens et services ...	351,0	400,4	473,6	532,8	579,9	633,5	810,7	1.112,9
Importations totales ...	368,0	420,5	503,4	576,0	628,9	683,7	888,7	1.258,4
Exportations nettes ...	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 41,7	+ 65,6	+ 54,1	+ 43,6
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	92	94	96	100	103	104	107	111
2. Boissons	81	85	92	100	106	112	122	120
3. Tabac	94	95	98	100	104	108	112	111
4. Vêtements et effets personnels ...	90	96	99	100	108	114	120	125
5. Loyers, taxes, eau	93	95	98	100	103	106	109	111
6. Chauffage et éclairage	82	90	94	100	100	115	126	121
7. Articles ménagers durables	78	85	94	100	112	124	146	160
8. Entretien de la maison	92	95	98	100	104	107	112	118
9. Soins personnels et hygiène	83	89	94	100	106	114	125	131
10. Transports	83	90	98	100	101	113	118	121
11. Communications P.T.T.	84	90	96	100	105	108	110	115
12. Loisirs	87	88	94	100	105	110	119	121
13. Enseignement et recherches	92	95	97	100	103	105	108	111
14. Services financiers	85	93	98	100	103	114	133	137
15. Services divers	92	94	98	100	109	122	135	132
16. Dépenses personnelles à l'étranger	81	84	96	100	105	109	134	136
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	75	83	95	100	96	95	113	116
Total ...	86	91	96	100	105	112	120	123
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	100	104	112	119	123
2. Achats courants de biens et services	87	95	103	100	109	112	113	108
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; am- ortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	81	87	92	100	110	116	121	141
Total ...	88	91	97	100	106	112	117	121
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	89	96	99	100	74	95	115	120
2. Industries extractives	81	96	105	100	110	117	93	97
3. Industries manufacturières	85	77	87	100	98	91	97	112
4. Construction	93	86	83	100	68	70	89	88
5. Electricité, gaz et eau	111	98	96	100	116	136	106	105
6. Commerce, banques, assurances ...	80	84	92	100	117	124	139	139
7. Immeubles d'habitation	93	89	92	100	79	85	109	120
8. Transports et communications ...	103	102	101	100	110	118	135	136
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en- seignement)	73	87	91	100	115	120	100	93
10. Enseignement	90	97	97	100	100	104	103	108
11. Autres services	71	72	88	100	114	116	127	144
Total ...	84	84	93	100	98	99	111	120
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	51	57	74	100	108	113	149	235
2. Exportations de biens et services ...	70	79	91	100	107	117	134	145
Exportations totales ...	68	77	89	100	107	117	135	153
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	44	51	72	100	108	105	151	252
4. Importations de biens et services ...	72	81	93	100	105	114	136	148
Importations totales ...	70	79	92	100	105	114	137	155
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	84,6	88,2	93,9	100,0	104,1	110,3	117,1	121,8

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1973 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 2	insatisfaites 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus							
1968			44,1	102,7	7,0			13,4	4,9
1969	11,0	28,0	46,8	85,3	6,5	3,1	2,8	16,0	11,6
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	2,7	2,4	17,8	23,9
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	5,0	3,8	10,6	4,1
1973 4 ^e trimestre	21,5	26,6	48,7	96,8	8,0	4,0	3,0	13,2	15,3
1974 1 ^{er} trimestre	21,8	28,6	49,9	100,3	7,6	2,5	2,2	15,6	14,3
2 ^e trimestre	17,0	26,3	48,6	91,9	8,7	1,9	1,8	14,4	17,6
3 ^e trimestre	21,4	29,4	48,6	99,4	9,0	3,9	2,3	10,9	14,9
4 ^e trimestre	37,3	39,1	50,9	127,3	8,5	4,5	3,0	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre	47,0	51,4	54,0	152,4	8,3	3,9	3,2	11,2	5,0
2 ^e trimestre	47,5	58,5	55,2	161,2	10,5	3,3	3,2	11,9	4,2
3 ^e trimestre	54,5	67,5	55,6	177,6	12,1	6,2	4,1	8,4	3,7
4 ^e trimestre	80,2	81,0	57,2	218,4	12,4	6,5	4,8	11,0	3,3
1975 Janvier	46,0	48,4	53,4	147,8	8,0	4,1	3,2	12,0	5,3
Février	47,6	51,7	54,0	153,3	8,1	3,9	3,4	10,2	4,8
Mars	47,5	54,1	54,4	156,0	8,8	3,6	3,1	11,5	4,9
Avril	48,0	57,3	55,0	160,3	9,7	3,5	3,3	12,8	4,3
Mai	47,3	58,5	55,3	161,1	10,5	3,3	3,1	11,3	4,2
Juin	47,2	59,6	55,2	162,0	11,3	3,3	3,1	11,6	4,2
Juillet	51,5	65,1	55,7	172,3	11,8	4,9	3,5	6,4	3,4
Août	52,3	66,8	55,3	174,4	12,1	6,2	4,0	8,2	4,0
Septembre	59,7	70,6	55,7	186,0	12,3	7,6	4,7	10,6	3,8
Octobre	77,0	75,6	56,3	208,9	12,5	7,0	4,9	13,4	3,5
Novembre	79,0	81,0	57,2	217,2	12,6	6,5	4,8	9,5	3,2
Décembre	84,7	86,3	58,0	229,0	12,2	6,0	4,8	10,0	3,2
1976 Janvier	82,7	89,0	57,5	229,2	12,2	5,7	4,8	11,7	3,6

1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

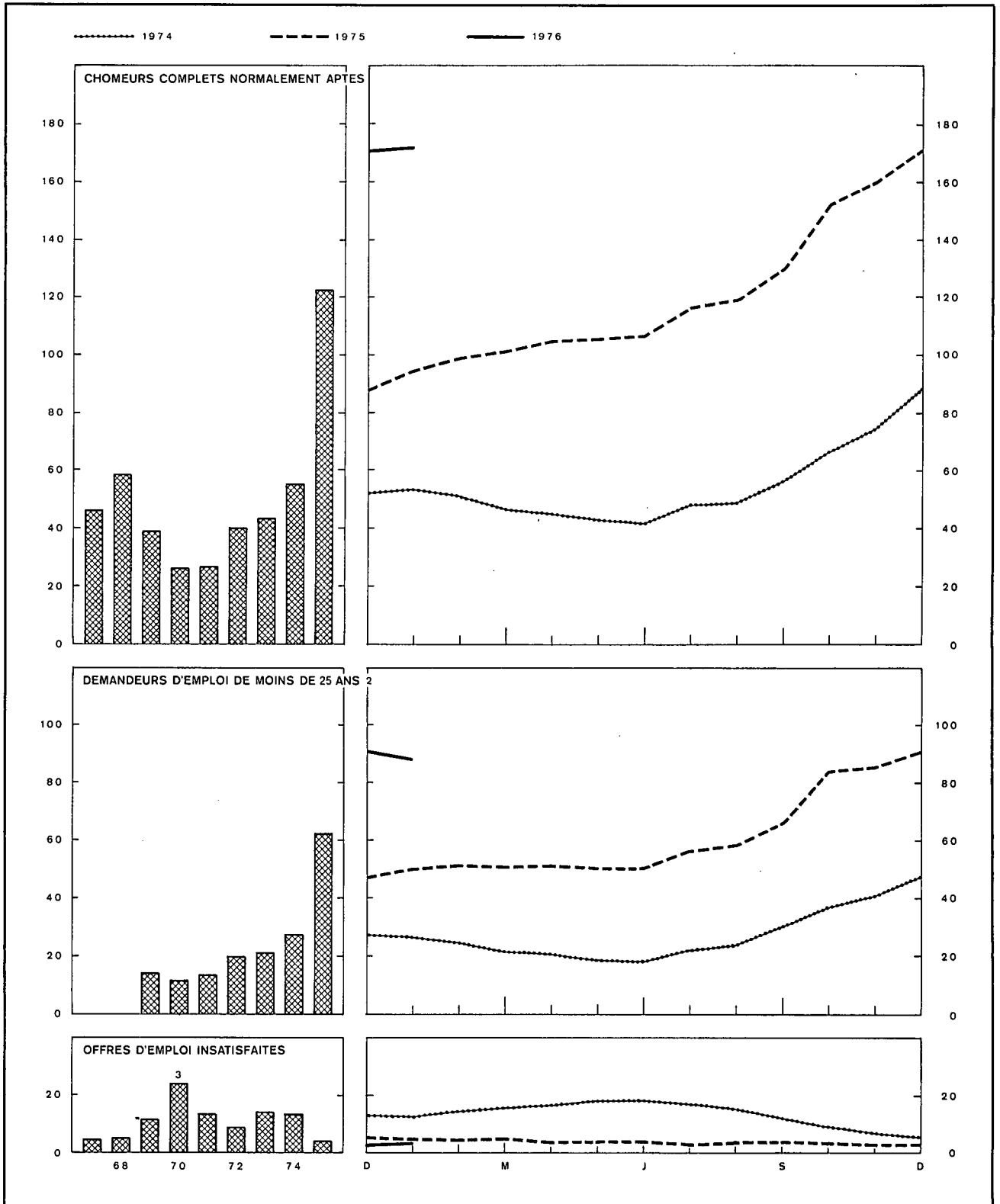
2 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

3 Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Superficie agricole utilisée ¹								
<i>(milliers d'hectares)</i>								
Froment	201	197	181	193	204	193	190	176
Autres céréales panifiables	31	27	26	32	30	25	22	15
Céréales non panifiables	249	249	255	229	228	230	224	210
Betteraves sucrières	90	90	90	93	101	104	105	120
Autres plantes industrielles	17	19	11	16	11	11	12	13
Pommes de terre	47	43	46	42	37	43	40	36
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	34	31	28	27	27	27
Prés et prairies	791	788	795	782	768	762	753	742
Cultures maraîchères	20	23	25	25	24	27	29	30
Cultures fruitières	27	26	20	19	18	17	16	16
Divers	57	57	57	64	72	73	79	95
Total ...	1.564	1.553	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.480
Production végétale ²								
<i>(milliers de tonnes)</i>								
Froment	839	754	708	878	916	976	1.004	p 677
Avoine	315	281	194	278	244	246	222	p 228
Orge	574	555	525	588	637	716	699	p 426
Autres céréales	144	132	123	168	149	156	145	p 123
Betteraves sucrières	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	p 4.895
Pommes de terre	1.566	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	p 1.049
Nombre d'animaux ¹								
<i>(milliers d'unités)</i>								
Vaches laitières	2.799	2.839	997	967	964	994	1.003	993
Autres bovidés			1.890	1.873	1.801	1.968	2.041	2.004
Porcs	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026	4.638
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (<i>millions de litres</i>)	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581	
Abattages (<i>poids net de la viande - milliers de tonnes</i>)	576	599	695	729	753	798	884	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.
² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Flotte de pêche ¹ (<i>tonnage brut</i>)	30,7	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,9	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7
Poissons ronds	28,6	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0
Poissons plats	12,3	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1
Autres	3,8	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5
Crustacés et mollusques	2,0	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9

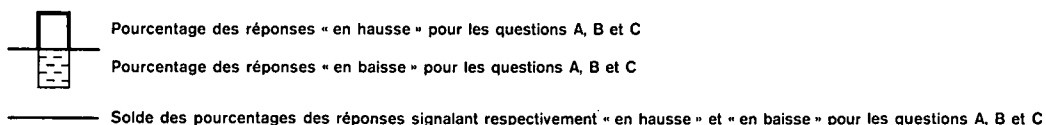
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture) — *Statistiques agricoles* (I.N.S.) — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

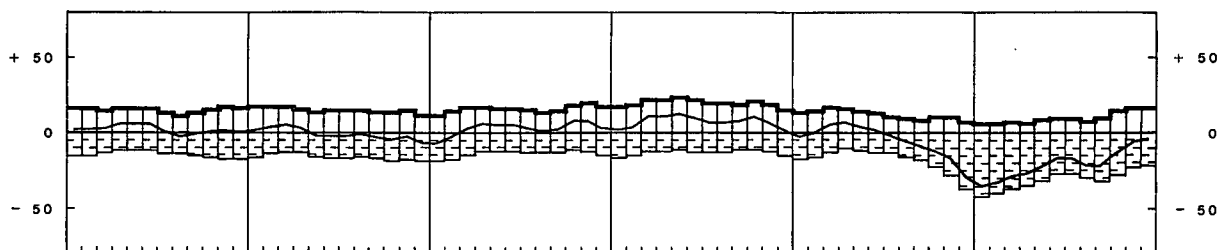
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

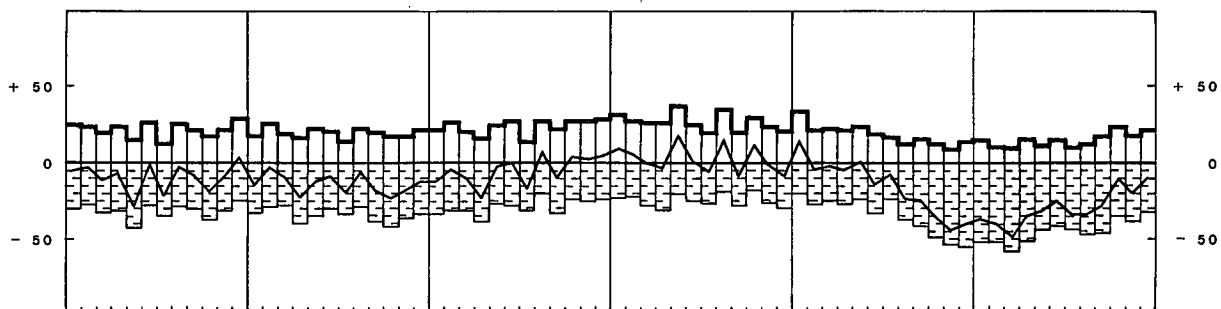
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



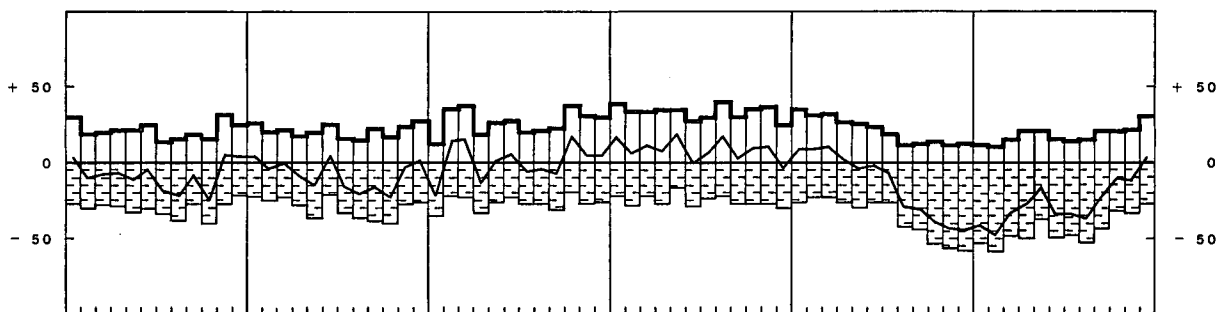
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



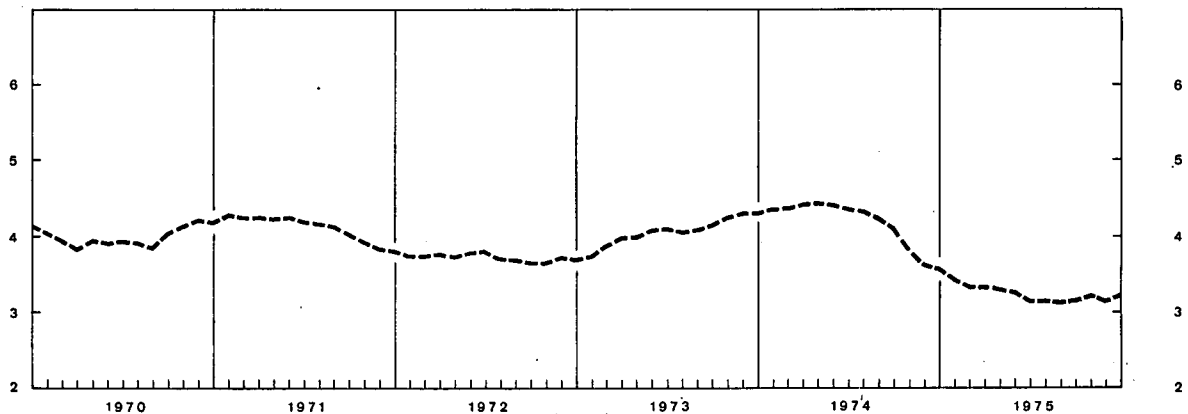
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

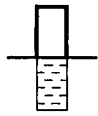


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

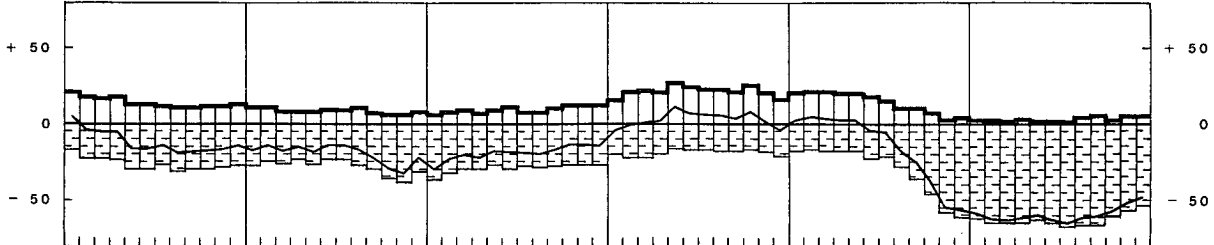
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

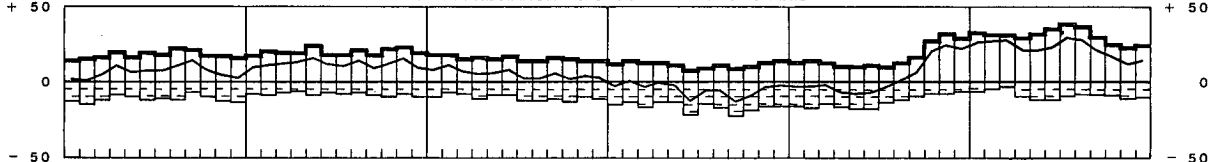
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

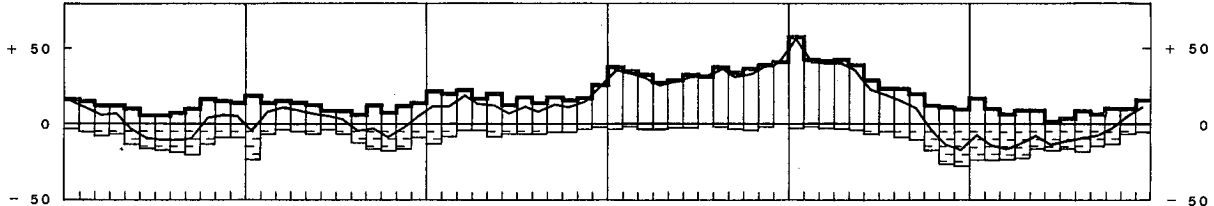
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



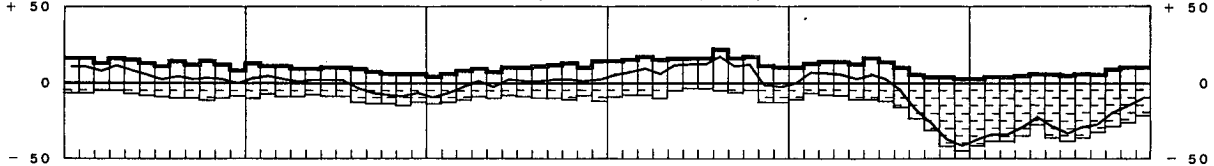
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



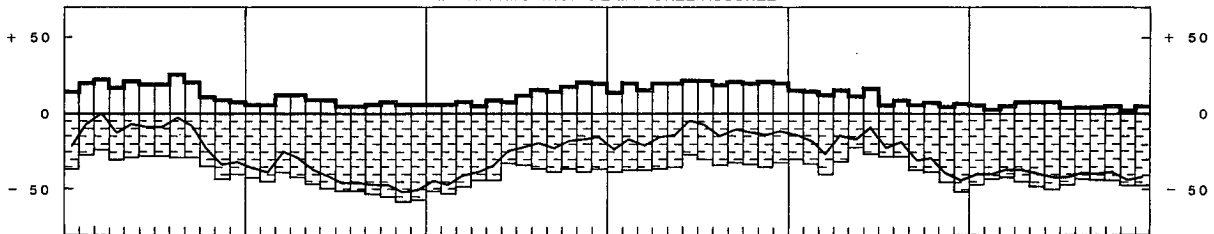
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



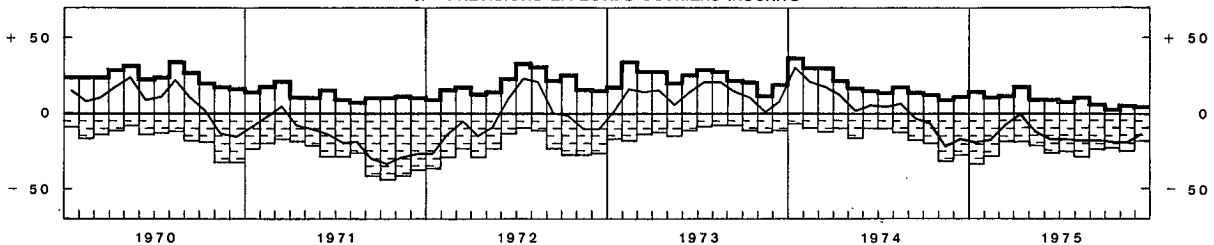
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffinerie de pétrole, sidé-

rgurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source :
	Indice général 1	Dont :		Dont :				Agéfi :
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'inves- tissement	Indice général
Pondération par rapport à l'ensemble de la produc- tion industrielle en 1974 et 1975	100,0	95,9	4,1	59,3	15,2	14,1	11,4	
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	p 120	p 123	75	119	119	p 124	p 123	108
1975								p 95
1973 4 ^e trimestre	123	126	79	120	121	126	124	113
1974 1 ^{er} trimestre	124	127	77	124	120	129	123	108
2 ^e trimestre	124	127	79	123	123	127	121	110
3 ^e trimestre	112	115	67	110	117	112	116	109
4 ^e trimestre	p 121	p 123	76	119	118	p 126	p 130	107
1975 1 ^{er} trimestre	p 112	p 115	72	109	113	p 123	p 123	96
2 ^e trimestre	p 111	p 113	73	106	114	p 117	p 123	97
3 ^e trimestre	p 96	p 98	60	p 88	p 107	p 105	p 105	89
4 ^e trimestre								p 99
1975 Janvier	p 116	p 118	75	112	120	p 118	p 126	100
Février	p 110	p 113	68	105	108	p 123	p 124	93
Mars	p 112	p 114	73	108	110	p 126	p 120	95
Avril	p 116	p 118	82	109	121	p 127	p 128	94
Mai	p 103	p 106	66	100	105	p 106	p 114	98
Juin	p 113	p 116	72	109	116	p 119	p 126	99
Juillet	p 80	p 82	49	76	100	p 77	p 84	86
Août	p 92	p 94	57	83	105	p 102	p 105	84
Septembre	p 115	p 117	74	p 107	p 116	p 136	p 127	95
Octobre	p 122	p 124	p 80	p 115	p 121	p 140	p 135	101
Novembre	p 109	p 111	p 73	p 104	p 112	p 111	p 121	p 98
Décembre								p 99
1976 Janvier								p 100

1 Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

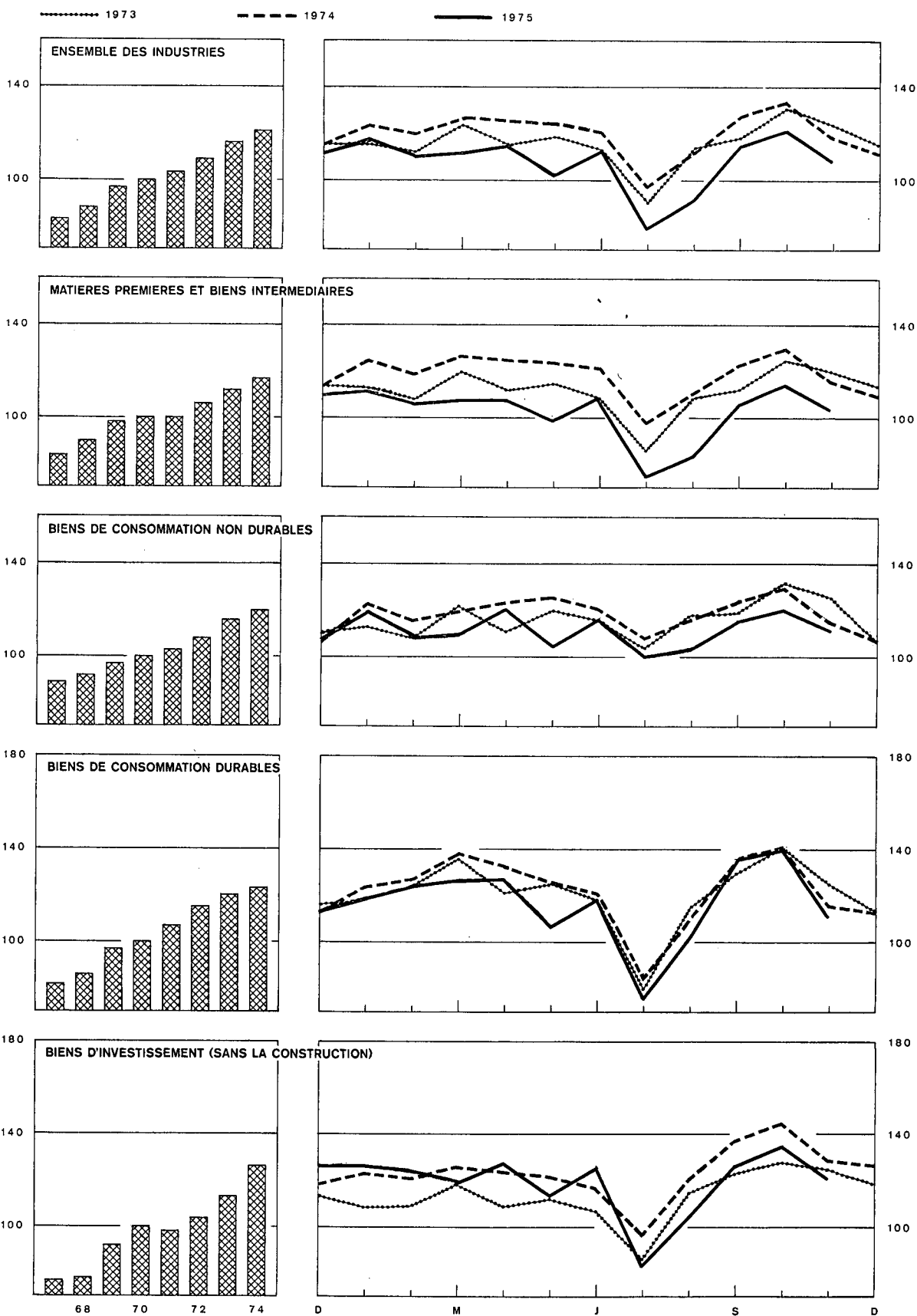
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimen- taires et fabrica- tion des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrica- tion d'artil- cles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distri- bution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1974 et 1975 ¹	29,0	10,5	2,9	2,1	11,7	8,7	7,6	6,3	5,9	5,1	3,9	2,7	1,1	1,1
1967	79	80	81	83	71	88	87	86	78	80	89	77	58	89
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	<i>p</i> 118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1973 3 ^e trimestre	103	110	87	111	127	119	91	102	123	131	105	105	123	120
4 ^e trimestre	119	128	103	123	146	128	111	110	149	161	114	121	131	115
1974 1 ^{er} trimestre	120	134	110	127	152	114	114	109	147	169	121	131	84	115
2 ^e trimestre	117	137	107	123	151	125	112	115	134	172	116	127	90	123
3 ^e trimestre	111	117	97	106	131	124	84	102	131	147	110	114	113	121
4 ^e trimestre	<i>p</i> 125	118	110	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 116	104	<i>p</i> 96	106	127	111	90	96	141	157	124	107	82	119
2 ^e trimestre	<i>p</i> 118	95	<i>p</i> 100	114	123	118	85	100	126	159	108	106	92	121
3 ^e trimestre	<i>p</i> 101	63			116	112	74	89	114	132	110	89	94	119
1974 Novembre	<i>p</i> 122	118	107	108	132	121	89	104	149	145	108	115	118	115
Décembre	<i>p</i> 120	105	105	102	122	114	86	97	146	160	94	100	119	110
1975 Janvier	<i>p</i> 119	112	100	105	131	123	89	97	147	153	111	116	89	126
Février	<i>p</i> 115	99	91	104	123	104	90	92	133	158	127	98	87	116
Mars	<i>p</i> 113	100	<i>p</i> 99	110	126	106	91	101	142	161	134	107	71	116
Avril	<i>p</i> 123	87	<i>p</i> 104	118	130	123	97	97	135	168	126	107	68	119
Mai	<i>p</i> 110	97	<i>p</i> 94	107	114	109	79	100	119	141	92	95	102	121
Juin	<i>p</i> 121	101	<i>p</i> 102	116	125	121	80	104	123	166	107	117	108	124
Juillet	<i>p</i> 78	63	<i>p</i> 58	89	106	101	61	76	104	99	72	72	99	119
Août	<i>p</i> 101	43		88	118	111	66	89	110	121	106	88	90	124
Septembre	<i>p</i> 123	82			122	123	93	104	127	175	151	106	94	115
Octobre	<i>p</i> 130				129	132	101	109	153	184	146	105	102	117
Novembre	<i>p</i> 115				115	128	84	95	161	152	94	100	120	107

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,4 p.c. et 0,8 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)] — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importa- tions de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
	(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)				(millions kWh)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1968	1.913	1.883	155	526	474	100	604	656	1.234	1.661	2.088
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975							477	p 504	623	p 1.015	3.248
1973 4 ^e trimestre	3.251	2.075	223	866	735	994	653	728	721	1.347	3.590
1974 1 ^{er} trimestre	2.079	1.831	198	844	587	1.151	674	770	742	1.415	3.540
2 ^e trimestre	2.233	1.536	201	649	501	811	686	799	684	1.278	3.223
3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163
4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393
2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459	956	521	534	639	1.042	3.035
3 ^e trimestre	2.346	1.286	231	493	405	751	374	365	525	710	2.740
4 ^e trimestre							430	p 470	642	p 1.026	3.821
1974 Décembre	2.952	2.102	263	878	799	932	631	666	647	1.284	3.522
1975 Janvier	2.204	2.209	231	1.035	794	992	612	705	726	1.230	3.551
Février	2.174	2.103	193	702	1.025	903	542	632	664	1.350	3.205
Mars	1.764	1.227	209	770	73	1.092	599	606	671	1.273	3.423
Avril	1.688	1.804	262	895	431	1.022	544	521	756	1.111	3.252
Mai	2.525	1.472	231	586	445	950	521	566	551	980	2.879
Juin	2.670	1.400	233	471	500	889	497	514	611	1.034	2.974
Juillet	2.468	1.135	227	375	391	704	357	364	467	708	2.519
Août	2.224	1.302	239	545	375	699	333	284	491	667	2.647
Septembre	2.346	1.421	228	559	448	851	432	448	617	756	3.054
Octobre	2.538	1.777	258	632	688	891	426	p 474	699	p 970	3.682
Novembre	2.939	1.706	227	683	638		415	p 450	632	p 1.003	3.856
Décembre							449	p 487	594	p 1.104	3.924

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brui de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	p 966					
1973 4 ^e trimestre	1.361	1.012	14,9	23,3	38,2	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	1.426	1.079	14,1	23,4	37,5	33,2
2 ^e trimestre	1.465	1.092	14,6	23,3	37,9	35,9
3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	p 15,6	p 24,5	p 40,1	p 35,9
2 ^e trimestre	1.058	708	p 13,3	p 25,3	p 38,6	p 38,7
3 ^e trimestre	671	481				
4 ^e trimestre	p 925					
1975 Janvier	1.287	835	p 16,6	p 23,4	p 40,0	p 34,3
Février	1.147	739	p 16,6	p 22,0	p 38,6	p 36,2
Mars	1.194	693	p 13,4	p 28,3	p 41,7	p 37,2
Avril	998	657	p 15,6	p 24,3	p 39,9	p 39,8
Mai	1.070	723	p 11,0	p 25,5	p 36,5	p 35,6
Juin	1.106	744	p 13,4	p 26,0	p 39,4	p 40,6
Juillet	699	461	p 11,7	p 16,3	p 28,0	p 26,9
Août	413	375				
Septembre	902	608				
Octobre	924	697				
Novembre	p 891					
Décembre	p 959					
1976 Janvier	p 978					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 1
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
		(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)		(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1967		5,8	2.773				0,7	2.154			89
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,6	1.861	1,3	0,7	2.799	0,5	1.949	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.839	0,9	0,4	2.268	0,5	2.225	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,3	2.321	1,0	0,6	2.801	0,5	2.290	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,1	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	3,9	7,4	3.844	5,4	2.890	1,1	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1973 3 ^e trimestre	3,5	6,9	3.463	4,9	2.587	1,1	0,8	3.666	0,5	1.985	—
4 ^e trimestre	3,4	5,7	3.039	4,4	2.258	1,2	0,7	2.671	0,4	1.962	—
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	7,4	3.881	4,8	2.599	1,1	0,7	3.878	0,4	1.938	—
2 ^e trimestre	4,6	8,9	4.691	7,2	3.807	1,2	0,8	3.330	0,6	3.354	—
3 ^e trimestre	4,0	8,1	4.133	5,6	2.982	1,1	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	3,0	5,0	2.676	4,5	2.171	0,9	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	2,9	5,9	3.251	7,0	3.302	0,8	0,4	2.945	0,6	3.068	—
2 ^e trimestre	3,5	6,5	3.508	8,0	4.331	0,9	0,5	2.241	0,7	3.116	—
3 ^e trimestre	3,2	6,1	3.171	5,6	3.026	0,9	0,5	2.067	0,5	1.867	—
1974 Novembre	2,9	5,0	2.624	4,2	2.251	0,7	0,4	2.918	0,4	3.133	98
Décembre	2,6	4,7	2.433	3,6	1.810	0,8	0,4	4.184	0,3	2.656	99
1975 Janvier	3,0	5,2	3.151	5,0	2.438	0,8	0,4	1.955	0,3	1.010	99
Février	3,0	6,3	3.519	6,8	3.315	0,9	0,4	1.911	0,6	3.255	99
Mars	2,8	6,2	3.082	9,3	4.152	0,8	0,5	4.968	1,0	4.938	99
Avril	3,4	7,2	3.898	9,5	5.102	1,0	0,5	2.858	0,9	3.949	98
Mai	3,3	5,8	3.238	7,7	4.195	0,8	0,5	2.204	0,8	2.753	98
Juin	3,7	6,6	3.387	6,7	3.696	1,0	0,5	1.660	0,5	2.646	98
Juillet	4,0	5,4	3.041	4,8	2.587	1,0	0,5	1.867	0,4	1.587	99
Août	2,7	5,6	2.890	5,3	2.945	0,9	0,5	2.530	0,5	2.305	98
Septembre	2,8	7,2	3.583	6,9	3.547	0,8	0,4	1.805	0,5	1.710	98
Octobre	3,7					0,9					99
Novembre	3,2					0,8					99

* Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyennes de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays ¹)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne ²		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	112	116	+ 3,6	115	122	+ 6,1	113	114	+ 1,4
2 ^e trimestre	114	117	+ 2,6	114	122	+ 7,0	113	113	+ 0,1
3 ^e trimestre	115	116	+ 0,9	115	121	+ 5,2	113	112	- 1,3
4 ^e trimestre	117	111	- 5,1	118	117	- 0,8	115	109	- 5,8
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	112	- 8,2	114	106	- 7,7
2 ^e trimestre	117	105	- 10,3	122	108	- 11,5	113	103	- 9,1
3 ^e trimestre	116	104	- 10,3	121	103	- 14,9	112	102	- 8,3
4 ^e trimestre	111			117			109		

	France			Royaume-Uni			Italie		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	118	125	+ 5,9	111	105	- 5,4	105	123	+ 17,0
2 ^e trimestre	120	126	+ 5,0	111	110	- 0,9	114	125	+ 9,6
3 ^e trimestre	122	126	+ 3,3	111	110	- 0,9	118	119	+ 0,9
4 ^e trimestre	122	118	- 3,3	111	107	- 3,6	120	111	- 7,6
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	105	106	+ 1,0	123	110	- 10,6
2 ^e trimestre	126	111	- 11,9	110	101	- 8,2	125	106	- 14,8
3 ^e trimestre	126	110	- 12,7	110	101	- 8,2	119	105	- 12,2
4 ^e trimestre	118			107			111		

	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	115	122	+ 6,1	119	127	+ 6,7	114	124	+ 8,8
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	120	124	+ 3,3	112	119	+ 6,1
3 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	119	121	+ 1,7	115	120	+ 4,6
4 ^e trimestre	121	120	- 0,8	120	119	- 0,8	120	114	- 5,4
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	122	117	- 4,1	127	116	- 8,7	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122	114	- 6,6	124	115	- 7,3	119	92	- 23,2
3 ^e trimestre	123	111	- 9,8	121	-----	-----	120	83	- 31,3
4 ^e trimestre	120			119			114		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain.* — *Agence écono-*

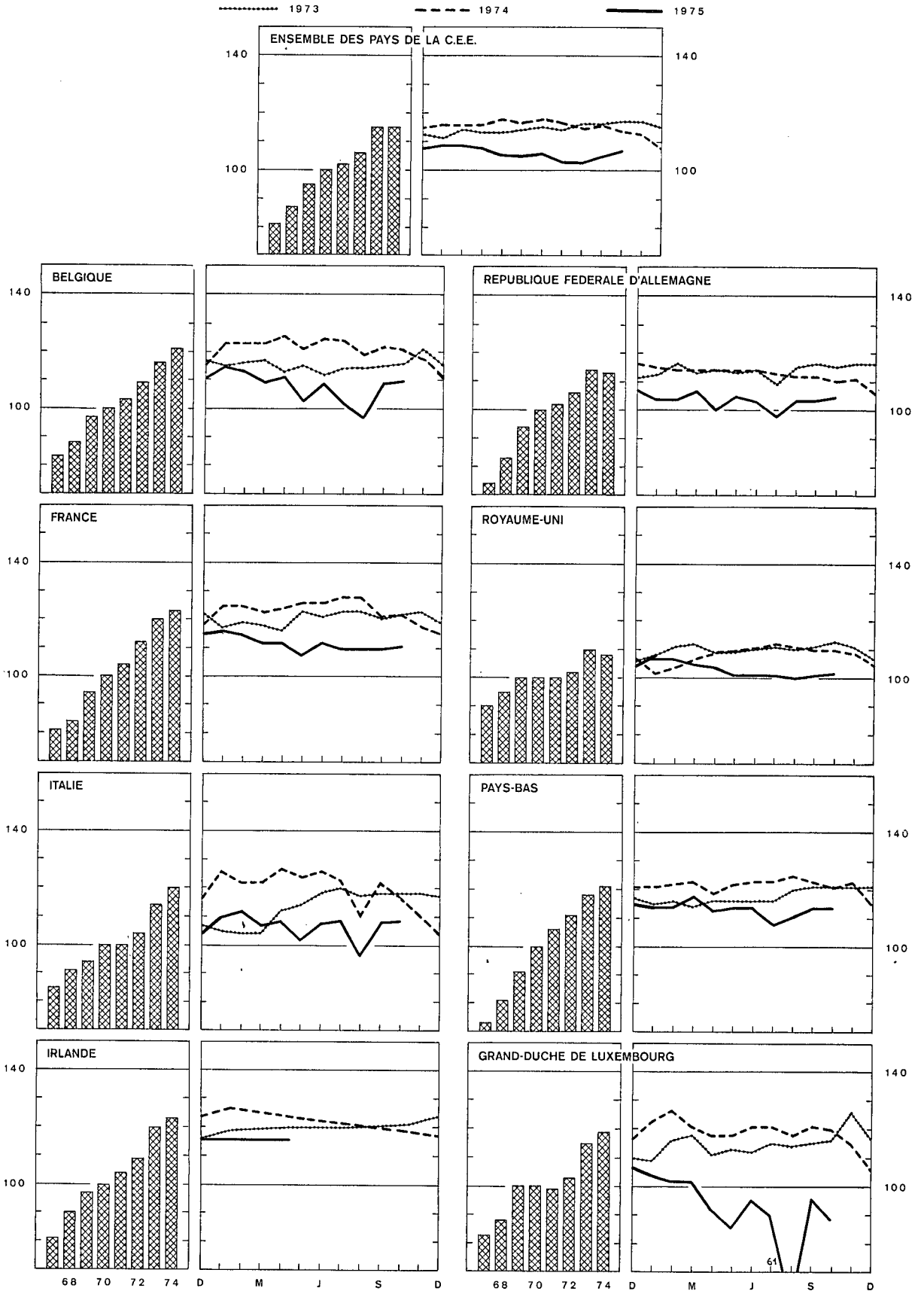
mique et financière. — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.)

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975						316,2	52,6
1973 4 ^e trimestre	686	704	6.448	1.620	1.666	252,7	42,9
1974 1 ^{er} trimestre	695	729	6.749	1.688	1.795	257,0	46,1
2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
3 ^e trimestre	671	451	3.817	1.024	796	404,1	58,8
4 ^e trimestre						284,2	52,1
1974 Décembre	675	759	6.695	1.699	1.861	297,4	51,9
1975 Janvier	695	668	5.971	1.678	1.770	291,9	48,7
Février	686	665	5.941	1.617	1.620	223,4	42,1
Mars	705	652	5.639	1.422	1.529	302,5	55,8
Avril	702	654	5.563	1.535	1.433	284,3	49,5
Mai	709	565	4.959	1.359	1.320	290,5	49,6
Juin	713	547	4.912	1.124	1.371	337,0	52,5
Juillet	674	480	4.026	1.053	926	416,8	58,6
Août	634	345	2.813	817	420	416,4	59,7
Septembre	706	527	4.612	1.201	1.042	379,1	58,0
Octobre	652	604	5.389	1.415	1.167	324,4	56,5
Novembre	690	520	4.664	1.295	985	255,1	49,4
Décembre						273,1	50,3

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été faite.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation Intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1973 3 ^e trimestre	5.362	3.528	2.386	773	687	440	1.661	861	108	8.695	563
4 ^e trimestre	5.270	3.645	2.566	723	995	517	1.645	796	88	8.780	560
1974 1 ^{er} trimestre	5.050	3.534	2.583	671	749	309	1.499	477	130	8.778	568
2 ^e trimestre	5.550	3.500	2.726	790	879	537	1.980	717	135	9.282	611
3 ^e trimestre	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139	8.947	557
4 ^e trimestre	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114	8.620	549
1975 1 ^{er} trimestre	5.254	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118	8.107	516
2 ^e trimestre	5.185	2.746	2.264	572	672	253	1.857	397	118	8.145	529
3 ^e trimestre	4.834	2.325	1.761	615	686	379	2.204	905	125		
1974 Septembre	5.265	3.416	3.318	774	958	114	1.818	627	108	9.574	588
Octobre	5.471	3.746	3.193	720	791	632	1.825	504	151	9.069	594
Novembre	5.536	3.195	2.519	793	907	390	1.906	603	107	8.848	537
Décembre	4.961	2.723	2.689	737	874	262	1.945	804	85	7.943	515
1975 Janvier	5.307	2.528	2.484	874	677	581	1.833	633	143	8.013	505
Février	5.153	3.517	2.887	678	976	483	1.879	239	106	8.075	509
Mars	5.301	3.235	2.532	725	968	431	1.653	480	104	8.234	533
Avril	5.111	3.206	2.761	617	973	329	1.519	277	132	8.462	542
Mai	5.413	2.437	2.197	554	534	208	1.971	298	130	7.451	488
Juin	5.032	2.594	1.834	544	508	223	2.081	615	91	8.523	557
Juillet	4.807	2.148	1.805	588	559	509	2.300	1.052	123		
Août	4.908	1.927	1.821	652	607	476	2.264	908	124		
Septembre	4.787	2.901	1.656	606	891	152	2.048	755	127		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. — TOURISME

Nuitées passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1973 3 ^e trimestre	5.874	4.623	182	407	177	219	68
4 ^e trimestre	614	339	42	29	33	39	31
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
3 ^e trimestre	6.022	4.711	175	456	157	266	59
1974 Octobre	736	344	55	48	52	55	44
Novembre	611	294	51	31	31	37	29
Décembre	609	373	39	33	24	29	21
1975 Janvier	430	193	48	26	27	28	25
Février	447	200	40	28	30	33	23
Mars	728	367	52	37	72	60	28
Avril	1.536	1.131	57	41	86	62	32
Mai	2.385	1.649	115	154	150	115	48
Juin	2.770	1.987	78	215	126	188	57
Juillet	8.803	6.999	149	925	174	288	64
Août	7.399	5.904	272	334	197	405	53
Septembre	1.864	1.231	103	109	100	106	59
Octobre	744	358	54	58	54	57	44

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y . 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	82	79	95	55	60	83	78	74	74	78	85
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1973 3 ^e trimestre	122	128	91	150	156	121	119	164	133	130	114
4 ^e trimestre	145	165	104	189	180	141	162	197	155	157	135
1974 1 ^{er} trimestre	132	133	95	169	159	127	124	179	156	142	118
2 ^e trimestre	156	152	98	186	180	139	168	207	181	165	131
3 ^e trimestre	147	154	94	189	189	141	143	203	173	159	121
4 ^e trimestre	169	186	101	222	209	158	185	232	191	183	136
1975 1 ^{er} trimestre	p 152	147	93	201	197	p 144	p 146	p 199	p 188	p 164	p 120
2 ^e trimestre	p 172	164	100	222	213	p 160	p 182	p 222	p 204	p 184	p 132
3 ^e trimestre	p 161	165	96	218	220	p 160	p 152	p 217	p 190	p 176	p 122
1974 Octobre	166	166	103	221	194	149	197	223	189	179	135
Novembre	148	178	93	203	204	145	159	199	175	164	122
Décembre	192	214	108	242	230	180	201	275	211	206	153
1975 Janvier	p 150	147	94	204	193	p 145	p 143	p 194	p 186	p 162	p 120
Février	p 141	137	88	186	187	p 136	p 123	p 186	p 179	p 153	p 112
Mars	p 164	155	98	212	210	p 152	p 170	p 215	p 199	p 177	p 128
Avril	p 171	156	99	226	206	p 154	p 189	p 220	p 211	p 183	p 133
Mai	p 171	173	103	227	224	p 166	p 186	p 224	p 196	p 186	p 133
Juin	p 172	163	98	213	209	p 159	p 171	p 223	p 205	p 183	p 130
Juillet	p 155	165	96	215	220	p 154	p 155	p 211	p 184	p 171	p 120
Août	p 153	156	97	212	223	p 163	p 129	p 201	p 181	p 169	p 118
Septembre	p 175	173	94	226	218	p 163	p 173	p 239	p 205	p 187	p 129
Octobre	p 187	185	105	256	234	p 171	p 221	p 246	p 218	p 203	p 139

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 2 ^e semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^e semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^e semestre	54	38	2	14	343	94	67	182

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1972 2 ^e semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^e semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^e semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1973 4 ^e trimestre	40	4	439	7.274	1.939	7.278	2.378	2.825	295	10.103	2.673
1974 1 ^{er} trimestre	39	3	434	7.651	2.246	7.654	2.680	2.890	308	10.544	2.988
2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
3 ^e trimestre	35	4	576	8.541	1.823	8.545	2.399	3.015	344	11.560	2.743
4 ^e trimestre	33	4	693	9.935	2.215	9.939	2.908	3.402	380	13.341	3.288
1975 Janvier	36	4	544	9.422	1.932	9.426	2.476	3.399	360	12.825	2.836
Février	36	3	602	8.233	2.140	8.236	2.742	2.975	325	11.211	3.067
Mars	36	4	711	8.145	1.734	8.149	2.445	3.123	330	11.272	2.775
Avril	35	4	573	9.478	2.038	9.482	2.611	3.544	392	13.026	3.003
Mai	35	4	677	8.480	1.945	8.484	2.622	3.192	339	11.676	2.961
Juin	35	4	628	8.640	1.761	8.644	2.389	3.183	368	11.827	2.757
Juillet	35	4	599	9.070	2.125	9.074	2.724	3.189	375	12.263	3.099
Août	35	4	540	7.598	1.572	7.602	2.112	2.685	309	10.287	2.421
Septembre	35	4	589	8.955	1.773	8.959	2.362	3.170	347	12.129	2.709
Octobre	35	4	752	10.142	2.463	10.146	3.215	3.533	391	13.679	3.606
Novembre	35	3	678	8.597	1.863	8.600	2.541	2.869	329	11.469	2.870
Décembre	33	4	648	11.065	2.319	11.069	2.967	3.805	421	14.874	3.388
1976 Janvier	33	4	586	10.080	2.261	10.084	2.847	3.272	378	13.356	3.225

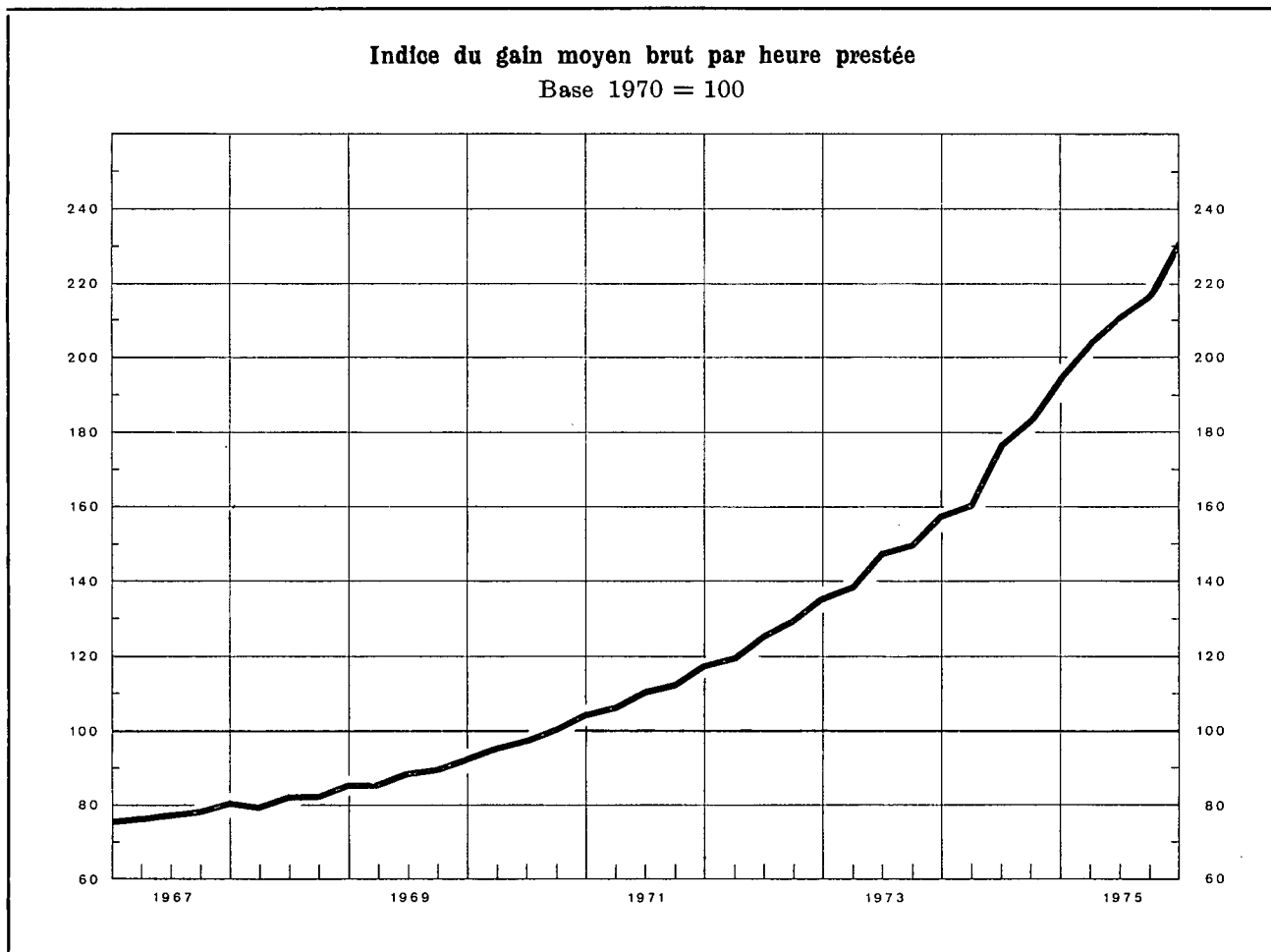
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle*

du trafic international des ports (I.N.S.). — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat* ((Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,0	158,0
1975	p 216	p 205	p 214	p 223	211,0		195,9	
1973 Décembre	158	149	152	160	152,3	153,6	143,7	136,0
1974 Mars	162	157	161	164	160,3	162,1	152,8	147,6
Juin	177	168	175	179	172,1	173,3	160,8	151,2
Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,5	161,6
Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	178,9	171,3
1975 Mars	p 206	196	204	p 212	200,5	200,8	187,2	180,9
Juin	p 212	p 201	p 211	p 219	207,6	207,4	192,2	184,6
Septembre	p 217	p 207	p 216	p 224	213,3	212,7	198,8	188,8
Décembre	p 231	p 216	p 225	p 235	222,4		205,6	

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,818; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	120,24	132,45	140,51	156,12	169,25
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	89,45	97,80	103,50	115,10	126,29
Total des industries extractives	107,41	114,71	123,23	137,36	149,87
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	108,07	118,41	120,40	137,07	149,34
Raffinage de pétrole	143,02	154,77	158,29	174,09	190,20
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz de vapeur et d'eau chaude	127,41	139,59	149,42	168,15	175,63
Production et première transformation des métaux	113,16	126,91	128,05	146,79	162,63
Industrie des produits minéraux non métalliques	89,95	100,72	103,28	116,79	129,20
Industrie chimique	99,18	109,44	111,32	129,29	139,94
Production de fibres artificielles et synthétiques	100,27	109,80	114,18	130,07	141,15
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et de matériel de transport)	88,99	98,96	102,41	112,58	128,28
Construction de machines et de matériel mécanique	94,23	104,40	107,99	118,19	133,94
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	78,98	88,76	91,49	100,12	116,92
Construction électrique et électronique	86,96	97,79	100,59	112,12	126,83
Construction d'automobiles et pièces détachées	104,33	114,96	120,08	131,71	146,54
Construction d'autre matériel de transport	102,11	112,95	115,78	128,62	144,76
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	79,03	88,28	91,43	101,77	117,18
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	80,06	84,83	91,23	100,78	114,63
Industrie textile	74,68	81,93	85,20	93,87	107,06
Industrie du cuir	72,66	78,01	82,04	89,51	98,11
Industrie des chaussures et de l'habillement	60,21	65,93	68,32	77,97	85,44
Industrie du bois et du meuble en bois	80,39	84,27	88,45	99,16	115,35
Industrie du papier, imprimerie et édition	88,85	96,85	101,94	112,90	129,86
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	85,05	92,09	97,89	110,87	122,94
Total des industries manufacturières	87,58	96,34	99,83	111,45	125,28
dont : hommes	95,35	104,88	108,51	121,00	136,00
femmes	64,94	71,43	74,54	83,76	94,20
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	89,71	98,26	103,26	114,64	130,07
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :					
Total ²	88,71	97,38	101,33	112,97	127,01

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 ¹ octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	26.874	28.544	30.708	34.166	38.503
Total des industries extractives	26.140	27.832	29.759	33.024	37.082
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	27.890	30.765	31.157	34.602	38.817
Raffinage de pétrole	31.068	34.466	35.352	39.894	42.787
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	31.801	34.696	35.757	40.091	44.027
Production et première transformation des métaux	27.561	29.718	31.502	34.226	39.533
Industrie des produits minéraux non métalliques	23.354	25.404	26.645	29.621	32.847
Industrie chimique	26.347	28.280	29.434	32.963	35.982
Production de fibres artificielles et synthétiques	32.918	35.785	36.399	39.970	42.932
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et de matériel de transport)	22.952	24.931	26.085	28.777	32.639
Construction de machines et de matériel mécanique	24.695	26.349	27.431	30.013	33.846
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	18.491	20.255	21.672	24.658	29.143
Construction électrique et électronique	23.959	25.873	26.839	28.736	33.627
Construction d'automobiles et pièces détachées	26.585	28.701	29.853	31.700	35.001
Construction d'autre matériel de transport	25.177	26.999	28.493	31.212	35.205
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	23.206	25.304	26.496	28.284	31.603
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	21.769	23.336	24.906	26.661	29.750
Industrie textile	21.128	22.880	23.792	26.481	28.878
Industrie du cuir	20.875	22.426	23.925	27.046	30.286
Industrie des chaussures et de l'habillement	17.086	18.673	19.728	21.867	23.940
Industrie du bois et du meuble en bois	19.728	21.870	22.551	25.102	27.635
Industrie du papier, imprimerie et édition	22.376	24.198	25.609	27.901	31.626
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	23.482	25.370	26.506	29.206	31.900
Total des industries manufacturières	23.841	25.711	26.953	29.458	33.097
dont : hommes	26.541	28.581	29.972	32.706	36.761
femmes	15.007	16.323	17.078	18.839	21.112
<i>Bâtiment et génie civil</i>	22.796	24.429	25.338	27.766	31.041
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	23.744	25.593	26.802	29.302	32.903

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Servies mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. —

Statistiques économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	la production de biens de consommation	la production de biens d'équipement
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1973 4 ^e trimestre	224,0	162,4	204,2	198,8	206,8	181,4	232,5	215,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,8	180,0	257,0	238,3	265,4	324,2	226,6	231,3
2 ^e trimestre	238,3	173,7 ⁶ 196,8 ⁷	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
3 ^e trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^e trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^e trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
4 ^e trimestre	204,8	184,6	250,3	204,5	270,5	444,2	197,7	152,8
1975 Janvier	202,1	191,1	287,1	302,7	280,2	447,0	168,0	187,7
Février	195,2	188,7	277,8	282,5	275,9	443,7	170,4	179,0
Mars	192,8	181,9	270,4	257,7	276,0	443,9	176,6	176,1
Avril	194,8	181,5	264,9	246,7	272,8	435,8	183,1	172,4
Mai	191,9	177,7	257,3	215,1	275,9	438,3	188,2	175,1
Juin	189,6	175,0	251,7	198,4	275,1	438,4	186,0	174,3
Juillet	195,3	186,7	252,1	205,4	272,5	436,6	186,2	169,7
Août	210,4	195,8	255,2	219,7	270,9	435,4	188,8	165,5
Septembre	207,0	196,0	250,9	211,7	268,3	435,2	191,8	158,1
Octobre	204,7	190,8	248,1	208,0	265,9	436,1	192,3	151,5
Novembre	202,8	181,0	247,9	204,4	267,0	437,0	197,6	150,7
Décembre	206,9	182,0	254,9	200,9	278,8	459,3	203,2	156,1
1976 Janvier	213,1	185,8	257,9	203,9	281,7	459,4	208,7	160,3

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

6 Moyenne d'avril-mai 1974.

7 Mois de juin 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHE WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
						Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1973 4 ^e trimestre	243,4	178,2	206,0	189,5	181,4	156,3	191,5	265,1	229,9	138,8	263,3	207,3	234,9	173,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,0	247,9	273,2	183,3	169,2	194,5	375,3	253,7	191,6	159,8	265,1	232,3	257,7	197,0
2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	285,1	163,3
4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	203,4	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
4 ^e trimestre	217,4	214,9	153,2	191,5	200,2	221,7	529,6	191,4	173,6	234,0	212,2	148,9	161,6	118,7
1975 Janvier	256,1	402,8	221,1	184,2	189,4	254,5	521,0	157,5	80,3	236,0	267,2	132,4	222,9	136,8
Février	231,1	373,9	200,6	185,9	196,7	256,4	515,6	160,1	86,3	236,8	271,2	140,1	183,8	138,1
Mars	227,2	316,2	188,6	208,2	207,3	256,8	515,8	166,1	117,9	236,8	252,2	142,9	183,2	140,8
Avril	224,8	289,7	188,4	221,1	208,9	226,9	516,3	172,4	147,7	236,8	248,8	135,8	181,5	136,3
Mai	212,3	230,3	169,9	212,1	212,6	227,6	519,4	177,3	171,0	236,8	251,6	135,6	199,5	129,7
Juin	199,3	202,8	160,4	212,2	210,0	227,7	519,4	174,0	175,1	236,8	252,4	143,8	199,0	126,1
Juillet	202,1	222,6	166,8	192,9	195,8	224,8	518,1	175,0	175,9	234,0	240,0	159,0	188,9	125,0
Août	219,4	247,7	175,8	177,6	188,8	222,4	517,4	179,9	162,4	234,0	229,0	157,5	177,6	128,2
Septembre	224,8	227,6	168,5	183,4	189,3	221,6	517,4	183,9	165,0	234,0	222,6	146,9	166,6	123,2
Octobre	224,6	219,1	159,9	185,1	197,9	225,0	517,4	184,2	169,1	234,0	207,3	143,2	160,5	119,8
Novembre	218,6	214,2	151,2	191,8	201,9	228,2	517,4	190,1	187,4	234,0	205,0	146,3	159,7	119,2
Décembre	209,1	211,7	148,4	197,4	200,6	211,9	554,6	200,1	164,3	234,0	224,2	157,1	164,5	117,1
1976 Janvier	205,6	217,5	148,4	212,4	200,9	212,5	554,6	207,9	165,5	234,0	225,8	164,7	172,2	119,7

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1973 4 ^e trimestre ..	121,3	124,1	128,1	120,6	120,7	118,6	127,1	112,0	114,6	140,6	103,8	115,7	131,7	126,8	110,6
1974 1 ^{er} trimestre ...	131,8	129,8	128,6	130,9	132,5	129,0	145,2	134,3	125,0	154,6	116,2	118,7	147,7	143,6	117,2
2 ^e trimestre ...	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
3 ^e trimestre ..	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ...	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ...	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ...	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
4 ^e trimestre ..	140,2	142,4	150,8	135,1	139,9	143,7	137,6	169,1	126,9	139,1	134,8	140,9	143,6	140,5	137,2
1974 Décembre	136,7	127,4	129,8	125,1	139,3	142,0	140,5	164,1	135,8	138,4	128,6	132,2	141,6	145,3	134,1
1975 Janvier	136,3	125,1	134,7	116,9	139,4	142,9	139,1	168,5	134,7	137,0	128,9	133,9	142,6	144,7	134,1
Février	135,3	122,3	135,3	111,3	139,0	141,7	139,2	170,5	131,8	136,1	129,2	133,9	141,9	143,0	134,6
Mars	135,5	124,5	140,6	111,1	138,6	141,6	138,3	170,8	129,6	134,8	130,4	135,3	140,7	141,8	135,1
Avril	135,9	126,1	142,0	112,9	138,6	141,2	138,9	170,2	130,0	135,3	129,5	135,3	141,1	141,1	135,3
Mai	135,5	126,3	143,5	112,3	138,0	141,8	137,2	168,0	129,2	135,4	131,5	135,3	140,6	140,0	135,2
Juin	134,8	125,8	142,4	112,1	137,4	142,0	133,3	167,2	127,8	134,8	131,4	135,3	138,7	139,5	135,1
Juillet	136,7	131,8	141,1	123,7	138,1	142,2	135,9	167,7	127,8	136,8	131,5	135,3	141,1	140,5	134,7
Août	138,1	134,6	143,3	127,0	139,1	142,9	137,9	169,9	128,1	137,2	132,1	138,3	143,5	140,8	135,3
Septembre ...	138,9	138,5	146,6	131,4	139,2	143,4	136,7	169,4	127,2	138,3	132,9	139,7	142,7	140,1	136,4
Octobre	139,4	140,8	148,0	134,5	139,2	143,7	136,4	169,3	126,2	139,0	133,6	140,5	142,9	139,7	136,7
Novembre	139,8	141,0	150,4	132,8	139,7	143,6	137,4	169,0	126,4	139,1	135,4	140,5	143,5	140,1	137,2
Décembre	141,5	145,4	154,1	137,8	140,7	143,9	139,0	169,0	128,1	139,1	135,4	141,6	144,4	141,7	137,6

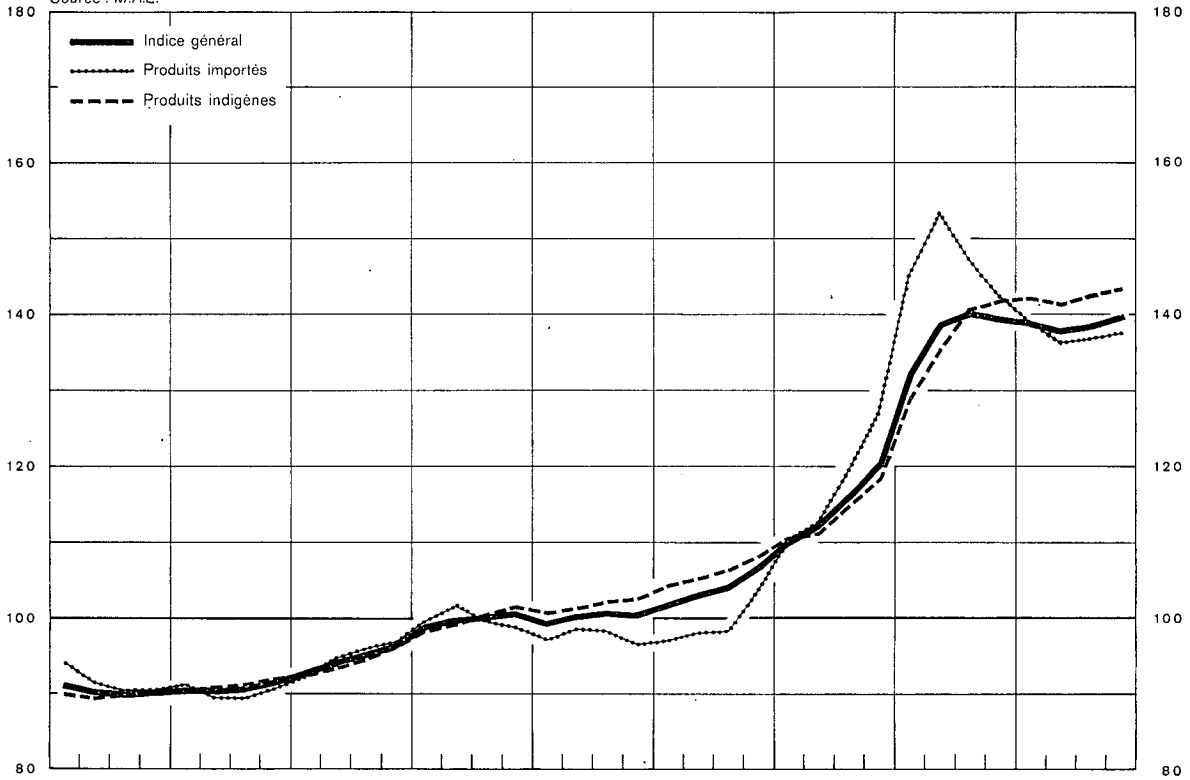
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

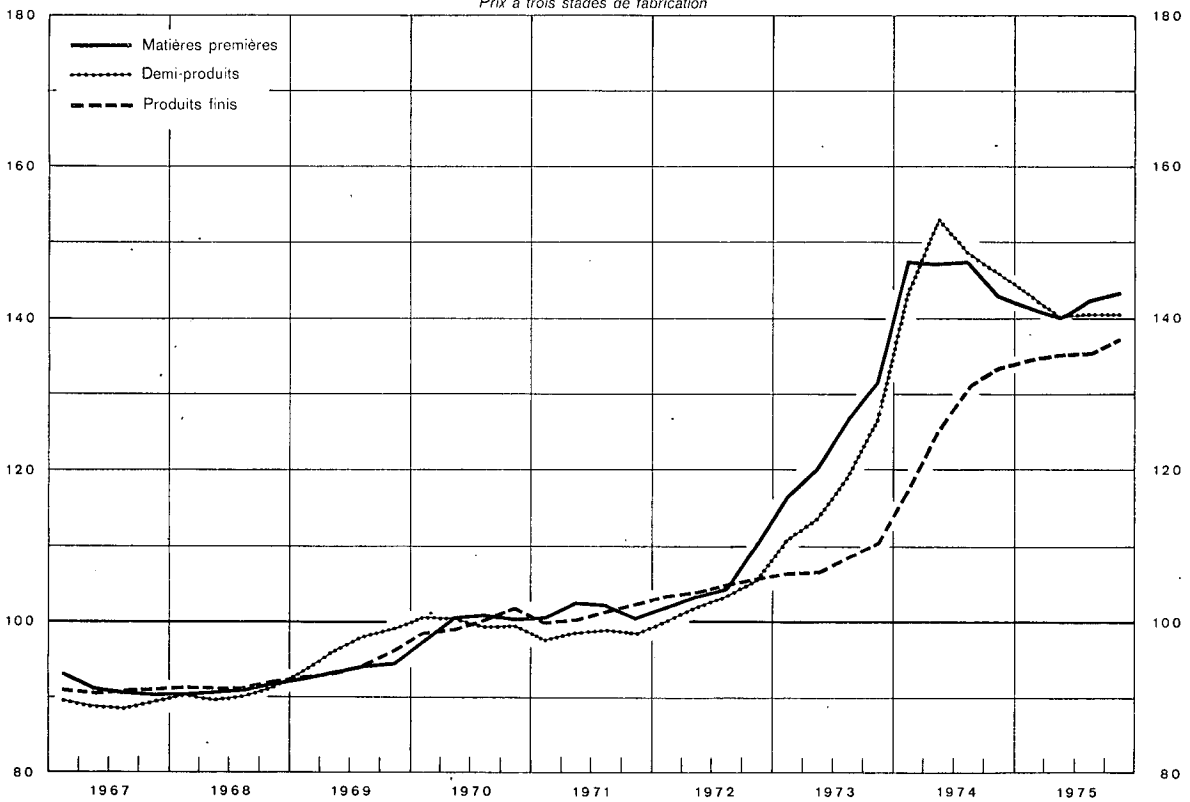
Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



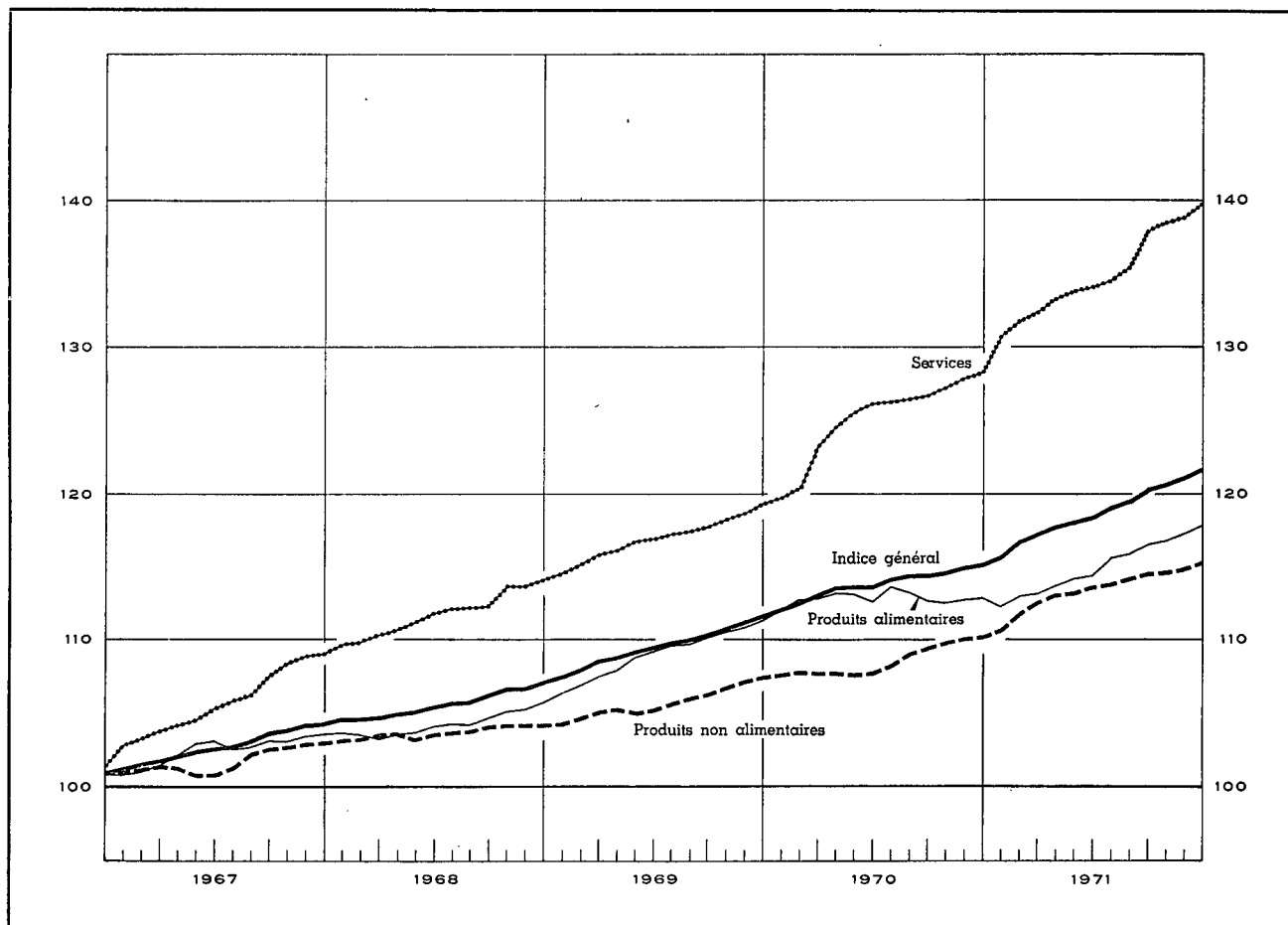
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES *Prix à trois stades de fabrication*



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



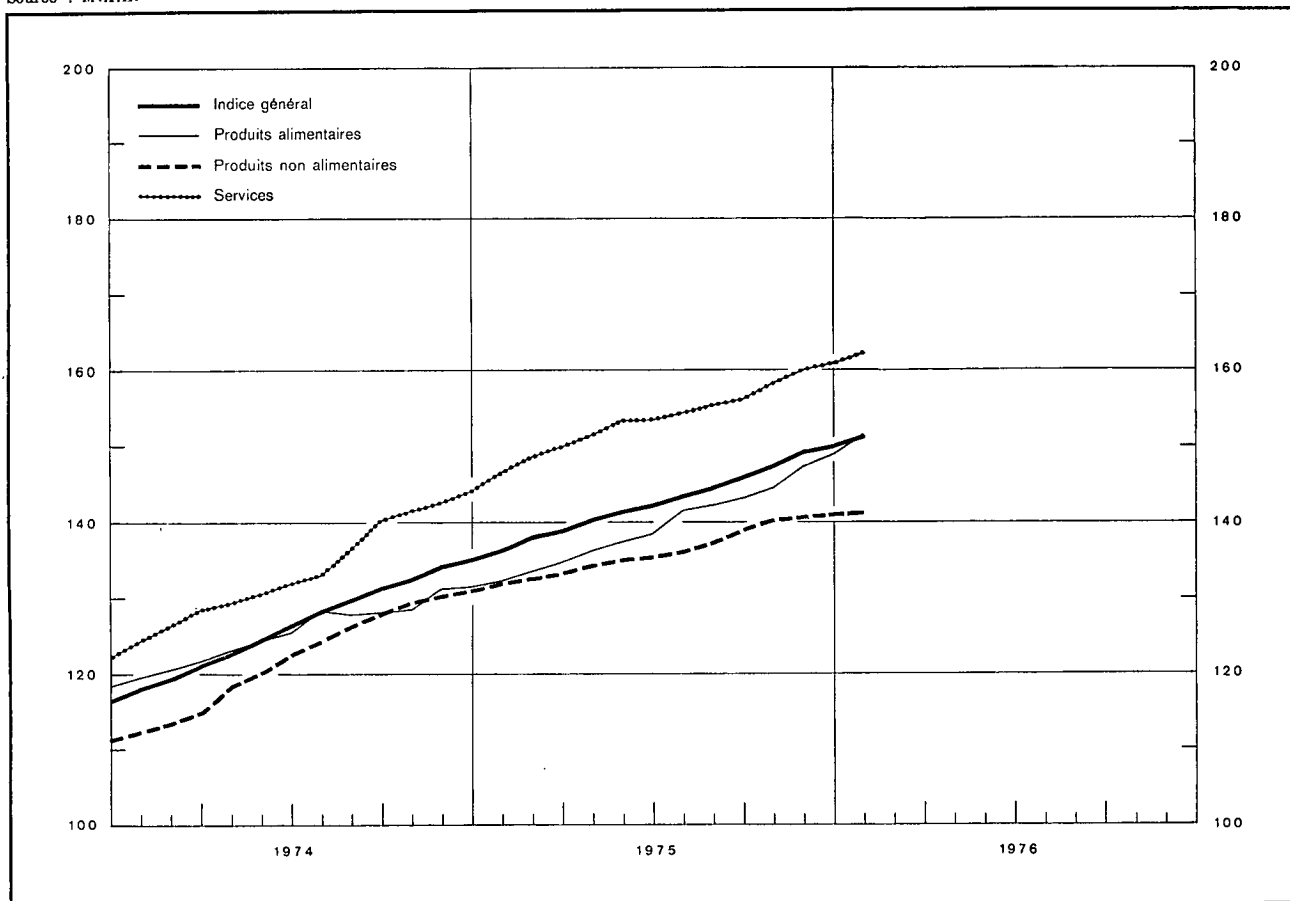
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.B.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976
1972 ¹	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1975	143,31		140,08		136,55		154,07	
1 ^{er} trimestre	137,92		133,65		132,82		148,49	
2 ^e trimestre	141,55		137,35		135,11		152,76	
3 ^e trimestre	144,79		142,36		137,53		155,26	
4 ^e trimestre	148,97		148,95		140,76		159,76	
Janvier	136,59	151,38	132,31	151,75	132,13	141,38	146,75	162,33
Février	138,13		133,74		132,89		148,72	
Mars	139,04		134,89		133,43		149,99	
Avril	140,59		136,18		134,50		151,63	
Mai	141,77		137,62		135,08		153,27	
Juin	142,28		138,26		135,74		153,38	
Juillet	143,65		141,82		136,12		154,31	
Août	144,74		142,14		137,46		155,27	
Septembre	145,98		143,13		139,00		156,21	
Octobre	147,64		144,63		140,34		158,28	
Novembre	149,23		147,33		140,86		160,03	
Décembre	150,03		148,95		141,09		160,97	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.).

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,48 p.c. à 30 p.c.

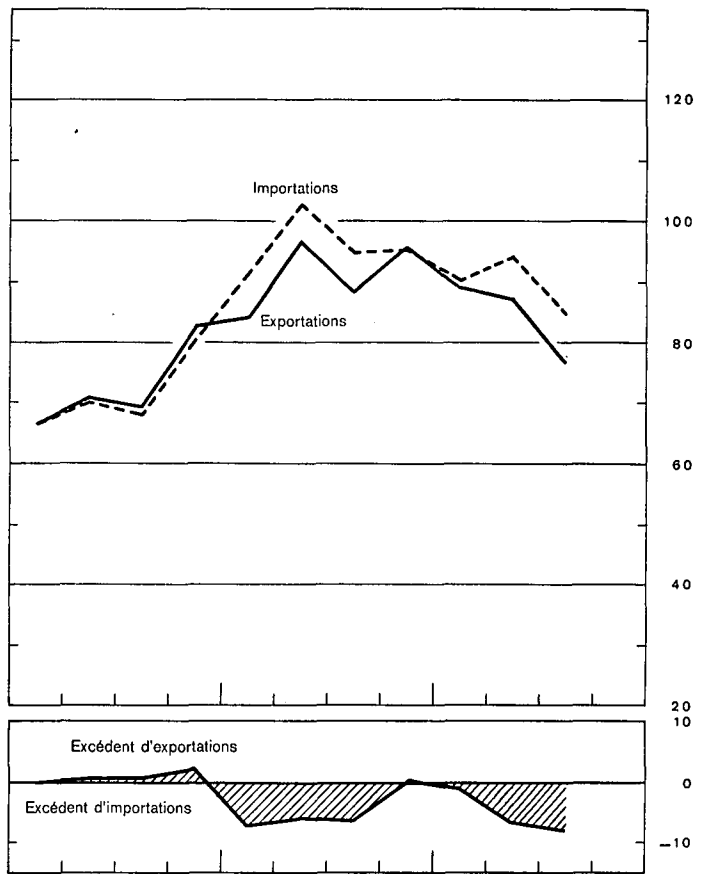
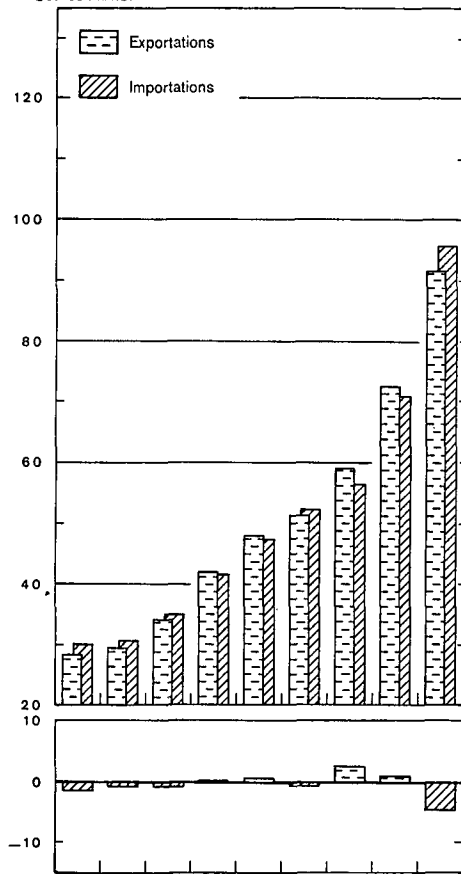
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

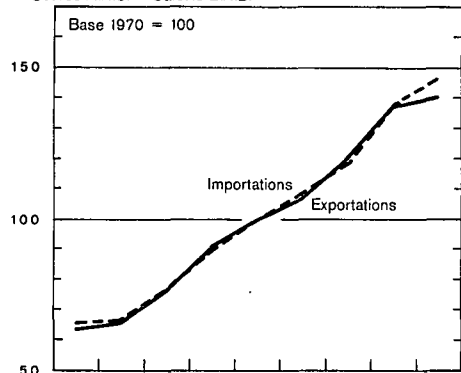
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

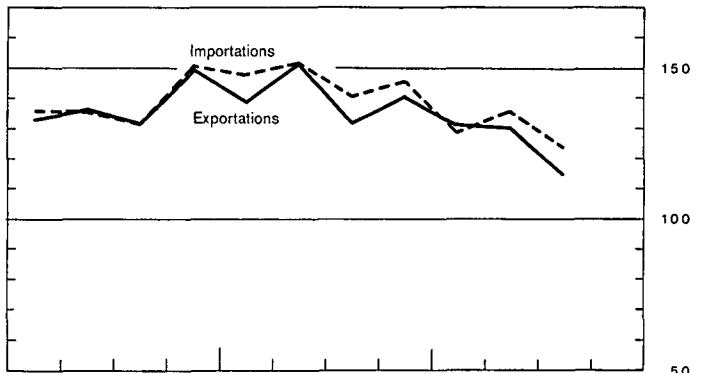
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

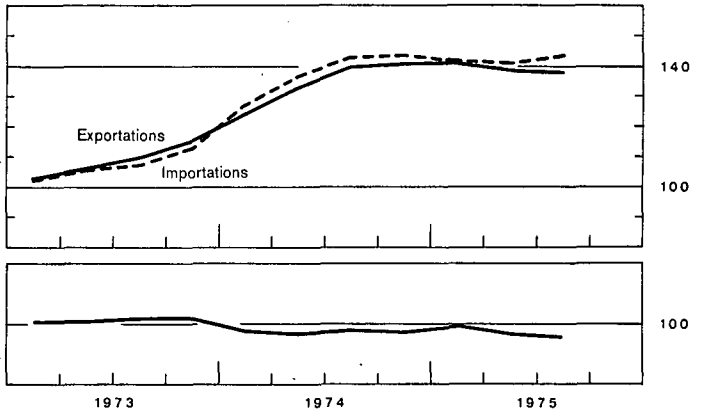
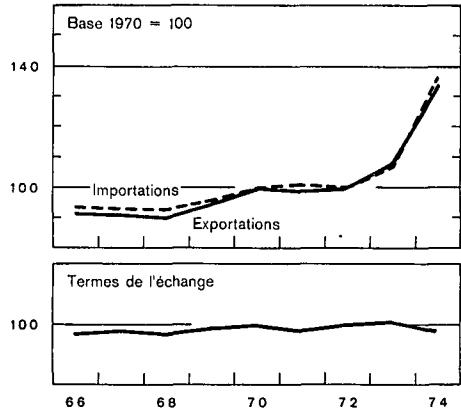


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	66,7	65,8	93,1	91,2	98,0
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1973 3 ^e trimestre	68,1	69,2	+ 1,1	102	132,1	131,8	107,4	109,8	102,2
4 ^e trimestre	80,7	83,1	+ 2,4	103	151,0	149,9	113,0	116,6	102,3
1974 1 ^{er} trimestre	91,4	84,3	- 7,1	92	147,8	138,9	127,4	125,0	98,1
2 ^e trimestre	102,9	97,2	- 5,7	94	152,2	151,9	136,9	133,2	97,3
3 ^e trimestre	95,1	88,9	- 6,2	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	95,4	95,7	+ 0,3	100	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	90,5	89,4	- 1,1	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	94,9	87,6	- 7,3	92	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
3 ^e trimestre	87,3	78,0	- 9,3	89	123,8	115,2	144,0	138,6	96,3
1974 11 premiers mois	96,9	91,5	- 5,4	95					
12 mois	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975 1 ^{er} mois	90,2	91,2	+ 1,0	101					
2 premiers mois	89,5	89,3	- 0,2	100					
3 premiers mois	90,4	89,4	- 1,0	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
4 premiers mois	92,5	89,8	- 2,7	97					
5 premiers mois	91,7	88,5	- 3,2	97					
6 premiers mois	92,6	88,8	- 3,8	96	132,5	131,1	141,7	140,6	99,2
7 premiers mois	91,6	87,9	- 3,7	96					
8 premiers mois	89,8	84,8	- 5,0	94					
9 premiers mois	90,9	85,0	- 5,9	94	129,6	125,8	142,5	139,9	98,2
10 premiers mois	92,8	86,5	- 6,3	93					
11 premiers mois	92,9	87,0	- 5,9	94					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. R. En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits
(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimiq- ues	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pétro- lière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillè- re	Céra- miques	Ciments	Divers	Total
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1973 3 ^e trimestre	18,02	10,13	7,41	8,43	5,06	4,09	2,65	2,13	2,54	1,67	1,58	1,13	0,55	0,51	0,32	0,31	0,28	0,10	0,19	0,12	2,21	69,43
4 ^e trimestre	22,13	11,75	9,11	9,98	6,31	5,37	3,41	2,11	2,95	2,13	2,02	1,28	0,62	0,72	0,34	0,33	0,30	0,14	0,20	0,13	2,37	83,73
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
2 ^e trimestre	24,68	14,85	9,96	14,59	8,09	4,42	3,08	2,23	3,40	2,62	2,12	1,24	0,68	0,87	0,41	0,37	0,31	0,12	0,23	0,13	3,20	97,60
3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,43	10,83	8,42	11,82	3,88	4,61	2,72	3,65	3,56	1,94	1,96	0,95	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,55	87,49
3 ^e trimestre	23,24	7,82	7,57	10,85	3,20	4,63	2,82	3,96	3,15	1,90	1,58	0,89	0,48	0,84	0,34	0,29	0,28	0,12	0,21	0,11	3,23	77,52
1974 10 premiers mois	22,39	14,02	9,27	13,59	6,84	4,61	3,05	2,91	3,26	2,26	1,93	1,23	0,63	0,79	0,38	0,34	0,33	0,13	0,22	0,14	3,31	91,56
11 premiers mois	22,41	14,20	9,24	13,47	6,69	4,59	3,03	2,88	3,26	2,26	1,91	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,14	0,21	0,14	3,30	91,44
12 mois	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975 1 ^{er} mois	21,52	13,57	8,56	13,14	4,40	5,12	2,88	3,84	3,46	2,11	1,61	1,07	0,52	0,84	0,36	0,30	0,33	0,25	0,19	0,11	4,32	88,43
2 premiers mois	23,01	14,19	8,68	12,27	4,31	5,32	2,63	3,55	3,61	2,08	1,75	1,07	0,53	0,87	0,36	0,31	0,39	0,23	0,19	0,11	3,86	89,31
3 premiers mois	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
4 premiers mois	24,96	13,07	9,00	12,19	4,05	5,07	2,44	3,38	3,65	2,06	1,91	1,05	0,55	0,91	0,37	0,33	0,40	0,22	0,21	0,12	3,60	89,54
5 premiers mois	24,68	12,52	8,69	12,03	4,01	4,98	2,85	3,38	3,49	2,02	1,88	1,02	0,54	0,90	0,37	0,33	0,37	0,21	0,21	0,11	3,54	88,13
6 premiers mois	25,34	12,15	8,67	11,97	3,96	4,89	2,76	3,40	3,56	2,00	1,91	1,01	0,54	0,92	0,38	0,33	0,38	0,21	0,22	0,11	3,57	88,30
7 premiers mois	25,16	11,77	8,52	11,84	3,88	4,76	2,45	3,73	3,53	2,00	1,85	0,99	0,54	0,91	0,38	0,32	0,37	0,20	0,22	0,11	3,51	87,03
8 premiers mois	24,31	11,04	8,17	11,54	3,73	4,71	2,79	3,76	3,44	1,94	1,77	0,96	0,51	0,89	0,37	0,32	0,35	0,19	0,21	0,11	3,42	84,53
9 premiers mois	24,64	10,71	8,31	11,60	3,71	4,80	2,78	3,59	3,42	1,97	1,80	0,97	0,52	0,89	0,37	0,32	0,35	0,18	0,22	0,11	3,46	84,71
10 premiers mois	25,11	10,57	8,50	11,78	3,76	4,97	3,03	3,84	3,42	2,01	1,85	0,99	0,53	0,92	0,37	0,32	0,35	0,17	0,23	0,11	3,50	86,33

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation								Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables	Biens d'équipement	Divers ¹
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires		autres				
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux						autres
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,23	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1973 3 ^e trimestre ..	42,87	14,76	2,43	4,62	3,30	0,94	0,31	0,70	0,19	1,40	0,34	3,21	0,66	1,78	3,95	1,27	3,01	15,70	2,50	2,58	1,35	9,27	8,86	0,27	67,70
4 ^e trimestre ..	51,93	18,56	2,99	4,89	3,53	1,16	0,36	0,76	0,25	1,61	0,47	3,49	1,44	2,40	4,85	1,53	3,64	18,15	2,45	3,13	1,78	10,79	10,91	0,34	81,33
1974 1 ^{er} trimestre ..	58,03	18,02	3,52	5,87	3,18	1,33	0,50	1,04	0,26	1,77	0,53	5,68	1,00	2,74	6,31	1,81	4,47	19,51	2,49	2,98	1,93	12,11	11,41	0,77	89,72
2 ^e trimestre ..	69,34	21,82	3,53	5,51	4,98	1,31	0,48	1,08	0,24	2,17	0,62	6,04	3,45	2,97	8,12	1,98	5,04	19,34	2,50	3,11	1,93	11,80	12,91	0,66	102,25
3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48
3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973		1974				1975		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	93,0	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	106,4	112,7	135,2	149,2	156,2	157,4	150,9	149,0	152,1
Biens de consommation	94,9	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	109,7	113,7	116,3	118,6	122,0	127,1	127,8	127,9	131,8
Biens d'équipement	92,2	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	110,6	115,3	116,6	116,9	120,3	121,2	125,8	128,6	132,2
Ensemble ...	93,1	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	107,4	113,0	127,4	136,9	142,7	144,0	142,0	141,6	144,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	76,9	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	112,9	121,6	132,0	144,9	156,5	165,1	158,3	144,1	137,4
Fabrications métalliques	92,0	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	110,9	114,5	118,8	121,9	126,9	130,5	137,2	136,9	139,0
Métaux non ferreux	79,4	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	97,1	108,4	125,5	144,3	129,0	116,8	97,6	92,8	95,4
Textiles	104,2	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	109,7	112,2	119,8	127,6	129,2	131,2	129,6	125,4	126,7
Produits chimiques	100,0	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	101,5	107,6	129,8	141,5	148,1	144,7	149,8	147,8	140,9
Industrie houillère	56,0	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	72,2	87,3	95,7	111,0	114,0	144,3	163,2	116,3	153,0
Industrie pétrolière	106,6	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	120,5	128,8	158,3	184,8	256,4	244,9	225,1	254,9	268,2
Verres et glaces	110,0	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	102,7	105,8	105,8	108,0	112,3	115,4	137,5	119,6	119,0
Produits agricoles	96,0	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	117,3	127,1	128,5	125,9	121,7	126,9	130,4	132,8	135,3
Ciments	103,3	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	126,1	131,8	140,3	150,5	167,8	166,5	158,3	160,0	163,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	96,1	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	105,2	109,8	111,2	111,0	119,2	125,3	129,6	134,2	135,2
Carrières	90,8	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	111,1	112,6	117,0	121,2	128,1	132,7	131,5	133,9	138,5
Céramiques	92,1	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	131,8	133,1	140,2	148,5	157,5	160,8	171,9	173,4	176,7
Bois et meubles	96,8	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	111,5	117,1	120,8	126,9	131,2	134,0	134,4	134,6	136,4
Peaux, cuirs et chaussures ...	97,3	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	122,5	111,6	107,3	117,8	126,6	116,7	118,1	113,3	119,6
Papier et livres	98,2	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	102,9	110,2	117,0	131,1	147,9	152,7	152,3	150,8	147,8
Tabacs manufacturés	89,7	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	150,0	130,8	133,1	134,4	143,1	138,9	145,1	151,4	140,6
Caoutchouc	101,5	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	112,5	117,5	123,5	133,1	138,4	140,4	144,3	143,4	144,2
Industries alimentaires	95,1	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	117,6	125,2	126,5	133,2	137,5	148,1	150,9	146,5	142,3
Divers	69,6	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	125,1	133,1	161,2	154,4	185,1	178,8	197,3	202,7	168,6
Ensemble ...	91,2	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	109,8	115,6	125,0	133,2	139,9	140,7	141,7	139,5	138,6
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	98,0	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	102,2	102,3	98,1	97,3	98,0	97,7	99,8	98,5	96,3

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973		1974				1975		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	65,6	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	125,8	145,4	136,2	142,3	132,7	133,9	114,7	121,8	110,2
Biens de consommation	71,5	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	153,6	169,5	179,3	173,1	162,1	166,3	168,8	172,0	165,3
Biens d'équipement	63,5	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	126,7	147,2	153,5	165,5	148,3	168,5	141,1	151,2	129,5
Ensemble ...	66,7	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	132,1	151,0	147,8	152,2	141,4	145,7	128,9	136,1	123,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	77,5	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	124,3	133,8	124,6	143,5	128,6	137,3	119,0	105,1	80,2
Fabrications métalliques	62,2	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	127,9	149,8	134,8	154,9	126,3	146,5	136,5	147,8	126,8
Métaux non ferreux	77,6	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	121,4	136,6	120,5	130,4	108,8	110,2	102,3	103,7	86,8
Textiles	67,4	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	123,6	148,6	141,3	140,9	110,8	128,7	123,2	119,8	106,4
Produits chimiques	52,6	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	170,5	186,7	187,3	208,8	188,1	175,7	164,4	161,0	156,3
Industrie houillère	154,2	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	90,6	108,0	80,3	70,8	80,6	114,7	90,4	111,9	55,8
Industrie pétrolière	56,3	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	155,7	143,9	97,8	105,6	133,4	126,5	121,3	124,9	129,5
Verres et glaces	65,9	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	119,3	136,7	121,7	118,8	111,3	107,8	95,7	86,7	77,4
Produits agricoles	62,7	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	138,6	167,3	146,7	137,8	148,4	150,9	161,5	139,1	136,7
Ciments	79,7	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	118,3	109,1	111,8	107,2	113,0	87,3	61,3	66,4	72,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	71,4	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	141,9	147,5	140,7	158,8	127,2	130,6	122,5	124,1	106,5
Carrières	84,9	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	120,2	126,1	119,9	142,1	125,7	125,6	118,2	126,7	103,9
Céramiques	72,5	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	124,9	131,9	125,2	136,7	121,5	114,4	98,3	120,4	114,9
Bois et meubles	60,1	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	156,4	190,3	173,7	184,4	143,7	163,8	152,8	159,0	127,7
Peaux, cuirs et chaussures ...	73,5	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	107,7	131,9	141,4	139,4	106,3	128,2	110,9	114,8	99,8
Papier et livres	55,2	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	131,7	156,8	147,7	161,9	135,6	143,1	120,2	114,2	113,2
Tabacs manufacturés	100,4	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	154,5	181,5	191,3	183,8	193,0	205,1	205,4	196,5	157,2
Caoutchouc	56,1	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	153,3	197,3	188,5	222,9	181,0	214,2	208,1	226,7	196,7
Industries alimentaires	60,7	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	149,4	160,1	168,6	174,5	160,0	154,0	160,9	163,5	149,3
Divers	75,5	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	100,0	111,9	109,9	128,8	119,7	122,6	115,2	111,6	107,9
Ensemble ...	65,8	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	131,8	149,9	138,9	151,9	132,2	141,2	131,7	130,4	115,2

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1973 3 ^e trimestre	16,63	16,54	- 0,09	12,14	13,72	+ 1,58	10,43	11,98	+ 1,55
4 ^e trimestre	20,60	18,85	- 1,75	15,02	17,80	+ 2,78	12,87	14,44	+ 1,57
1974 1 ^{er} trimestre	21,44	18,24	- 3,20	16,73	17,97	+ 1,24	14,96	14,38	- 0,58
2 ^e trimestre	21,97	21,16	- 0,81	17,26	19,85	+ 2,59	17,57	16,43	- 1,14
3 ^e trimestre	20,90	19,82	- 1,08	15,48	17,14	+ 1,66	15,41	15,16	- 0,25
4 ^e trimestre	21,38	19,93	- 1,45	17,30	18,15	+ 0,85	16,39	17,06	+ 0,67
1975 1 ^{er} trimestre	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
2 ^e trimestre	20,88	19,88	- 1,00	17,15	16,97	- 0,18	13,21	15,39	+ 2,18
3 ^e trimestre	18,99	18,00	- 0,99	14,43	14,54	+ 0,11	16,78	13,37	- 3,41
1974 11 premiers mois	21,54	19,73	- 1,81	16,66	18,30	+ 1,64	15,30	15,64	+ 0,34
12 mois	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1975 1 ^{er} mois	19,23	18,21	- 1,02	15,80	15,29	- 0,51	13,59	15,04	+ 1,45
2 premiers mois	19,59	18,84	- 0,75	16,11	15,77	- 0,34	13,10	14,81	+ 1,71
3 premiers mois	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
4 premiers mois	20,76	19,46	- 1,30	16,59	16,21	- 0,38	14,08	15,39	+ 1,31
5 premiers mois	20,33	19,32	- 1,01	16,36	16,05	- 0,31	13,76	15,06	+ 1,30
6 premiers mois	20,51	19,48	- 1,03	16,63	16,50	- 0,13	13,47	15,18	+ 1,71
7 premiers mois	20,07	19,32	- 0,75	16,50	16,47	- 0,03	13,11	14,85	+ 1,74
8 premiers mois	19,69	18,79	- 0,90	15,91	15,68	- 0,23	13,09	14,44	+ 1,35
9 premiers mois	20,00	19,00	- 1,00	15,89	15,85	- 0,04	14,57	14,58	+ 0,01
10 premiers mois	20,46	19,34	- 1,12	16,24	16,22	- 0,02	15,31	14,83	- 0,48
11 premiers mois	20,55	19,44	- 1,11	16,22	16,46	+ 0,24	15,37	14,97	- 0,40
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,97	20,25	+ 1,28
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1973 3 ^e trimestre	2,70	3,24	+ 0,54	4,26	3,38	- 0,88	46,48	49,76	+ 3,28
4 ^e trimestre	3,06	4,09	+ 1,03	5,05	3,82	- 1,23	56,94	60,25	+ 3,31
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,26	+ 0,88	4,87	4,38	- 0,49	62,09	60,50	- 1,59
2 ^e trimestre	3,91	4,50	+ 0,59	6,79	4,83	- 1,96	68,12	68,08	- 0,04
3 ^e trimestre	3,56	3,85	+ 0,31	5,22	4,81	- 0,41	61,16	61,68	+ 0,52
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,29	5,70	+ 0,41	64,71	65,85	+ 1,14
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
2 ^e trimestre	3,52	3,18	- 0,34	5,89	5,24	- 0,65	61,31	61,88	+ 0,57
3 ^e trimestre	3,82	3,02	- 0,80	5,19	5,17	- 0,02	59,93	55,17	- 4,76
1974 11 premiers mois	3,63	4,16	+ 0,53	5,66	4,88	- 0,78	63,45	64,01	+ 0,56
12 mois	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1975 1 ^{er} mois	3,03	3,07	+ 0,04	5,57	5,95	+ 0,38	57,96	59,03	+ 1,07
2 premiers mois	3,33	3,02	- 0,31	5,62	5,89	+ 0,27	58,51	59,71	+ 1,20
3 premiers mois	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
4 premiers mois	3,54	3,22	- 0,32	5,43	5,53	+ 0,10	61,11	61,13	+ 0,02
5 premiers mois	3,43	3,16	- 0,27	5,55	5,60	+ 0,05	60,11	60,48	+ 0,37
6 premiers mois	3,47	3,18	- 0,29	5,61	5,49	- 0,12	60,38	61,12	+ 0,74
7 premiers mois	3,52	3,20	- 0,32	5,48	5,34	- 0,14	59,38	60,42	+ 1,04
8 premiers mois	3,53	3,05	- 0,48	5,32	5,37	+ 0,05	58,23	58,56	+ 0,33
9 premiers mois	3,59	3,13	- 0,46	5,47	5,39	- 0,08	60,23	59,14	- 1,09
10 premiers mois	3,66	3,26	- 0,40	5,71	5,50	- 0,21	62,09	60,48	- 1,61
11 premiers mois	3,66	3,39	- 0,27	5,78	5,65	- 0,13	62,31	61,26	- 1,05

1 République fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	20,66	22,47	+ 1,81	2,46	2,45	- 0,01	1,82	1,06	- 0,76
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1973 3 ^e trimestre	50,65	55,85	+ 5,20	4,21	3,95	- 0,26	2,63	2,08	- 0,55
4 ^e trimestre	61,85	67,05	+ 5,20	4,47	4,49	+ 0,02	3,10	2,76	- 0,34
1974 1 ^{er} trimestre	67,53	67,95	+ 0,42	6,13	4,45	- 1,68	3,26	2,59	- 0,67
2 ^e trimestre	74,04	76,31	+ 2,27	7,53	5,61	- 1,92	4,67	3,25	- 1,42
3 ^e trimestre	69,95	68,94	- 1,01	5,91	5,12	- 0,79	4,71	3,07	- 1,64
4 ^e trimestre	71,37	74,24	+ 2,87	5,48	5,31	- 0,17	4,71	3,30	- 1,41
1975 1 ^{er} trimestre	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
2 ^e trimestre	67,59	69,24	+ 1,65	5,42	3,47	- 1,95	3,88	3,05	- 0,83
3 ^e trimestre	65,69	61,54	- 4,15	5,02	2,81	- 2,21	3,78	2,78	- 1,00
1974 11 premiers mois	69,24	71,84	+ 2,60	6,30	5,19	- 1,11	4,25	3,03	- 1,22
12 mois	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1975 1 ^{er} mois	64,35	67,71	+ 3,36	5,49	4,74	- 0,75	3,10	4,41	+ 1,31
2 premiers mois	64,57	68,07	+ 3,50	5,81	3,68	- 2,13	3,14	4,09	+ 0,95
3 premiers mois	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
4 premiers mois	67,39	69,26	+ 1,87	6,08	3,51	- 2,57	3,21	3,81	+ 0,60
5 premiers mois	66,29	68,29	+ 2,00	5,84	3,58	- 2,26	3,46	3,68	+ 0,22
6 premiers mois	66,61	68,84	+ 2,23	5,74	3,52	- 2,22	3,46	3,51	+ 0,05
7 premiers mois	65,51	68,01	+ 2,50	5,62	3,37	- 2,25	3,49	3,39	- 0,10
8 premiers mois	64,14	65,91	+ 1,77	5,49	3,35	- 2,14	3,49	3,34	- 0,15
9 premiers mois	66,30	66,41	+ 0,11	5,50	3,28	- 2,22	3,56	3,27	- 0,29
10 premiers mois	68,32	67,88	- 0,44	5,76	3,40	- 2,36	3,66	3,28	- 0,38
11 premiers mois	68,51	68,57	+ 0,06	5,86	3,55	- 2,31	3,69	3,25	- 0,44
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1973 3 ^e trimestre	1,86	1,29	- 0,57	2,24	0,42	- 1,82	1,16	1,72	+ 0,56
4 ^e trimestre	1,52	1,71	+ 0,19	2,22	0,51	- 1,71	1,54	1,93	+ 0,39
1974 1 ^{er} trimestre	1,73	1,87	+ 0,14	1,92	0,54	- 1,38	1,77	2,14	+ 0,37
2 ^e trimestre	1,66	2,61	+ 0,95	3,72	0,57	- 3,15	1,71	2,82	+ 1,11
3 ^e trimestre	2,16	2,37	+ 0,21	2,46	0,67	- 1,79	1,81	2,74	+ 0,93
4 ^e trimestre	2,02	1,32	- 0,70	1,76	0,79	- 0,97	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,64	1,76	+ 0,12	1,51	0,46	- 1,05	1,90	2,70	+ 0,80
3 ^e trimestre	1,81	1,79	- 0,02	1,52	0,36	- 1,16	1,77	2,08	+ 0,31
1974 11 premiers mois	1,90	2,43	+ 0,53	2,47	0,63	- 1,84	1,80	2,66	+ 0,86
12 mois	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1975 1 ^{er} mois	1,73	3,02	+ 1,29	1,02	0,96	- 0,06	2,36	3,07	+ 0,71
2 premiers mois	1,38	3,25	+ 1,87	0,74	0,78	+ 0,04	2,02	3,09	+ 1,07
3 premiers mois	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,33	1,99	3,25	+ 1,26
4 premiers mois	1,38	2,77	+ 1,39	1,21	0,70	- 0,51	1,99	3,30	+ 1,31
5 premiers mois	1,48	2,56	+ 1,08	1,44	0,67	- 0,77	1,92	3,17	+ 1,25
6 premiers mois	1,51	2,38	+ 0,87	1,30	0,61	- 0,69	1,95	2,98	+ 1,03
7 premiers mois	1,52	2,32	+ 0,80	1,41	0,57	- 0,84	1,91	2,90	+ 0,99
8 premiers mois	1,54	2,18	+ 0,64	1,43	0,54	- 0,89	1,85	2,79	+ 0,94
9 premiers mois	1,61	2,18	+ 0,57	1,37	0,52	- 0,85	1,89	2,68	+ 0,79
10 premiers mois	1,70	2,19	+ 0,49	1,37	0,51	- 0,86	1,91	2,63	+ 0,72
11 premiers mois	1,69	2,14	+ 0,45	1,34	0,53	- 0,81	1,88	2,56	+ 0,68

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique 7, I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974		
							Recettes	Dépenses	Soldo
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	933,0	921,7	+ 11,3
1.12 Travail à façon	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	25,8	8,9	+ 16,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	13,9	—	+ 13,9
1.2 Or non monétaire	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	10,6	17,9	- 7,3
1.3 Frets ²	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	52,8	49,1	+ 3,7
1.4 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	1,1	1,6	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	15,3	15,8	- 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	27,8	45,7	- 17,9
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	150,4	138,3	+ 12,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	22,9	9,7	+ 13,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	11,6	6,5	+ 5,1
1.92 Autres	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,5	62,5	62,1	+ 0,4
Total 1 ...	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	1.327,7	1.277,3	+ 50,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	21,9	15,1	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	2,8	24,2	- 21,4
Total 2 ...	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	24,7	39,3	- 14,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	...	0,9	+ 0,9
3.12 Avoirs	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	0,1	1,6	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	0,1	4,0	- 3,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	1,5	0,4	+ 1,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	0,5	2,6	- 2,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	—	15,4	- 15,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	6,1	20,6	- 14,5
4.313 Immeubles	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	1,8	5,6	- 3,8
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	—	12,6	- 12,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	—	2,9	- 2,9
4.322 Investissements directs	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	44,2	2,4	+ 41,8
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	3,1	1,0	+ 2,1
4.324 Autres (chiffres nets) .....	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	1,2	—	+ 1,2
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	58,4	63,5	- 5,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	3,7	—	+ 3,7
Total 1 à 5 ...	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	1.414,6	1.384,1	+ 30,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	—	—	+ 5,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	—	—	+ 2,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	—	—	+ 13,9
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	—	—	+ 0,6
6.23 B.N.B. ⁶	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	—	—	+ 7,5
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANÇÉ GÉNÉRALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1973		1974				1975 p		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 5,9	+ 5,3	+ 1,3	- 2,6	+ 0,7	+11,9	+10,0	- 4,9	- 7,3
1.12 Travail à façon	+ 4,1	+ 4,8	+ 4,7	+ 3,2	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2	+ 3,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 3,1	+ 0,6	+ 5,0	+ 0,4	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7	+ 2,2
1.2 Or non monétaire	- 0,4	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 0,4	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,2
1.3 Frets ²	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,1
1.5 Autres frais de transport .....	...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	- 8,0	- 1,5	- 2,9	- 5,0	- 7,9	- 2,1	- 3,7	- 5,0	- 9,6
1.7 Revenus d'investissements	+ 2,3	+ 2,2	+ 4,0	- 0,7	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8	+ 6,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 2,2	+ 1,4	+ 2,9	+ 3,0	+ 3,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 5,1	+ 6,8
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,7	+ 1,6
1.92 Autres	+ 0,6	+ 1,0	- 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	+ 0,8	+ 0,9	- 0,4
Total 1 ...	+11,3	+14,2	+16,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+26,3	+11,8	+ 5,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,6	+ 3,2	+ 1,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	+ 0,1	+ 2,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,9	- 4,2	- 5,6	- 5,3	- 4,7	- 5,8	- 5,8	- 7,0	- 6,6
Total 2 ...	- 3,3	- 1,6	- 2,4	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9	- 4,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,2
3.112 Autres opérations .....	...	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6	+ 0,9	- 0,3
3.12 Avoirs	- 0,4	- 1,1	- 0,4	...	- 0,4	- 0,7	...	- 1,3	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,6	- 1,3	- 1,5	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,2	...	+ 0,2	- 0,2	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 0,4	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,5	- 0,2	+ 1,0	- 1,7	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 5,1	- 6,3	- 4,2	- 3,7	- 0,2	- 7,3	- 8,2	-11,1	- 4,7
4.312 Investissements directs	- 3,8	- 1,0	- 0,9	- 2,0	- 4,4	- 7,2	- 2,0	- 2,9	...
4.313 Immeubles	- 0,7	- 1,7	- 0,8	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,5
4.314 Autres	- 0,8	- 0,6	- 2,5	- 3,4	- 4,5	- 2,2	- 1,7	+ 0,1	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	- 1,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+ 0,6
4.322 Investissements directs	+ 4,8	+ 8,6	+ 9,4	+11,8	+10,4	+10,2	+ 7,0	+ 6,8	+ 6,2
4.323 Immeubles	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3
4.324 Autres	+ 0,7	+ 1,5	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 3,8	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 1,0	- 9,5	+ 0,5
5. Erreurs et omissions									
Total 1 à 5 ...	+10,5	+17,9	+10,1	+ 6,0	+22,9	- 8,5	+20,7	- 0,4	- 3,0
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger									
	+ 1,3	- 2,4	+ 3,1	- 0,3	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,0	...
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 8,8	+ 1,5	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,2	- 6,3	+ 4,1	+ 0,8	- 4,4
6.212 Monnaies étrangères ⁵	+ 9,5	+17,3	+20,7	+ 4,8	+ 2,0	-13,6	+ 2,6	- 1,5	+ 1,4
6.22 Organismes monétaires divers	+ 2,4	- 2,4	...	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4	+ 1,7
6.23 B.N.B. ⁵	+ 6,1	+ 3,9	-16,6	- 1,3	+16,3	+ 9,1	+10,1	+ 0,7	- 1,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations									
	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GÉNÉRALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et solde mensuels cumulés
 (milliards de francs).

	1975			1975			1974	1975 p
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.1.1 Exportations et importations ¹	218,5	223,4	- 4,9	201,3	208,6	- 7,3	+ 8,6 ⁶	- 9,0 ⁷
1.1.2 Travail à façon	6,9	2,7	+ 4,2	5,5	2,4	+ 3,1	+15,4	+14,7
1.1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,7	—	+ 6,7	2,2	—	+ 2,2	+17,7	+16,4
1.2 Or non monétaire	4,0	3,6	+ 0,4	3,6	2,4	+ 1,2	- 5,6	+ 1,3
1.3 Frets ²	12,3	10,7	+ 1,6	11,3	9,4	+ 1,9	+ 3,5	+ 6,0
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,6	- 0,3	0,3	0,4	- 0,1	- 0,4	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	4,7	4,1	+ 0,6	4,6	4,5	+ 0,1	- 0,7	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	8,0	13,0	- 5,0	9,1	18,7	- 9,6	-17,6	-19,9
1.7 Revenus d'investissements	37,1	36,3	+ 0,8	35,1	29,0	+ 6,1	+11,4	+15,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,4	2,3	+ 5,1	9,3	2,5	+ 6,8	+12,0	+21,7
1.9 Autres :								
1.9.1 Ouvriers frontaliers	3,7	2,0	+ 1,7	3,7	2,1	+ 1,6	+ 4,5	+ 5,7
1.9.2 Autres	19,0	18,1	+ 0,9	18,7	19,1	- 0,4	+ 0,1	+ 2,8
Total 1 ...	328,6	316,8	+11,8	304,7	299,1	+ 5,6	+48,9	+55,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,0	4,9	+ 0,1	6,6	4,3	+ 2,3	+ 6,6	+ 3,4
2.2 Transferts de l'Etat	0,9	7,9	- 7,0	0,8	7,4	- 6,6	-19,9	-24,2
Total 2 ...	5,9	12,8	- 6,9	7,4	11,7	- 4,3	-13,3	-20,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.1.1 Engagements :								
3.1.1.1 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,2	- 0,2	- 1,4	- 1,3
3.1.1.2 Autres opérations	1,1	0,2	+ 0,9	0,2	0,5	- 0,3	- 0,6	+ 1,5
3.1.2 Avoirs .....	...	1,3	- 1,3	...	0,1	- 0,1	- 1,0	- 2,7
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.2.1 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.2.2 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,1	2,0	- 0,9	0,2	0,8	- 0,6	- 3,0	- 2,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,2	- 0,2	...	0,1	- 0,1	+ 1,1	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	1,7	- 1,7	0,1	1,0	- 0,9	- 2,2	- 1,5
4.3 Secteur privé :								
4.3.1 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.3.1.1 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	11,1	-11,1	—	4,7	- 4,7	-12,3	-29,4
4.3.1.2 Investissements directs	0,9	3,8	- 2,9	1,7	1,7	...	- 8,8	- 5,5
4.3.1.3 Immeubles	0,4	1,3	- 0,9	0,5	1,0	- 0,5	- 3,6	- 2,6
4.3.1.4 Autres (chiffres nets)	0,1	—	+ 0,1	—	0,6	- 0,6	-11,9	- 1,8
4.3.2 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.3.2.1 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,1	- 0,1	0,6	—	+ 0,6	- 3,0	+ 1,6
4.3.2.2 Investissements directs	7,6	0,8	+ 6,8	7,5	1,3	+ 6,2	+36,9	+24,3
4.3.2.3 Immeubles	0,5	0,2	+ 0,3	0,5	0,2	+ 0,3	+ 1,9	+ 1,1
4.3.2.4 Autres (chiffres nets)	0,2	—	+ 0,2	0,2	—	+ 0,2	+ 0,2	+ 4,1
4.3.3 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	9,7	19,2	- 9,5	11,1	10,6	+ 0,5	- 1,7	- 9,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	5,1	—	+ 5,1	—	4,2	- 4,2	+ 5,1	- 1,6
Total 1 à 5 ...	350,4	350,8	- 0,4	323,4	326,4	- 3,0	+36,0	+20,7
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,0	—	—	...	+ 5,7	+ 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.2.1 Banques belges et luxembourgeoises								
6.2.1.1 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+ 0,8	—	—	- 4,4	+ 1,3	- 3,8
6.2.1.2 Monnaies étrangères ⁵	—	—	- 1,5	—	—	+ 1,4	+19,7	+ 5,5
6.2.2 Organismes monétaires divers	—	—	- 1,4	—	—	+ 1,7	+ 3,2	+ 4,4
6.2.3 B.N.B. ⁵	—	—	+ 0,7	—	—	- 1,7	+ 6,1	+13,5
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 848,9; importations = 840,3.

⁷ Exportations = 790,9; importations = 799,9.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1971	1972	1973	1974	1974		1975 p		
					3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+49,3	+60,0	+ 57,1	+50,4	+15,9	+18,7	+26,3	+11,8	+ 5,6
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,0	- 8,8	- 12,1	-14,6	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9	- 4,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-11,0	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	-18,1	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	...	...	- 0,1	+ 0,3	...
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+18,3	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 9,3	-20,2	- 13,1	- 5,1	+ 0,7	- 9,9	- 1,0	- 9,5	+ 0,5
4.2 Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation(-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères.....	...	- 2,7	- 10,8	-21,7	- 2,9	+ 0,3	- 5,2	-30,5	-15,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-15,4	-14,9	- 53,2	-13,9	+18,4	+ 3,3	- 4,8	+15,6	-10,7
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 9,1	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	+ 3,3	+ 6,2	+ 3,4	+33,2	+ 9,8
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,9	+23,5	+ 46,7	+12,5	-11,0	- 3,0	- 2,6	-16,1	+ 9,5
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 3,9	- 7,6	- 5,7	-10,7	+ 2,8	- 6,4	- 0,4	+ 2,5	- 1,0
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 7,7	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	- 2,2	+10,6	- 0,2	+ 1,0	+ 3,2
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 5,7	- 8,2	- 0,3	-10,0	- 8,8	- 5,4	+ 8,7	+ 0,7	+ 7,3
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position au comptant ³	- 0,3	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	+ 0,7	+ 3,6	- 2,6	+ 1,7	+ 3,3
6.2 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position à terme	- 3,2	- 0,4	+ 5,4	+12,4	+ 1,6	+ 5,1	- 1,0	- 0,1	- 6,1
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+10,4	-11,2	+ 1,0	+ 5,1	- 4,2
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 1,5	...	- 2,7	+ 1,5	- 3,1	+ 3,5	+ 1,9	- 3,2	+ 1,0
Total 1 à 7 ...	+31,7	+23,6	+ 34,4	+13,4	+21,7	+ 9,3	+17,8	+ 4,7	- 2,2
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+17,0	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	+ 3,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,5	+ 3,2
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	+ 3,5	- 3,5	+ 3,3	- 3,7	+ 7,2	- 3,6	- 3,6
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 4,4	+17,4	+ 30,8	+17,7	+15,6	+12,7	+ 9,2	+ 6,5	- 0,6
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 2,8	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 4,1	...	- 0,2	+ 0,7	...
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 2,7	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 0,2	- 1,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+15,3	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 3,9	...	+ 0,5	- 0,6	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : Statistiques Economiques belges 1960-1970 — Bulletin d'Information et de Documentation : XI^e année, vol. I, n° 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allotissements.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 6.1.

« Statistiques » : Révision de certaines données. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique : XLVIII^e année, vol. I, n° 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; Le année, vol. II, n° 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1974 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar E.-U.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 liras ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zaire	100 yens
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	10,12 ¹ 8,98 ²	119,85	13,84	11,63	12,56 ³ 13,47 ⁴	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁵	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁶	—
1971 ⁸	49,65	9,00	120,00	13,80 ⁷ 13,99 ⁹	11,54 ⁷ 12,15 ⁹	13,66 ⁷ 14,21 ⁹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	191,99 ⁷ 199,07 ⁹	71,38	11,89	100,01	—
1971 ¹⁰	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
1971 ¹¹	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
1972	44,01	8,73	114,62 ¹² 105,88 ¹³	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
1973 ¹⁵	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1973 ¹⁴	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1973 ¹⁸	38,05	8,76	93,72	13,75 ¹⁹ 14,48 ²⁰	12,37	14,23 ²¹ 15,17 ²²	6,53	8,87	6,74 ²³ 7,11 ¹⁷	6,46	38,03	160,66	194,99 ²⁴ 205,99 ²⁵	66,36	10,15	76,10	—
1974	38,95	8,68 ²⁶ 8,07 ²⁸	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,39
1975	36,80	8,58	81,45	14,54	14,24	14,95	5,64	8,86	7,04	6,41	36,19	145,22	211,50	64,10	10,01	73,61	12,41
1973 4 ^e trim.	38,45	8,75	91,56	14,49	12,30	15,12	6,55	8,86	6,70 ¹⁶ 7,11 ¹⁷	6,49	38,48	159,23	205,18	67,57	10,25	76,91	—
1974 1 ^{er} trim.	41,26	8,68 ²⁶ 8,29 ²⁷	94,07	14,54	12,88	15,20	6,40	8,82	7,12	6,41	42,10	159,41	206,55	70,43	10,56	82,52	14,28
2 ^e trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,69
3 ^e trim.	38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	14,82	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,03
4 ^e trim.	37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	14,97	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,60
1975 1 ^{er} trim.	34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	14,93	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,78	11,92
2 ^e trim.	35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	14,87	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,99
3 ^e trim.	38,09	8,75	81,05	14,52	14,29	14,93	5,73	8,88	7,04	6,45	36,97	145,61	211,83	65,44	10,12	76,18	12,79
4 ^e trim.	39,16	8,85	80,00	14,69	14,78	15,08	5,76	8,91	7,08	6,46	38,49	146,44	213,38	66,01	10,14	78,32	12,91
1975 Janv.	35,45	8,12	83,78	14,44	14,05	14,99	5,50	8,78	6,95	6,32	35,66	145,55	211,52	63,16	10,00	70,89	11,85
Févr.	34,80	8,13	83,32	14,45	14,06	14,94	5,46	8,75	6,95	6,30	34,78	143,94	210,94	62,01	9,95	69,60	11,94
Mars	34,34	8,18	83,10	14,49	13,88	14,83	5,45	8,77	7,00	6,33	34,36	143,41 ²⁹	209,26	61,62	9,81	68,68	11,99
Avril	35,15	8,38	83,32	14,51	13,75	14,80	5,55	8,85	7,05	6,37	34,82	144,24	208,98	62,50	9,86	70,30	12,05
Mai	34,89	8,63	81,01	14,53	13,95	14,87	5,57	8,89	7,07	6,41	33,94	143,87	210,12	62,52	9,84	69,79	12,00
Juin	34,94	8,73	79,71	14,51	14,02	14,94	5,59	8,93	7,13	6,43	34,06	145,23	211,30	62,68	9,90	69,88	11,93
Juill.	36,80	8,72	80,39	14,44	14,11	14,93	5,67	8,94	7,10	6,45	35,72	145,59	211,95	64,28	10,05	73,60	12,43
Août	38,28	8,75	80,96	14,49	14,27	14,86	5,73	8,87	7,01	6,43	37,00	145,19	211,02	65,67	10,12	76,56	12,86
Sept.	39,21	8,77	81,78	14,61	14,48	14,99	5,79	8,83	7,00	6,46	38,21	146,00	212,44	66,39	10,17	78,42	13,09
Oct.	38,94	8,84	80,11	14,66	14,63	15,09	5,74	8,87	7,05	6,47	38,02	146,47	213,22	65,83	10,07	77,89	12,90
Nov.	39,03	8,86	79,98	14,69	14,71	15,08	5,75	8,90	7,07	6,47	38,50	146,53	213,12	65,88	10,11	78,06	12,91
Déc.	39,51	8,86	79,91	14,71	15,00	15,07	5,79	8,97	7,11	6,43	39,01	146,32	213,80	66,32	10,22	79,03	12,94
1976 Janv.	39,30	8,78	79,72	14,71	15,10	15,10	5,61	8,98	7,07	6,38	39,06	144,37	213,78	65,85	10,23	78,60	12,91

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

2 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.

4 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

5 Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

6 Moyenne du 10 novembre au 31 décembre 1970.

7 Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

8 Moyenne du 1^{er} janvier au 18 août 1971.

9 Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

10 Moyenne du 23 août au 17 septembre 1971.

11 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

12 Moyenne du 1^{er} janvier au 23 juin 1972.

13 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.

14 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 18 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1^{er} mars pour les moyennes trimestrielles.

15 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

16 Moyenne du 1^{er} octobre au 14 novembre 1973.

17 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

18 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

19 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

20 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

21 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

22 Moyenne du 20 juin au 31 décembre 1973.

23 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

24 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

25 Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.

26 Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.

27 Moyenne du 22 janvier au 31 mars 1974.

28 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.

29 La cotation a été suspendue du 14 au 17 mars 1975.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 janvier 1976

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,61865	1,6931	1,68665	1,76425	0,7166	0,7496	0,9872	1,03265	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	0,590625	0,6178	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,5668	0,5929	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	0,9684	1,01295	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	1,2701	1,32855	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.o. par an des cours du marché au comptant 1)	
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1973 4 ^e trimestre	38,45	38,66	38,44	- 2,49	- 1,96
1974 1 ^{er} trimestre	41,26	41,66	41,78	+ 3,41	+ 2,36
2 ^e trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
3 ^e trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
4 ^e trimestre	39,16	40,25	40,34	- 0,66	- 0,54
1975 Janvier	35,45	35,77	35,94	+ 2,63	+ 2,07
Février	34,80	35,22	35,43	+ 3,37	+ 2,45
Mars	34,34	34,76	34,89	+ 2,47	+ 1,29
Avril	35,15	36,08	36,19	+ 1,49	+ 0,59
Mai	34,89	36,03	36,18	+ 1,17	+ 0,71
Juin	34,94	36,26	36,38	+ 0,58	+ 0,22
Juillet	36,80	38,61	38,75	+ 0,72	- 0,70
Août	38,28	39,57	39,66	- 0,13	- 1,14
Septembre	39,21	40,53	40,55	- 1,40	- 1,63
Octobre	38,94	40,13	40,20	- 1,01	- 1,04
Novembre	39,03	40,12	40,19	- 0,62	- 0,40
Décembre	39,51	40,51	40,63	- 0,34	- 0,19
1976 Janvier	39,30	40,14	40,27	+ 0,81	+ 0,77

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 18 août 1971.

4 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1978.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1978. Les cotations ont été suspendues du 10 au 18 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1978.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974 1 ^{er} mois	42,1	48,8	- 6,7	0,4	4,5	- 4,1	- 10,8
2 premiers mois	68,2	91,6	- 23,4	0,9	9,7	- 8,8	- 32,2
3 premiers mois	102,4	136,6	- 34,2	1,2	15,4	- 14,2	- 48,4
4 premiers mois	138,7	185,4	- 46,7	1,6	19,9	- 18,3	- 65,0
5 premiers mois	176,4	223,7	- 47,3	2,1	24,2	- 22,1	- 69,4
6 premiers mois	207,8	261,1	- 53,3	2,6	29,2	- 26,6	- 79,9
7 premiers mois	298,1	301,9	- 3,8	3,0	35,9	- 32,9	- 36,7
8 premiers mois	332,3	336,5	- 4,2	3,5	39,7	- 36,2	- 40,4
9 premiers mois	355,9	376,6	- 20,7	4,0	44,3	- 40,3	- 61,0
10 premiers mois	405,7	413,3	- 7,6	4,5	52,6	- 48,1	- 55,7
11 premiers mois	445,8	444,2	+ 1,6	5,0	57,3	- 52,3	- 50,7
12 mois	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 1 ^{er} mois	49,0	54,4	- 5,4	0,8	8,5	- 7,7	- 13,1
2 premiers mois	91,4	112,5	- 21,1	1,3	13,7	- 12,4	- 33,5
3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
4 premiers mois	176,2	229,9	- 53,7	2,4	26,3	- 23,9	- 77,6
5 premiers mois	210,5	273,8	- 63,3	2,9	30,6	- 27,7	- 91,0
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	- 106,7
7 premiers mois	323,2	380,4	- 57,2	4,2	46,0	- 41,8	- 99,0
8 premiers mois	361,3	415,9	- 54,6	4,8	51,1	- 46,3	- 100,9
9 premiers mois	399,3	464,9	- 65,6	5,4	57,4	- 52,0	- 117,6
10 premiers mois	471,3	516,6	- 45,3	6,1	66,9	- 60,8	- 106,1
11 premiers mois	513,6	563,9	- 50,3	6,6	72,3	- 65,7	- 116,0
12 mois	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse (4) = (1) + (2) + (3)	Placements spéciaux 3	Total à financer = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (13) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,1	- 4,5	- 23,4	...	- 23,4	...	+ 9,5	+ 4,2	+ 9,7	...	...	+ 23,4
2 premiers mois	- 32,2	- 11,3	- 6,8	- 50,3	...	- 50,3	+ 28,4	+ 13,2	- 1,1	+ 9,8	...	...	+ 21,9
3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
4 premiers mois	- 65,0	- 4,1	- 13,6	- 82,7	...	- 82,7	+ 27,4	+ 13,4	+ 30,9	+ 10,7	...	+ 0,3	+ 55,3
5 premiers mois	- 69,4	- 7,5	- 17,4	- 94,3	...	- 94,3	+ 27,7	+ 15,4	+ 48,1	+ 2,9	...	+ 0,2	+ 66,6
6 premiers mois	- 79,9	+ 1,6	- 19,9	- 98,2	...	- 98,2	+ 62,4	+ 15,4	+ 17,2	+ 3,2	...	...	+ 35,8
7 premiers mois	- 86,7	- 0,7	- 22,2	- 59,6	...	- 59,6	+ 60,7	- 0,5	- 8,7	+ 4,0	...	+ 4,1	- 1,1
8 premiers mois	- 40,4	+ 2,5	- 25,0	- 62,9	...	- 62,9	+ 60,7	+ 0,6	- 0,2	- 4,1	...	+ 5,9	+ 2,2
9 premiers mois	- 61,0	+ 4,4	- 28,6	- 85,2	...	- 85,2	+ 87,9	- 0,5	- 7,5	- 0,7	...	+ 6,0	- 2,7
10 premiers mois	- 55,7	+ 4,3	- 32,9	- 84,3	- 2,6	- 86,9	+ 87,2	- 0,5	- 3,1	+ 2,2	...	+ 1,1	- 0,3
11 premiers mois	- 50,7	- 2,8	- 35,6	- 89,1	- 2,7	- 91,8	+ 85,0	- 0,5	+ 9,6	+ 0,5	...	- 2,8	+ 6,8
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	+ 0,5	- 3,3	- 15,9	- 20,1	- 36,0	+ 41,0	- 5,1	- 1,3	+ 10,5	...	- 9,1	- 5,0
2 premiers mois	- 33,5	- 1,3	- 5,9	- 40,7	- 9,4	- 50,1	+ 37,8	- 5,1	+ 25,6	+ 0,9	...	- 9,1	+ 12,3
3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
4 premiers mois	- 77,6	- 1,0	- 11,1	- 89,7	- 13,0	- 102,7	+ 68,4	- 5,1	+ 33,7	+ 14,8	...	- 9,1	+ 34,3
5 premiers mois	- 91,0	+ 0,6	- 13,4	- 103,8	...	- 103,8	+ 67,0	- 1,5	+ 35,8	+ 5,4	...	- 3,0	+ 36,8
6 premiers mois	- 106,7	+ 7,9	- 16,3	- 115,1	...	- 115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9
7 premiers mois	- 99,0	+ 3,9	- 19,1	- 114,2	...	- 114,2	+ 82,8	...	+ 27,3	+ 6,2	...	- 2,1	+ 31,4
8 premiers mois	- 100,9	+ 3,0	- 21,5	- 119,4	- 0,1	- 119,5	+ 82,8	- 5,1	+ 41,0	+ 3,5	...	- 2,7	+ 36,7
9 premiers mois	- 117,6	+ 5,9	- 25,1	- 136,8	...	- 136,8	+ 83,2	+ 6,3	+ 46,9	+ 2,9	...	- 2,5	+ 53,6
10 premiers mois	- 106,1	+ 3,5	- 29,0	- 131,6	- 7,1	- 138,7	+ 122,7	- 5,1	+ 23,7	+ 5,9	...	- 8,5	+ 16,0
11 premiers mois	- 116,0	+ 7,0	- 31,2	- 140,2	- 0,9	- 141,1	+ 122,8	- 5,1	+ 28,7	+ 2,2	...	- 7,5	+ 18,3

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I., qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6			(9) = (6) + (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) + (8)	(10)	
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (6)	(8)	
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,3	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6
2 premiers mois	- 32,2	- 11,7	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8
3 premiers mois	- 48,4	- 4,6	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9
4 premiers mois	- 65,0	- 4,3	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2
5 premiers mois	- 69,4	- 8,7	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4
6 premiers mois	- 79,9	- 0,6	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4
7 premiers mois	- 36,7	- 3,3	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7
8 premiers mois	- 40,4	+ 0,1	- 40,3	+ 39,4	+ 3,9	- 1,3	+ 42,0	- 1,7
9 premiers mois	- 61,0	+ 1,2	- 59,8	+ 63,6	+ 3,8	- 5,9	+ 61,5	- 1,7
10 premiers mois	- 55,7	+ 0,6	- 55,1	+ 59,2	+ 3,8	- 5,9	+ 57,1	- 2,0
11 premiers mois	- 50,7	- 6,6	- 57,3	+ 54,3	+ 3,8	+ 1,3	+ 59,4	- 2,1
12 mois	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	- 0,5	- 13,6	+ 39,0	...	- 24,4	+ 14,6	- 1,0
2 premiers mois	- 33,5	- 2,2	- 35,7	+ 33,3	...	+ 3,0	+ 36,3	- 0,6
3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,5	+ 66,0	- 0,9
4 premiers mois	- 77,6	- 2,8	- 80,4	+ 59,8	...	+ 21,2	+ 81,0	- 0,6
5 premiers mois	- 91,0	- 1,7	- 92,7	+ 56,6	- 0,2	+ 37,5	+ 93,9	- 1,2
6 premiers mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 58,8	+ 101,6	- 0,5
7 premiers mois	- 99,0	+ 0,4	- 98,6	+ 68,2	- 1,5	+ 32,5	+ 99,2	- 0,6
8 premiers mois	- 100,9	- 0,4	- 101,3	+ 65,9	- 1,9	+ 37,7	+ 101,7	- 0,4
9 premiers mois	- 117,6	+ 2,8	- 114,8	+ 62,4	- 2,1	+ 55,4	+ 115,7	- 0,9
10 premiers mois	- 106,1	- 1,4	- 107,5	+ 99,9	+ 3,8	+ 10,1	+ 107,9	- 0,4
11 premiers mois	- 116,0	+ 2,0	- 114,0	+ 97,9	- 2,1	+ 17,7	+ 113,5	+ 0,5
12 mois	- 113,8	+ 4,5	- 109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+ 109,9	- 0,6

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements con-

structuels.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

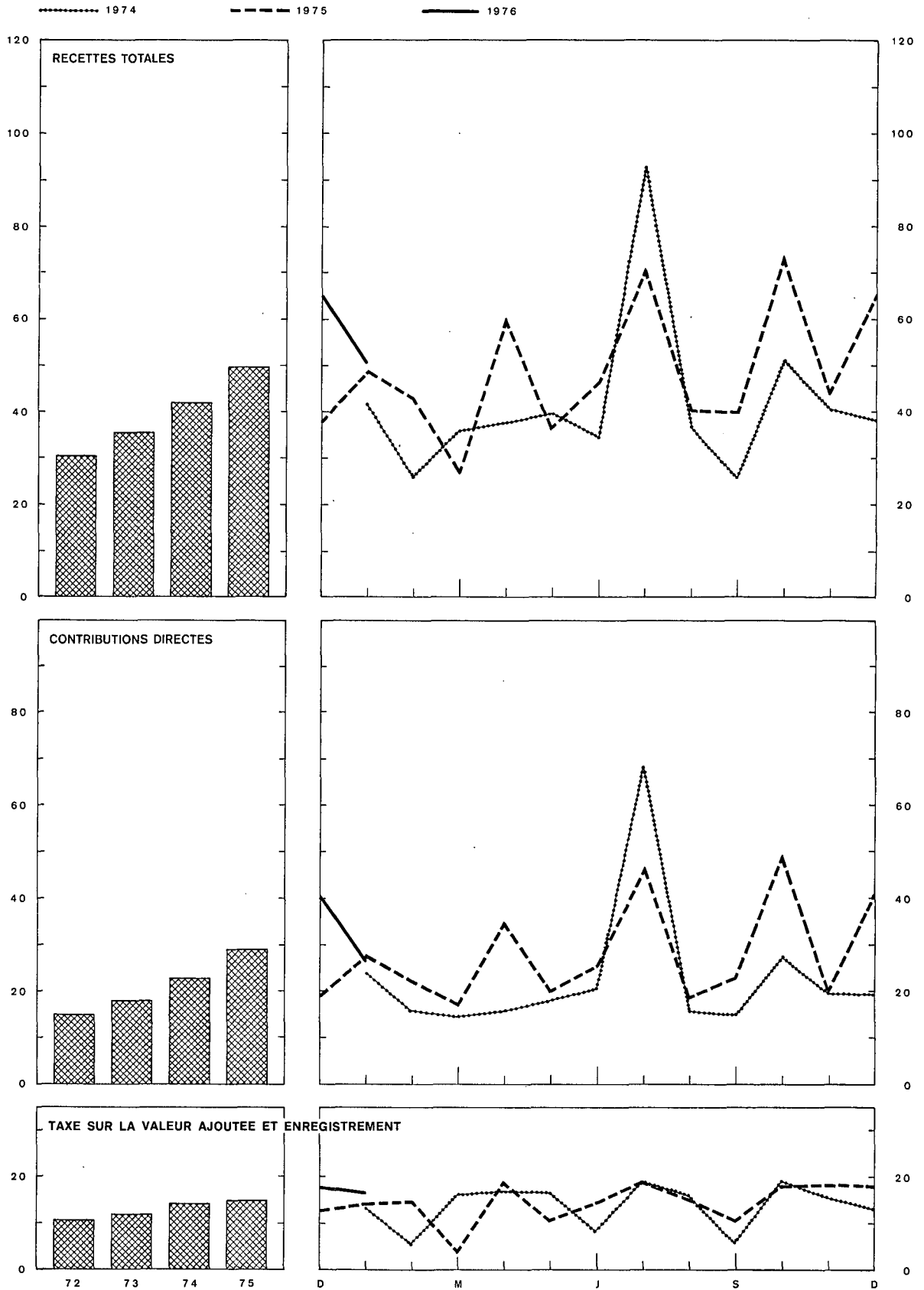
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. - RECETTES FISCALES (par année civile) ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	n.d.	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,5	168,3	496,1	62,1	5,1	501,2
1973 4 ^e trimestre	52,1	15,2	43,1	110,4	5,1	1,3	111,7
1974 1 ^{er} trimestre	54,2	12,7	35,6	102,5	4,5	1,0	103,5
2 ^e trimestre	55,0	12,8	42,4	110,2	3,3	1,3	111,5
3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,7	47,7	129,1	5,4	1,5	130,6
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
3 ^e trimestre	88,7	15,0	46,0	149,7	21,3	1,7	151,4
4 ^e trimestre	111,3	16,2	54,7	182,2	34,5	1,8	184,0
1974 Décembre	19,6	5,2	13,2	38,0	0,1	0,5	38,5
1975 Décembre	40,9	5,9	18,2	65,0	14,8	0,7	65,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1974				1974 ; décembre				1975 ; décembre			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
	(1)	(2)	(1) - (2)		(1)	(2)	(1) - (2)		(1)	(2)	(1) - (2)	
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	275,3	8,1	267,2	252,5	19,6	1,1	18,5	14,8	40,9	2,2	38,7	41,5
précompte immobilier	1,4	...	1,4	1,3	0,1	...	0,1	...	0,2	...	0,2	0,2
précompte mobilier	24,8	...	24,8	23,9	1,5	...	1,5	1,3	1,6	...	1,6	1,6
versements anticipés	62,1	1,1	61,0	65,3	0,1	...	0,1	0,4	14,8	0,5	14,3	19,5
impôts de sociétés (rôles) ...	9,5	...	9,5	6,9	1,3	...	1,3	0,5	1,6	...	1,6	1,4
impôts des personnes physiques (rôles)	31,1	1,0	30,1	26,7	3,3	0,1	3,2	2,8	3,9	0,2	3,7	4,0
précompte professionnel	139,2	1,3	137,9	126,1	12,2	0,2	12,0	9,3	16,9	0,2	16,7	14,3
divers	7,2	4,7	2,5	2,3	1,1	0,8	0,3	0,5	1,9	1,3	0,6	0,5
II. Douanes et accises	52,5	7,3	45,2	49,7	5,2	0,6	4,6	4,2	5,9	...	5,9	5,9
III. T.V.A. et enregistrement	168,3	13,6	154,7	153,7	13,2	1,0	12,2	12,9	18,2	1,8	16,4	18,5
B. Recettes en capital	5,1	...	5,1	5,2	0,5	...	0,5	0,5	0,7	...	0,7	0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la pers-

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

pective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1978 ». — XLIX^e année, vol. I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — L^e année, vol. I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	0,3	131,4	—	8,4	—	4,9	3,3	148,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,5	—	—	—	—	—	172,1	—	0,3	—	2,4	...	184,3	
	Obligations	36,3	...	...	...	...	...	5,5	—	12,2	24,4	...	...	78,4
	Autres emprunts à plus d'un an	0,2	...	...	...	1,0	...	...	—	232,6	59,4	231,3	...	524,5
	Divers	5,1	7,5	...	...	43,9	...	...	—	1,8	20,5	1,2	...	80,0
	(Actions et parts)	(372,1)	(3,1)	(0,5)	...	(0,1)	...	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,4)	(...)	(...)	(...)	(385,3)
Total ...	45,8	5,5	7,5	...	44,9	0,3	309,0	—	255,3	104,3	239,8	3,3	...	1.015,7	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	0,1	1,3	—	0,4	...	0,6	...	...	2,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,5	...	...	...	0,4	3,7	—	...	...	...	...	...	4,6
	Obligations accessibles à tout placeur	22,2	2,1	...	...	0,4	2,2	12,4	1,7	9,9	7,1	2,3	...	60,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	...	0,2	...	0,7	6,3	...	6,9	6,3	3,4	3,0	26,9	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	...	...	...	0,1	...	1,3	...	...	...	0,3	29,1	...	30,8
	Divers	12,7	0,2	6,8	0,7	...	4,4	0,1	—	...	...	...	...	27,7
(Actions et parts)	(1,0)	...	(19,9)	(11,3)	(...)	...	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(...)	(34,8)	
Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	5,9	...	152,7	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	3,9	...	—	2,3	...	2,3	64,4	...	...	...	0,1	12,5	85,5
	Certificats à un an au plus .....	...	1,0	—	0,2	...	8,5	20,1	8,3	14,7	...	6,6	...	59,4
	Obligations accessibles à tout placeur	180,8	3,6	—	2,5	5,4	4,3	146,8	8,9	61,3	59,8	26,6	2,8	502,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	...	...	4,3	66,5	...	6,6	1,4	3,0	...	82,0
	Divers .....	...	1,4	—	...	1,1	1,2	...	...	5,3	2,2	0,9	...	12,1
Total ...	184,7	6,2	—	5,0	6,5	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	15,3	...	741,8	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	21,3	—	—	—	—	—	—	21,3	
	Obligations accessibles à tout placeur	48,7	0,2	...	0,1	0,2	0,4	16,9	3,7	13,4	13,5	4,6	...	101,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	3,0	...	16,7	0,8	2,5	0,3	23,3
	Autres emprunts à plus d'un an .....	...	7,6	...	...	...	...	...	...	11,2	...	125,9	...	144,7
Divers	2,9	1,0	4,3	...	...	...	0,2	—	...	...	0,4	6,5	15,3	
Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	6,8	...	306,4	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	0,5	
	Réserves de sécurité sociale	28,1	—	—	—	—	9,0	—	—	—	—	—	—	37,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,1	...	1,2	...	0,4	1,6	0,6	...	3,9
Divers	34,1	...	2,7	...	...	0,3	0,1	—	1,0	2,6	0,4	7,3	48,5	
Total ...	62,2	...	2,7	...	0,1	9,3	1,8	...	1,4	4,2	1,0	7,3	...	90,0	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	6,3	...	...	—	...	...	...	6,3
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	...	—	0,7	44,0	—	3,2	5,8	0,4	...	54,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	...	...	—	—	61,0	—	...	...	...	...	61,0
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	...	...	...	—	—	390,7	—	...	...	...	...	390,7
	Obligations	12,9	...	...	...	0,2	—	31,6	...	1,0	4,6	...	...	50,3
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	14,0	—	—	—	25,9	—	—	—	—	—	...	39,9
	Divers	2,9	9,1	...	...	1,3	—	4,3	—	0,4	...	0,2	...	18,2
	(Actions et parts)	(0,3)	(0,5)	(—)	(4,3)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(...)	(6,6)
Total	12,9	2,9	23,1	...	1,5	0,7	563,8	...	4,6	4,6	6,0	0,4	...	620,5	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	475,1	6,9	0,4	36,6	1,6	—	...	...	6,4	2,2	1,0	...	530,2
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	14,5	3,8	2,5	...	—	...	...	20,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	—	400,9
	Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9
	Dépôts à terme des résidents	105,3	—	—	...	...	—	—	—	3,2	...	2,3	...	110,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	70,1	...	—	—	...	...	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	—	—	...	...	—	0,1	—	0,1	0,2	—	...	35,8
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	—	7,7	...	2,8	...	1,3	45,3	57,6
	(Actions et parts)	(20,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,6)	(—)	(0,4)	(0,5)	—	—	(23,2)
Total ...	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	45,3	1.369,3	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme	—	—	—	0,1	—	2,4	3,4	—	2,3	—	0,8	...	9,0
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	5,1	—	5,3	—	0,5	—	10,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	—	2,5
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	—	0,1	2,9
	Total ...	—	—	2,8	0,1	—	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	0,1	25,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	12,6	...	...	1,7	2,5	...	...	—	...	2,7	0,6	0,1	20,2
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	...	...	...
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	...	—	—	—	—	—	—	—	336,8
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,5	4,8	—	—	...	7,8	0,1	0,2	26,4
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	...	—	...	...	—	0,6	—	0,1	0,8	...	...	70,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2
	Divers	3,4	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,2	10,2	14,1
	(Actions et parts)	(3,4)	—	—	—	—	—	—	—	(1,0)	(0,3)	—	—	(4,7)
Total ...	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	10,6	469,8	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	47,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47,4
	Réserves mathématiques	226,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	226,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,2	...	0,4	...	0,1	...	...	—	0,5	...	...	1,1	23,3
	(Actions et parts)	(2,7)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(2,8)
Total ...	294,8	...	0,4	...	0,1	...	...	...	0,5	...	...	1,1	296,9	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	7,6	...	—	0,2	...	—	0,1	—	...	...	...	...	7,9
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	0,6	...	0,2	—	0,3	...	1,1
	Dépôts sur livrets	22,4	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	22,4
	Dépôts à terme	6,8	2,2	—	4,6	6,3	0,7	2,4	—	...	0,7	0,5	1,0	25,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	0,5	—	6,4	...	0,1	...	7,0
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	...	0,1	6,8	33,2	0,9	25,3	24,1	5,0	...	...	300,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	2,7	10,4	5,2	...	17,9	22,3	3,3	4,8	66,6
	Divers	5,8	...	17,7	...	...	—	—	0,1	...	...	0,3	15,7	39,5
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)
Total ...	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	21,5	470,3	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	5,8	...	...	3,8	—	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	—	67,2
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(13) (1) à (12)	Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	117,6	5.625,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		(12)		
..... données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opérations non effectuées																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	0,3	147,0	—	6,0	4,5	0,5	158,6	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	14,5	0,3	218,4	—	0,3	3,0	...	236,2	
			Obligations	39,6	0,1	6,5	—	13,7	26,9	86,8	
			Autres emprunts à plus d'un an	0,2	1,0	269,5	66,0	254,5	591,2	
			Divers	6,0	9,4	49,5	2,4	23,6	1,3	92,2	
			(Actions et parts)	(384,6)	(3,4)	(0,5)	(0,2)	(3,0)	(—)	(1,1)	(7,0)	(...)	(...)	(399,8)
			Total ...	54,1	6,5	9,4	...	50,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	0,5	1.165,0
			Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	0,8	—	0,6	1,6	...	3,3
				Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,4	0,1	8,2	—	0,7	...	9,4
				Obligations accessibles à tout placeur	23,0	2,3	0,3	1,0	1,9	13,8	7,7	1,7	...	64,7
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	...	0,2	0,1	0,6	...	7,8	6,7	3,3	2,9	27,9		
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	0,1	.....	1,7	.....	1,3	0,2	35,1	...	38,4
		Divers	14,5	0,2	7,2	0,7	.....	4,6	.....	.....	.....	.....	3,8	31,0
		(Actions et parts)	(1,0)	.....	(20,3)	(11,6)	(...)	.....	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(35,7)
		Total ...	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	174,7		
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,5	...	—	4,6	...	6,1	64,0	...	...	0,6	18,0	98,8
		Certificats à un an au plus .....	...	1,1	—	0,2	...	10,9	14,8	9,1	13,0	...	7,3	56,4	
		Obligations accessibles à tout placeur	189,7	3,6	—	2,5	6,8	3,8	180,3	8,5	70,2	65,3	29,8	564,3		
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	...	...	3,3	65,1	...	7,1	1,6	1,9	79,1
		Divers .....	.....	1,4	—	.....	2,1	1,2	6,2	...	7,7	1,9	0,5	21,0
		Total ...	195,2	6,3	—	7,3	8,9	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	819,6		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .	.....	.....	.....	.....	.....	0,4	.....	.....	.....	.....	.....	0,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	23,6	.....	.....	.....	.....	.....	23,6
		Obligations accessibles à tout placeur	53,0	0,3	...	0,1	0,2	0,3	25,8	4,1	18,7	14,3	4,4	121,2		
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	4,8	...	16,3	0,4	3,4	0,2	25,1
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	7,3	.....	.....	.....	.....	.....	12,8	...	141,7	...	161,8
		Divers	3,3	1,2	5,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,4	10,3	20,7
		Total ...	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	352,8		
	Sécurité sociale (6)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .	—	—	—	—	—	...	—	.....	—	.....	.....	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	0,4	.....	.....	.....	.....	.....	0,4
		Réserves de sécurité sociale	33,0	.....	.....	.....	.....	9,7	.....	.....	.....	.....	.....	42,7
		Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	...
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	0,1	...	1,7	...	0,2	1,2	...	3,2
		Divers	38,5	...	2,7	...	...	0,3	1,1	—	0,9	3,3	0,5	57,4
		Total ...	71,5	...	2,7	...	0,1	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	103,7		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,8	...	...	—	...	...	3,8
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	0,4	47,2	—	4,1	.....	6,1	0,4	58,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	76,7	—	...	.....	...	...	76,7
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	505,0	—	.....	.....	...	...	505,0
		Obligations	19,0	...	...	...	0,2	48,1	...	1,4	5,2	...	...	73,9
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	16,3	—	—	24,0	—	—	—	—	—	40,3		
		Divers .....	.....	3,4	10,4	.....	1,4	3,7	.....	0,6	.....	.....	...	19,5
		(Actions et parts) .....	.....	(0,2)	(0,5)	.....	.....	(—)	(5,4)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(7,5)
		Total ...	19,0	3,4	26,7	...	1,6	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	777,4		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	511,1	6,2	6,1	41,6	2,5	—	—	—	7,5	1,2	0,8	—	577,0	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	19,3	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	541,5	3,9	—	—	—	—	—	541,5	
	Dépôts en devises des résidents	11,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,9	
	Dépôts sur livrets des résidents	158,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	158,7	
	Dépôts à terme des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	5,5	0,3	3,9	—	143,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	99,5	—	—	—	—	—	99,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	41,4	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,3	—	—	41,8	
	Divers	0,3	—	0,3	—	—	—	21,3	—	8,0	0,5	3,7	60,1	94,2	
	(Actions et parts)	(22,4)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(—)	(0,3)	(0,6)	—	—	(25,8)	
	Total ...	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	556,6	124,7	—	21,4	2,3	8,4	60,1	1.687,5	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	3,5	1,2	—	2,4	—	0,8	0,1	8,0	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	—	8,4	—	4,3	—	—	—	12,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	3,0	
	Total ...	—	—	2,8	0,1	—	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	0,3	23,8	
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	15,1	—	—	3,8	1,8	—	—	—	—	1,8	1,2	0,2	23,9	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts sur livrets	382,2	0,2	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	382,7	
	Dépôts à terme	6,8	1,9	0,4	1,1	7,4	2,7	—	—	—	10,4	0,6	—	31,3	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	—	1,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	83,1	—	—	—	—	—	0,8	—	0,1	0,8	—	—	84,8	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3	
	Divers	3,2	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	—	0,2	13,0	16,7	
	(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,3)	—	—	(4,9)	
	Total ...	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	2,8	2,0	—	0,2	13,0	2,0	13,2	541,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	54,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,9	
	Réserves mathématiques	241,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	241,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	24,5	—	0,4	—	—	—	—	—	0,2	—	—	2,1	27,2	
	(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(2,8)	
	Total ...	320,6	—	0,4	—	—	—	—	—	0,2	—	—	2,1	323,3	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	9,3	—	—	0,7	—	—	0,1	—	—	0,3	—	—	10,4	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Dépôts sur livrets	27,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,5	
	Dépôts à terme	8,1	3,6	—	10,8	8,7	0,7	2,4	—	—	1,5	0,3	0,5	36,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	7,6	—	0,4	—	8,4	
	Obligations accessibles à tout placeur	232,8	0,4	—	0,3	7,3	—	31,2	1,2	27,1	26,2	6,0	—	332,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	3,1	7,4	9,4	—	19,9	22,8	3,3	4,6	70,5	
	Divers	5,0	—	18,8	—	—	—	—	—	0,2	—	0,2	17,2	41,4	
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)	
	Total ...	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	8,1	-43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	22,3	527,4	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	8,5	—	—	4,3	—	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	—	88,2	
(13) = (1) à (12)	Total des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	147,9	6.585,2	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2 — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements				
		Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)						
..... données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opérations non effectuées																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	+ 0,1	—	- 0,1	+ 15,7	—	- 2,3	- 0,5	- 2,7	+ 10,2	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 5,0	+ 46,3	—	+ 0,6	+ 51,9
			Obligations	+ 3,3	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,6	+ 8,4
			Autres emprunts à plus d'un an	+ 36,8	+ 6,6	+ 23,2	+ 66,6
			Divers	+ 0,9	+ 1,9	+ 5,6	+ 34,7 ¹	+ 0,5	+ 3,1	+ 0,2	+ 46,9
		(Actions et parts)	(+ 9,3)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(+ 3,4) ²	(+ 0,8)	(-)	(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(...)	(+ 14,7)	
		Total ...	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	+ 5,6	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	- 2,7	+ 184,0	
		Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	+ 0,2	- 0,5	—	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,9	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	- 0,1	- 0,2	+ 4,4	—	+ 0,7	+ 4,8	
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,8	+ 0,2	- 1,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,9	+ 0,6	- 0,6	+ 4,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	.....	+ 0,9
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 1,4	- 0,1	+ 6,0	.....	.....	+ 7,6
		Divers	+ 1,8	.....	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	+ 3,3
		(Actions et parts) .....	(...)	.....	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,9)	
		Total ...	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	.....	- 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 0,8	+ 22,0	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 1,6	.....	—	+ 2,3	.....	+ 3,8	- 0,4	.....	.....	+ 0,5	+ 5,5	.....	+ 13,3
		Certificats à un an au plus .....	.....	+ 0,1	—	- 0,1	.....	+ 1,3	- 5,2	+ 0,8	- 1,8	.....	+ 0,8	.....	- 4,1
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,9	.....	—	+ 0,1	+ 1,3	- 0,6	+ 33,5	- 0,3	+ 8,9	+ 5,5	+ 3,2	+ 1,0	+ 61,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	—	.....	.....	- 1,0	- 1,5	.....	+ 0,5	+ 0,2	- 1,1	.....	- 2,9
		Divers .....	.....	.....	—	.....	+ 1,0	.....	.....	.....	+ 2,4	- 0,3	- 0,5	.....	+ 2,6
		Total ...	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 3,5	+ 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,5	+ 70,4		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	—	.....	.....	.....
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .	—	—	—	.....	—	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	- 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 8,9	+ 0,4	+ 5,3	+ 0,8	- 0,2	.....	+ 19,4
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,8	.....	- 0,4	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	+ 1,9
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,6	.....	+ 15,8	.....	+ 17,1
		Divers	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	.....	.....	.....	- 0,2	.....	.....	.....	.....	+ 3,8	+ 5,4
		Total ...	+ 4,7	- 0,1	+ 1,2	.....	.....	.....	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 3,6	+ 46,4
	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	.....	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1
		Réserves de sécurité sociale	+ 4,8	—	—	—	—	+ 0,8 ⁴	—	—	—	—	—	—	+ 5,6		
		Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	.....	- 0,2	- 0,3	- 0,6	.....	- 0,6
		Divers	+ 4,5	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	.....	- 0,1	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,8	+ 8,9
		Total ...	+ 9,3	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	+ 1,3	.....	- 0,3	+ 0,4	- 0,5	+ 2,8	+ 13,8
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	.....	—	—	- 2,6	.....	.....	—	.....	.....	- 2,6
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,4	+ 3,2	—	+ 1,1	.....	+ 0,2	.....	+ 4,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 15,7	—	.....	.....	.....	.....	+ 15,7
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 124,3	.....	.....	.....	.....	+ 124,3
		Obligations	+ 6,2 ³	.....	.....	.....	.....	.....	+ 16,5	.....	+ 0,3	+ 0,6	.....	.....	+ 23,6
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 1,1	—	—	—	- 1,1	—	—	—	—	+ 1,1	+ 1,1		
		Divers	+ 19,4	+ 0,5	+ 1,4	.....	+ 0,1	.....	- 0,6	.....	+ 0,1	.....	- 0,2	.....	+ 20,7
		(Actions et parts)	(+ 25,2) ³	(...)	(...)	.....	(-)	(+ 1,1)	(-)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(-)	(...)	(+ 26,2)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+36,0	- 0,7	+ 2,7	+ 2,2	+ 2,2	+ 0,7	+ 0,1	- 2,3	+ 0,2	1,0	- 0,2	...	+ 46,8	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+140,6
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+24,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,8
	Dépôts à terme des résidents	+28,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,2	+ 0,3	...	+ 32,7
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 29,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 6,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,0
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 36,7
	(Actions et parts)	(+ 1,9)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 2,6)
	Total ...	+98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+141,3	+43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+14,8	+318,2	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	+ 1,1	- 2,2	—	—	—	—	—	- 1,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	+ 3,4	—	- 1,0	—	- 0,5	—	+ 1,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 2,5	—	—	—	—	—	- 2,5
		Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,1
Total ...	—	—	—	—	—	+ 1,1	- 1,4	—	- 0,9	—	- 0,5	+ 0,1	- 1,5		
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,5	—	—	+ 2,1	- 0,7	—	—	—	—	- 1,0	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,7	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts sur livrets	+45,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 45,9	
	Dépôts à terme	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,5	+ 1,9	- 2,0	—	—	—	+ 2,7	+ 0,4	- 0,2	+ 5,1	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	+ 0,9	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+13,7	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	- 0,1	+ 0,1	—	—	+ 13,9	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Divers	- 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7	
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 0,2)	(- 0,1)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
Total ...	+64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	- 2,0	+ 1,2	—	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 2,6	+ 72,1		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,5	
	Réserves mathématiques	+15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 15,1	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	+ 3,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,2	
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 0,2)	(- 0,1)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+25,8	—	—	—	- 0,1	—	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,9	+ 26,4		
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,7	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	+ 2,5	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	- 0,5	—	—	- 0,2	—	- 0,3	—	+ 1,0	
	Dépôts sur livrets	+ 5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,1	
	Dépôts à terme	+ 1,3	+ 1,3	—	+ 6,2	+ 2,4	—	—	—	—	+ 0,8	- 0,1	- 0,4	+ 11,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	+ 1,3	—	+ 0,3	—	+ 1,5	
	Obligations accessibles à tout placeur	+27,9	+ 0,2	—	+ 0,2	+ 0,5	—	- 2,0	+ 0,3	+ 1,8	+ 2,1	+ 1,0	—	+ 32,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	+ 0,4	- 3,0	+ 4,2	—	+ 2,0	+ 0,5	—	- 0,2	+ 3,9	
	Divers	- 0,7	—	+ 1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 1,5	
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 0,9	+ 57,2		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	+ 2,7	—	—	+ 0,5	+ 1,2	+10,5	—	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	—	+ 17,5	
	Total des créances	+284,6	+ 5,3	+12,9	+16,0	+13,8	+176,3	+318,6	- 1,2	+73,9	+25,1	+56,8	+31,4	+1.013,5	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises privées et particuliers ».)

4 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assuranc- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	45,8	5,5	7,5	...	44,9	103,7	0,3	309,0	—	255,3	104,3	239,8	908,4	3,3	1.015,7
2. Organismes publics d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	46,0	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	91,7	5,9	152,7
3. Etat (Trésor)	184,7	6,2	—	5,0	6,5	202,4	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	503,5	15,3	741,8
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	65,0	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	234,2	6,8	306,4
5. Sécurité sociale	62,2	...	2,7	...	0,1	65,0	9,3	1,8	...	1,4	4,2	1,0	8,4	7,3	90,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	379,7	22,9	21,3	6,1	52,1	482,1	39,7	673,9	22,6	403,1	199,9	446,7	1.746,2	38,6	2.306,6
7. Etranger	12,9	2,9	23,1	...	1,5	40,4	0,7	563,8	...	4,6	4,6	6,0	579,0	0,4	620,5
8. Organismes monétaires	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	804,9	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	103,7	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	19,9	0,1	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	441,2	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	13,2	10,6	469,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	294,8	...	0,4	...	0,1	295,3	...	.....	...	0,5	...	...	0,5	1,1	296,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	288,3	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	149,4	21,5	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.728,5	11,4	22,0	45,2	25,5	1.832,6	433,7	135,5	3,4	70,7	60,8	16,3	286,7	78,6	2.631,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,8	9,6	.....	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	57,6	—	67,2
15. Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	2.364,8	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	2.669,4	117,6	5.625,9
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.105,4	- 109,7	- 675,4	- 255,1	- 7,0	+ 58,2	- 146,4	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 24,7	+ 4,7	+ 37,8	+ 50,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	54,1	6,5	9,4	...	50,6	120,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	1.043,6	0,5	1.165,0
2. Organismes publics d'exploitation	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	49,1	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	110,6	6,7	174,7
3. Etat (Trésor)	195,2	6,3	—	7,3	8,9	217,7	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	554,9	21,7	819,6
4. Secteur public non compris ailleurs	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	70,9	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	271,1	10,5	352,8
5. Sécurité sociale	71,5	...	2,7	...	0,1	74,3	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,3	10,1	103,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	415,0	24,2	24,8	8,4	60,2	532,6	44,2	788,3	23,6	462,3	219,1	496,2	1.989,5	49,5	2.615,8
7. Etranger	19,0	3,4	26,7	...	1,6	50,7	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	725,9	0,4	777,4
8. Organismes monétaires	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	914,0	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	156,8	60,1	1.687,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	17,1	0,3	23,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	508,7	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	17,2	13,2	541,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	320,6	...	0,4	...	...	321,0	...	...	...	0,2	...	...	0,2	2,1	323,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	336,4	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	160,6	22,3	527,4
13. Total des intermédiaires financiers	1.952,3	12,3	28,9	58,7	30,8	2.083,0	571,0	179,9	1,2	83,3	66,1	21,4	351,9	98,0	3.103,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	8,5	...	...	4,3	12,8	.....	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	75,3	—	88,2
15. Total des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	2.679,2	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	3.142,6	147,9	6.585,2
16. Solde des créances et des dettes ..	+1.221,3	- 126,3	- 739,2	- 285,6	- 6,8	+ 63,4	- 161,8	+ 33,9	+ 2,2	+ 24,2	- 26,0	+ 4,4	+ 38,7	+ 59,7	—

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	...	+ 5,6	+ 16,8	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	+ 135,4	- 2,7	+ 184,1
2. Organismes publics d'exploitation	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 3,2	- 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 18,8	+ 0,8	+ 22,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 15,2	+ 3,5	+ 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 45,2	+ 6,5	+ 70,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,7	- 0,1	+ 1,2	...	...	+ 5,8	...	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 37,0	+ 3,6	+ 46,4
5. Sécurité sociale	+ 9,3	...	...	...	...	+ 9,3	+ 0,8	+ 1,3	...	- 0,3	+ 0,4	- 0,5	+ 0,9	+ 2,8	+ 13,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 35,3	+ 1,2	+ 3,5	+ 2,4	+ 7,9	+ 50,3	+ 38,1	+ 108,2	+ 1,0	+ 59,2	+ 19,4	+ 49,5	+ 237,3	+ 11,0	+ 336,7
7. Etranger	+ 25,6	+ 0,5	+ 2,5	...	+ 0,1	+ 28,7	- 0,4	+ 155,4	...	+ 1,5	+ 0,6	...	+ 157,5	+ 1,1	+ 186,9
8. Organismes monétaires	+ 98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 109,1	+ 141,3	+ 43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+ 53,0	+ 14,8	+ 318,2
9. Fonds des Rentes .....	—	—	...	...	—	...	+ 1,1	- 1,4	—	- 0,9	—	- 0,5	- 2,8	+ 0,1	- 1,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	+ 67,5	- 2,0	+ 1,2	...	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 4,0	+ 2,6	+ 72,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,8	...	...	...	- 0,1	+ 25,7	...	...	...	- 0,2	...	...	- 0,2	+ 0,9	+ 26,4
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	+ 48,1	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 11,2	+ 0,9	+ 57,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 223,7	+ 0,9	+ 6,9	+ 13,6	+ 5,3	+ 250,4	+ 137,4	+ 44,4	- 2,2	+ 12,6	+ 5,2	+ 5,2	+ 65,2	+ 19,3	+ 472,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	+ 2,7	...	...	+ 0,5	+ 3,2	+ 1,2	+ 10,5	...	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	+ 13,1	—	+ 17,5
15. Total des créances	+ 284,6	+ 5,3	+ 12,9	+ 16,0	+ 13,8	+ 332,6	+ 176,3	+ 318,6	- 1,2	+ 73,9	+ 25,1	+ 56,8	+ 473,2	+ 31,4	+ 1.013,5
16. Solde des créances et des dettes ..	+ 100,5	- 16,7	- 57,5	- 30,4	...	- 4,1	- 10,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,8	- 1,3	- 0,4	+ 0,8	- 13,9	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-8, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, vol. II, nos 1-2, juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, no 1, janvier 1976. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises et particuliers			Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 5
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations		Emprunts obligataires 4	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises						Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires 10					
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	-----	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	157,0	170,9	-----	4,1	17,5	- 13,5	- 16,3
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,3	-----	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 (Ancienne série) ...	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	-----	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1969 (Nouvelle série) 6 ...	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	18,9	197,8	208,0	10,8	5,4	26,7	- 21,0	- 33,9
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,3	220,1	232,8	15,2	5,4	35,2	- 25,6	- 42,2
1971 (Ancienne série) ...	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 44,9
1971 (Nouvelle série) 7 ...	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 40,6
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	43,0	308,6	321,8	24,4	8,5	34,5	- 35,8	- 47,7
1973 Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,6	345,8	52,6	336,1	345,2	23,3	12,9	32,5	- 38,1	- 52,7
Septembre	559,2	285,4	11,6	...	856,2	149,9	326,1	54,2	353,9	362,5	23,8	5,9	31,7	- 40,1	- 49,2
Décembre	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	57,8	375,3	382,1	25,7	9,6	26,7	- 41,8	- 48,3
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	131,8	370,8	58,5	384,8	394,0	26,9	10,7	31,2	- 43,6	- 43,4
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	62,7	392,0	403,0	29,0	22,6	38,5	- 45,5	- 44,3
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	61,3	400,5	410,0	31,9	17,5	42,9	- 46,5	- 43,7
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,6	77,4	407,2	424,5	35,4	10,1	42,3	- 48,7	- 37,8
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	144,6	366,8	77,0	400,7	426,0	41,4	6,0	55,1	- 50,7	- 40,5
Juin	700,1	336,9	19,9	...	1.056,9	153,1	393,1	79,8	428,5	444,3	41,6	5,0	57,4	- 53,3	- 48,3
Septembre	692,8	352,9	21,9	...	1.067,6	p 145,4	p 404,9	p 74,6	444,6	459,4	p 41,4	6,4	p 61,2	- 56,7	p - 54,2

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

5 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

6 Nouvelle série : voir Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976.

7 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 6, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3
— Prêts ¹	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4
4. Obligations	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	11,0	16,9	15,2	17,4	12,2	12,0	4,6	0,7	1,3	11,9
6. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6	...	...
b) CEE : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	80,8	75,9	67,8	65,2	81,6	88,6	99,2	106,8	106,3	107,2
b) en francs belges	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	232,7	222,6	207,9	204,0	222,1	232,2	243,3	245,0	244,7	256,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	...	0,5	13,4	16,0	0,2	5,1	2,5	20,5	11,5	4,2
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,0	3,0	3,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	4,6	7,9	7,6	5,9	5,1	5,2	1,6	0,1	0,9	...
b) effets commerciaux	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	8,1	15,2	9,3	6,6	10,9	14,9	3,5	3,4	1,6	10,3
c) avances .....	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,5	...	...	...	0,4
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	2,5	...	...	4,5	17,0	3,7	...	...	...	...	...
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	...	...	...	...	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	44,4	37,8	30,2	27,0	24,8	24,2	23,6	25,9	26,2	26,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963).

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,1	2,3	1,8	1,8	2,8	3,0	2,4	2,2	3,5	3,6
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	6,5	3,5	5,4	2,2	3,2	3,4	2,8	2,3	3,6	3,7
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	5,7	7,0	6,4	6,7	6,9	7,2	7,0	8,3	7,3	p 7,2
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	p 0,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	224,6	231,5	226,4	243,9	236,8	248,9	248,3	274,0	267,7	p281,2
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6	0,7	0,9
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires																
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	3,1	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor																
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,9	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—
D. Autres	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	63,7	54,3	47,2	45,5	44,0	44,2	44,1	47,8	49,2	p 47,1
TOTAL DU PASSIF ...	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75	31-12-75	31-1-76
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	24,4	24,9	25,5	25,4	25,3	25,6	26,6	26,4	26,4	26,4	26,6	26,3	26,9
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	28,4	28,4	28,4	28,8	28,9	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	2,4	2,4	4,9
4. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	3,6	4,4	4,6	5,5	5,5	0,7	4,3	5,1	1,3	4,1	6,0	11,9	4,5
6. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	1,7	6,2	7,3	7,5	7,9	3,6	...	...	...	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :													
a) en monnaies étrangères	92,8	98,0	99,2	100,6	104,9	106,8	107,9	110,0	106,3	107,7	105,9	107,2	94,3
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	229,2	240,2	243,3	246,1	250,8	245,0	247,1	249,8	244,7	248,9	249,2	256,1	238,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	7,2	...	0,1	...	0,2	2,2	...	0,1	0,1	...	0,1	...	6,0
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à moins d'un an .....	...	...	2,5	...	3,7	20,5	5,1	...	11,5	...	...	4,2	...
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,3
— autres	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	1,8	1,4	1,6	1,8	0,9	0,1	1,3	2,1	0,9	0,9	1,8	...	1,8
b) effets commerciaux	7,0	5,0	3,5	8,2	7,9	3,4	3,8	5,8	1,6	6,2	9,3	10,3	12,3
c) avances	0,3	0,3	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,4	0,6
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :													
a) à moins d'un an	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,3	24,2	23,6	23,8	24,2	25,9	24,2	25,1	26,2	25,5	25,9	26,2	26,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,5	328,6	325,2	330,0	340,8	330,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismesmonétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75	31-12-75	31-1-76
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,0	2,7	2,4	2,4	2,5	2,2	2,2	3,0	3,5	2,9	3,6	3,6	3,3
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,4	3,1	2,8	2,8	2,9	2,3	2,3	3,1	3,6	3,0	3,7	3,7	3,4
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,7	6,3	7,0	7,2	6,9	8,3	6,9	6,3	7,3	6,5	6,9	p 7,2	p 7,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	14,1	11,5	11,6	11,6	8,8	5,8	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	p 0,7	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	242,0	245,3	248,3	254,4	264,1	274,0	268,4	267,8	267,7	267,2	269,7	p281,2	p274,2
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,4	0,5	0,6	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5	0,7	0,4	0,6	0,9	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires													
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les parastatiques de crédit :													
— réserve monétaire	4,2	2,7	2,7	2,7	2,0	1,3	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	1,6	1,1	1,1	1,1	0,9	0,6	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	0,3	0,3	0,1	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,4	44,1	44,1	43,2	45,4	47,8	47,2	48,7	49,2	48,0	49,0	p 47,1	p 45,7
TOTAL DU PASSIF ...	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,5	328,6	325,2	330,0	340,8	330,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des parastatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75
A. Créances sur l'étranger :					Nouvelle série ²											
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	0,3	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,3	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,6	0,4	0,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,2	0,5	...	...	...	0,5	0,1	0,5	2,7	2,7	0,9	...	...	0,1	0,6
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat :																
a) à moins d'un an	48,5	48,8	57,4	62,1	62,1	64,9	64,8	74,0	68,3	74,1	67,5	57,5	65,1	70,7	72,0	68,9
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	6,5	6,6	6,3	6,7	6,7	6,9	7,1	7,6	8,1	8,0	8,5	8,7	8,3	8,4	8,4	8,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,0	11,4	9,9	12,9	13,9	19,8	20,7	16,3	19,5	23,2	29,8	25,4	29,4	23,7
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,4	0,8	0,1	1,5	1,5	0,9	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,7	0,5	...	0,8
b) effets commerciaux	0,5	1,2	1,3	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	2,8	5,7	5,5	2,8	2,4	5,8	1,7	3,7
c) avances .....	...	...	...	...	1,5	1,6	2,1	3,4	7,7	5,9	8,9	12,0	7,0	6,0	8,1	11,6
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	0,3	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	2,9	0,5	0,5	0,5	...	...	—	—	—
5. Sur les intermédiaires financiers non monétaires :																
a) à moins d'un an .....	...	...	...	0,1	0,1	0,3	0,3	0,6	...	0,8	0,2	...	...	0,7	1,1	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	0,9	2,3	0,7	0,7	0,7	0,7
D. Autres	4,9	4,0	4,6	3,0	3,0	1,0	8,2 ³	6,7	10,4	12,8	12,2	16,5	13,1	16,1	17,8	17,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	88,4	94,0	102,9 ³	117,0	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIX^e année,

tome I, no 1, janvier 1976).

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 93,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	
Total des engagements envers l'étranger	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	1,1	0,4	2,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,4	1,9	3,9	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	9,1	8,8	9,0	9,2	9,5	9,5	9,8	9,9	
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	65,5	63,9	68,6	65,6	66,9	70,0	77,0	74,1	
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor																
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires																
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor																
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres																
—	
TOTAL DU PASSIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75
A. Créances sur l'étranger :					Nouvelle série 1											
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,9	2,3	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,6	6,4	6,4	6,5	6,5	12,6	13,9	11,8	11,1	13,6	14,1	14,6	17,0	20,1	20,3	19,3
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	52,6	60,1	85,6	134,4	134,4	198,1	235,3	297,0	391,4	454,7	478,1	488,4	489,5	520,8	536,1	591,0
b) en francs belges	8,3	11,3	18,2	19,9	19,9	20,8	22,3	27,1	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4
Total des créances sur l'étranger ...	68,4	80,1	116,3	168,1	168,1	246,1	296,3	367,8	486,0	561,3	592,7	598,0	598,8	621,2	641,0	695,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,4	3,9	4,4	4,8	4,8	5,0	5,3	5,7	6,9	6,3	6,6	6,8	7,1	6,9	8,2	7,3
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	5,3	10,1	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,5	1,9	3,9
c) sur les banques de dépôts	6,2	7,9	12,9	20,2	20,2	28,6	46,5	60,3	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,7	99,3	100,3
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	34,0	34,9	28,1	37,1	37,1	28,0	17,8	9,4	10,0	25,3	22,6	11,5	8,3	11,1	10,3	p 31,7
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,9	44,7	54,0	61,5	61,5	71,3	103,3	137,2	170,0	177,7	185,6	190,6	188,2	200,1	208,0	p 211,2
— autres	30,7	33,4	33,9	32,5	32,5	33,8	29,7	32,6	31,1	29,7	29,7	33,6	32,6	32,6	32,6	p 31,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	—	—	0,3	0,6	1,5	3,1	2,3	3,2	6,3	6,7	7,5	6,9	9,8	10,9	8,6	p 9,2
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,9	2,0	3,7	4,7	4,7	9,3	12,6	15,5	24,7	28,9	28,9	29,1	29,1	31,5	31,9	p 31,4
— autres	1,1	2,6	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,3	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	p 9,2
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	7,3	6,9	4,2	3,9	3,9	6,3	8,6	9,1	5,9	9,3	9,5	8,6	7,9	10,1	16,3	14,1
b) effets commerciaux	55,5	64,6	67,1	82,3	82,3	91,7	98,5	106,2	116,0	125,8	125,9	118,5	116,3	118,8	123,1	120,3
c) avances	63,3	77,7	98,0	99,4	98,5	113,6	139,9	172,2	219,4	221,2	229,7	242,6	252,3	254,5	275,9	291,5
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,0	1,9	4,2	4,1	5,1	3,4	p 3,6
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,3	4,4	4,4	6,7	8,9	11,5	12,1	11,9	11,8	11,9	14,7	14,7	15,8	p 15,8
— autres	2,0	3,0	3,7	4,6	4,6	6,0	7,1	12,0	12,6	13,1	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	p 20,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	4,3	4,2	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	5,6	9,1	5,8	5,1	13,8	10,8	—	—	—
5. Sur les intermédiaires financiers non monétaires :																
a) à moins d'un an	1,0	1,0	2,1	2,2	2,2	2,8	3,2	2,9	2,5	3,3	2,8	4,3	3,2	5,0	6,9	p 9,3
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	13,2	14,1	17,0	20,2	20,2	27,3	31,8	31,6	31,2	31,9	32,3	33,2	37,2	40,3	40,0	p 39,2
— autres	1,4	2,0	2,2	4,2	4,2	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	8,5	9,7	10,1	12,5	12,5	p 12,6
D. Autres	49,0	50,1	59,6	62,4	62,4	71,6	86,8	90,6	103,4	105,7	121,6	115,8	136,3	133,7	140,7	p 161,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2

¹ A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

² Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3
b) en francs belges ¹	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	118,6	141,2	156,0	164,2	169,6	167,2	163,7	162,5
Total des engagements envers l'étranger	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	552,9	631,9	670,1	687,4	695,5	718,5	730,7	792,8
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	...	2,2	0,1
b) envers les organismes publics .....	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	0,5	2,6	2,8	0,9	...	...	...	0,6
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,8	99,3	100,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. privées et particuliers	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	227,1	244,5	255,2	254,9	254,5	267,1	287,4	291,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois..	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,6
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	2,5	...	...	...	...	0,7	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	145,2	144,4	159,0	156,7	166,9	163,4	179,9	201,4
TOTAL DU PASSIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	
					Nouvelle série 1												
A. Créances sur l'étranger :																	
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,4
— Prêts 2	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4
4. Obligations	2,0	2,4	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	40,7
5. Accept. en francs belges représ. d'export.	13,3	14,7	20,7	18,2	18,2	18,0	22,9	28,3	28,0	28,9	31,6	27,1	29,4	26,5	21,1	22,5	22,5
6. a) Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,5	...	...	7,3	3,6	...	...
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :																	
a) en monnaies étrangères	74,0	96,2	103,7	170,0	170,0	237,1	270,3	349,4	467,3	522,5	543,3	570,1	578,1	620,0	642,9	697,3	697,3
b) en francs belges	9,8	14,3	18,5	19,9	19,9	21,0	22,3	27,1	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	44,4
Total des créances sur l'étranger ...	193,9	218,2	240,5	299,2	299,2	394,0	467,8	564,1	708,6	769,3	796,8	820,5	831,4	866,3	886,1	942,0	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																	
1. Pièces et billets	3,8	4,3	4,7	5,2	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	7,8
2. Autres :																	
a) sur la B.N.B. :																	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	6,2	5,9	5,9	10,3	10,3	7,8	8,8	7,0	1,8	3,9	5,1	4,3	5,2	7,1	2,3	4,7	4,7
c) sur les banques de dépôts	6,2	8,1	13,9	20,2	20,2	28,6	47,0	61,3	95,5	111,3	114,0	104,8	107,6	104,8	101,6	101,0	101,0
C. Créances sur le secteur intér. non monét. :																	
1. Sur l'Etat 3 :																	
a) à moins d'un an	92,1	86,4	100,8	114,7	114,7	106,1	87,5	84,5	78,8	112,8	106,1	74,4	78,5	84,3	102,8	p 112,1	(7)
b) à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	47,1	54,0	62,9	70,7	70,7	80,5	112,3	146,8	180,3	188,2	196,6	201,8	199,2	211,6	219,4	p 223,1	(7)
— autres	64,7	67,4	67,9	66,5	66,5	67,8	63,7	66,6	71,3	69,9	69,9	73,8	70,9	70,9	70,9	p 69,6	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																	
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,3	12,0	11,4	16,0	16,2	23,0	27,0	23,0	27,0	24,9	39,6	36,3	38,0	p 32,9	(8)
b) à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	1,3	2,5	4,2	5,3	5,3	9,9	13,3	16,6	25,8	30,0	30,0	30,2	30,2	32,6	33,0	p 32,5	(8)
— autres	1,1	2,5	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,3	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	p 9,2	(8)
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																	
a) acceptations bancaires	11,7	8,5	6,1	7,3	7,3	8,7	13,1	15,5	13,8	16,9	15,5	13,8	13,8	12,2	16,4	15,8	(9)
b) effets commerciaux	59,9	70,8	78,4	90,5	90,5	96,0	100,6	117,2	134,0	140,8	137,9	132,1	133,6	128,1	128,2	125,6	(9)
c) avances	63,3	77,7	98,1	99,4	100,0	115,4	142,3	175,8	227,4	227,1	238,6	254,9	259,8	260,5	284,0	303,1	(9)
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,0	1,9	4,6	4,5	5,6	3,9	p 4,1	(11)
e) autres créances à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,5	4,7	4,7	7,2	9,4	12,4	13,0	12,8	12,7	12,8	15,6	15,6	16,7	p 16,7	(11)
— autres	2,3	3,5	3,7	4,6	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	13,1	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	p 20,5	(11)
4. Sur le F. des Rentes : à moins d'un an 4	4,6	4,3	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	11,0	9,6	10,7	22,6	17,5	10,8	—	—	—	(12)
5. Sur les interm. financiers non monétaires :																	
a) à moins d'un an	1,0	1,3	2,1	2,3	2,3	3,1	3,5	3,5	2,5	4,1	4,7	4,8	3,2	5,7	8,0	p 9,3	(13)
b) à un an et plus :																	
— oblig. accessibles à tout placeur ...	13,2	14,1	17,1	20,3	20,3	27,5	32,1	31,9	31,5	32,2	32,6	33,5	37,5	40,6	40,3	p 39,5	(13)
— autres	1,5	2,1	2,3	4,3	4,3	6,1	4,7	5,3	8,6	9,4	9,4	12,0	10,8	13,2	13,2	p 13,3	(13)
D. Autres	92,3	107,9	101,4	123,8	123,8	128,5	136,9 ⁵	125,6	151,6	148,8	160,8	157,1	173,6	173,4	184,4	p 204,8	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁵	1.498,5	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise.

1 A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1970).

2 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

3 Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

5 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-66	81-12-67	81-12-68	81-12-69	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-8-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	...	2,8	...	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	
b) en francs belges ¹	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	121,1	143,3	158,1	167,2	172,6	169,9	165,9	166,1	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	556,6	637,6	672,6	690,8	698,9	721,6	733,0	796,5	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	2,1	3,0	1,9	1,2	0,2	...	2,2	0,1	
b) envers les organismes publics	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	1,0	3,4	3,2	1,0	1,2	1,1	0,4	3,4	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—	
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	94,8	108,8	114,2	107,1	112,3	111,3	101,2	104,3	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	240,6	235,2	252,9	246,0	258,4	257,8	283,8	277,6	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises privées et particuliers ⁴	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	293,1	309,0	324,3	320,8	321,7	337,7	365,0	366,6	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	37,9	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises privées et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0	(2)
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,6	(14)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	0,2	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	...	0,7	—	—	—	(12)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	3,1	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—	(13)
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8	(13)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,9	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—	(13)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	(15)
D. Autres	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	199,5	191,6	204,5	200,7	211,1	207,5	227,7	251,7	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁶	1.498,5	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

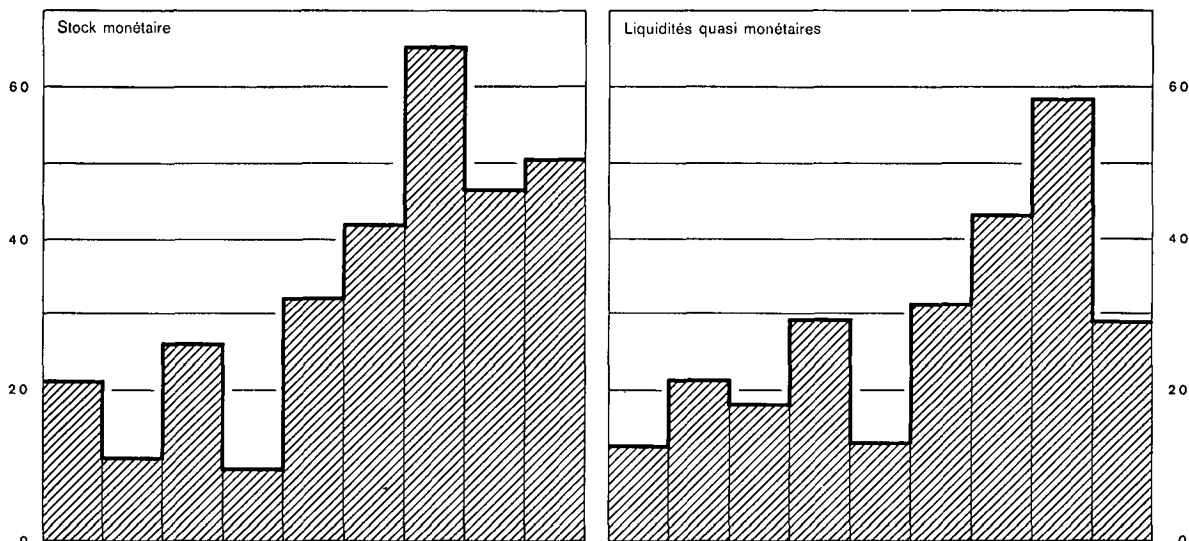
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

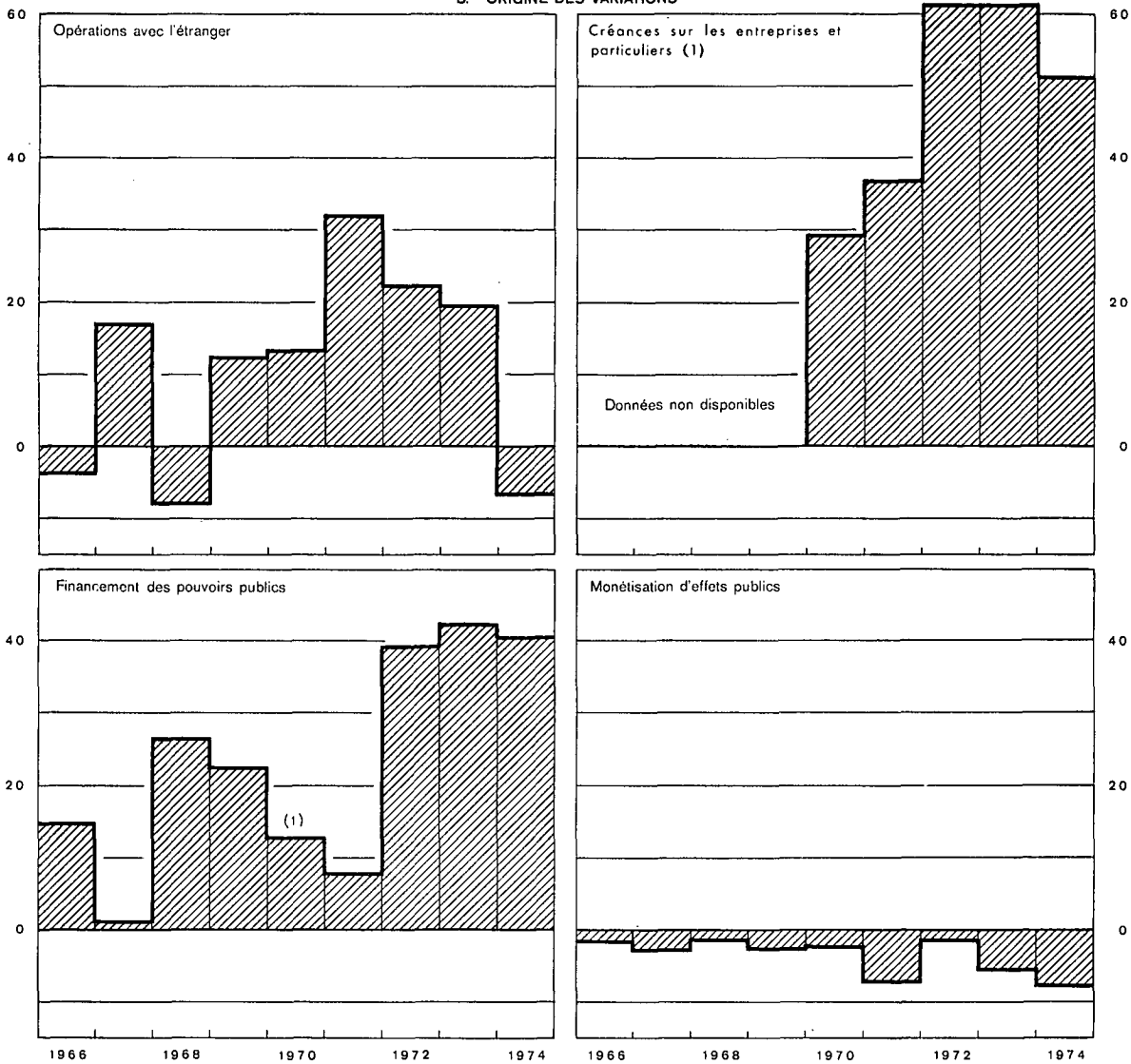
Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



1 Nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Créances sur les entreprises et particuliers		Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 3		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (13)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (14)	Divers (15)
					Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations 1	Emprunts obligataires 2	de créances commerciales sur l'étranger (7)	de crédits d'escompte et d'acceptations aux entreprises et particuliers (8)	Etat 4	Autres pouvoirs publics 5	achats sur le marché par les organismes monétaires (11)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (12)			
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	.....	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	.....	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	.....	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970 ⁶	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 24,8	+ 4,6	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,8	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 4,8
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,5	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 4,1	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 1,2
1972	+ 65,3 ⁷	+ 43,4	+ 108,7 ⁷	+ 22,6	+ 53,5	+ 7,8	+ 0,7	- 0,9	+ 28,8	+ 10,7	- 1,7	+ 0,3	- 4,1	- 5,4	- 3,6 ⁷
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 ⁸	+ 60,2	+ 1,5	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁹	+ 14,0	- 4,0	- 1,7	- 7,5	- 6,0	- 5,2 ¹⁰
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	- 6,4 ¹¹	+ 41,5	+ 10,1	- 5,9	- 10,5	+ 21,2	+ 19,7	- 6,3	- 1,1	+ 16,1	- 6,9	+ 8,2 ¹²
1973 3 ^e trimestre	- 23,1	+ 17,7	- 5,4	+ 2,3	+ 17,2	+ 0,7	- 1,4	+ 0,5	- 26,4	+ 1,5	- 1,4	+ 2,1	- 1,9	- 1,9	+ 3,3
4 ^e trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 31,1	+ 11,5 ⁸	+ 19,7	+ 2,3	+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8 ⁹	+ 3,8	- 3,4	- 4,7	- 4,9	- 1,7	- 3,6 ¹⁰
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	- 13,6 ¹¹	+ 12,0	+ 1,5	- 3,1	- 2,4	+ 40,2	+ 0,9	- 1,5	+ 0,8	+ 4,6	- 1,8	+ 2,8 ¹²
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,4	+ 24,0	- 7,7	+ 8,9	+ 2,2	+ 0,3	- 1,9	+ 12,1	+ 4,2	- 3,3	+ 3,9	+ 7,8	- 2,0	- 0,5
3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 7,0	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	- 1,6	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,2	- 1,0	+ 2,1
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 13,6	+ 3,6	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 16,2	- 1,9	- 8,0	- 0,5	- 2,1	+ 3,8
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	+ 17,0	+ 1,6	+ 6,1	- 2,8	- 8,0	+ 18,8	- 0,8	- 0,4	- 5,0	+ 12,7	- 2,1	- 3,7
2 ^e trimestre	+ 54,6	+ 1,9	+ 56,5	+ 7,9	+ 18,3	+ 0,3	- 1,0	+ 9,5	+ 25,1	+ 2,4	- 1,2	- 2,9	+ 1,8	- 2,5	- 1,2
3 ^e trimestre	- 7,3	+ 18,0	+ 10,7	p- 12,9	+ 15,1	p- 0,1	...	+ 0,8	p+ 15,6	p- 5,0	p- 0,7	+ 4,9	p+ 4,3	- 3,3	p- 8,0

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

3 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

4 Y compris le Fonds des Routes.

5 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

6 A partir de 1970, nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1970).

7 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

8 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

9 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

10 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 6 et 7 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

11 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

12 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire (10) = (8) + (9)	Pourcentage de monnaie fiduciaire (11) = (8) : (10)	
	Billets et monnaies du Trésor 2	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 3	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scripturale (9) = (4) + (8)			
					comptes courants à la B.N.B. 3	avoirs à l'O.C.P. 3	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques 3				Total (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série 4) ...	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Septembre	8,9	230,3	233,5	41,6	0,4	57,0	226,7	284,1	325,7	559,2	41,8
Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Mars	8,8	232,8	235,2	51,7	0,6	60,0	248,4	309,0	360,7	595,9	39,5
Juin	9,0	250,6	252,9	44,1	0,5	64,0	259,8	324,3	368,4	621,3	40,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	45,6	0,4	60,8	259,7	320,9	366,5	612,5	40,2
Novembre	9,3	246,1	249,1	46,2	0,2	62,0	250,5	312,7	358,9	608,0	41,0
Décembre	9,5	256,1	258,4	47,6	0,3	61,5	259,9	321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Janvier	9,5	248,7	251,5	42,8	0,4	73,7	251,5	325,6	368,4	619,9	40,6
Février	9,4	251,6	254,7	47,5	0,5	64,5	250,7	315,7	363,2	617,9	41,2
Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Avril	9,6	261,6	264,0	47,7	0,4	79,4	273,9	353,7	401,4	665,4	39,7
Mai	9,7	271,0	273,8	47,2	0,3	70,2	281,3	351,8	399,0	672,8	40,7
Juin	9,8	282,3	283,8	51,3	0,6	70,2	294,2	365,0	416,3	700,1	40,5
Juillet	9,8	275,3	278,2	47,1	0,4	71,3	286,1	357,8	404,9	683,1	40,7
Août	9,9	274,1	277,7	44,4	0,5	68,1	288,6	357,2	401,6	679,3	40,9
Septembre	9,9	275,1	277,6	48,6	0,6	67,6	298,4	366,6	415,2	692,8	40,1
Octobre	9,9	273,7	277,1	47,8	0,3	70,4	287,6	358,3	406,1	683,2	40,6
Novembre	10,0	276,6	279,7	53,1	0,6	66,7	290,4	357,7	410,8	690,5	40,5

1 Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

2 Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

3 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

4 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5 — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²					(7)	(8)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1973 3 ^e trimestre ..	226,2	-76,3	149,9	+ 6,2	- 5,9	+ 0,3	- 0,6	...	- 1,4	+ 2,3	+ 8,9	+ 9,2
4 ^e trimestre ..	219,1	-67,2	151,9	+ 3,5 ¹⁰	+ 9,2	+12,7	- 1,3	...	+ 2,5	+11,5	+ 7,6	+20,3
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	-70,7	131,8	-16,4	- 1,6	-18,0	- 1,3	...	- 3,1	-13,6	+25,0	+ 7,0
2 ^e trimestre ..	201,7	-77,5	124,2	- 0,9	- 7,0	- 7,9	- 0,5	...	+ 0,3	- 7,7	+14,2	+ 6,3
3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,5	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	-95,9	144,6	+10,1	+ 3,0	+13,1	- 1,1	...	- 2,8	+17,0	p + 4,8	p+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	-89,6	153,1	+ 1,0	+ 5,3	+ 6,3	- 0,6	...	- 1,0	+ 7,9	p - 7,7	p - 1,4
3 ^e trimestre ..	241,1	p-95,7	p145,4	- 1,7	p-11,7	p-13,4	p- 0,5	p ...	...	p-12,9	p+10,4	p - 3,0

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B. résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

10 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques					Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée 5			Crédits de caisse 4	Autres 5		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 (Ancienne série)	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1969 (Nouvelle série) ⁶ ...	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973 Juin ⁵	37,4	23,3	37,3	21,4	219,2	338,6	51,7	59,9	1,3	112,9	451,5
Septembre ⁵	37,9	25,1	42,5	21,4	228,3	355,2	54,1	69,5	0,9	124,5	479,7
Décembre	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974 Mars ⁵	42,8	28,6	41,7	25,7	246,6	385,4	62,6	77,9	2,0	142,5	527,9
Juin ⁵	42,7	31,1	42,6	21,7	254,6	392,7	65,7	86,6	0,4	152,7	545,4
Septembre	43,4	32,1	47,3	21,6	252,5	396,9	62,4	99,2	2,7	164,3	561,2
Décembre	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	98,8	1,7	171,4	585,9
1975 Mars ⁵	45,2	36,6	43,3	23,1	269,3	417,5	72,6	111,5	1,6	185,7	603,2
Juin	45,7	41,0	43,4	24,0	280,7	434,8	70,3	121,4	2,4	194,1	628,9
Septembre	46,9	42,0	46,0	24,8	287,5	447,2	70,6	133,7	4,2	208,5	655,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus avant 1969) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. Jusqu'en 1968 la colonne (1) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. A partir de 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques, aux sociétés de financement. Jusqu'en 1968, une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Depuis 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3). A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1966 3	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 3	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 (Anc. série) ...	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1969 (Nouv. série) 4	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973 Juin 3	17,7	123,3	197,6	338,6	6,8	12,5	19,3	10,9	110,8	197,6	319,3	...
Septembre 3 ...	18,3	126,2	210,7	355,2	11,0	13,2	24,2	7,3	113,0	210,7	331,0	0,1
Décembre ...	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974 Mars 3	21,2	142,9	221,3	385,4	12,0	17,2	29,2	9,2	125,7	221,3	356,2	...
Juin 3	19,4	143,6	229,7	392,7	10,0	17,8	27,8	9,4	125,8	229,7	364,9	0,1
Septembre ...	18,1	136,2	242,6	396,9	9,5	18,1	27,6	8,6	118,1	242,6	369,3	0,2
Décembre ...	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975 Mars 3	19,8	143,2	254,5	417,5	9,7	24,5	34,2	10,1	118,7	254,5	383,3	0,1
Juin	22,4	136,5	275,9	434,8	6,0	13,6	19,6	16,4	122,9	275,9	415,2	...
Septembre ...	24,0	131,8	291,4	447,2	9,9	11,6	21,5	14,1	120,2	291,4	425,7	0,2

B. Crédits à l'étranger

1966 3	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,5
1967 3	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,2
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973 Juin 3	23,2	30,7	59,0	112,9	10,8	12,2	23,0	12,4	18,5	59,0	89,9	1,7
Septembre 3 ...	25,2	29,9	69,4	124,5	14,3	13,2	27,5	10,9	16,7	69,4	97,0	1,5
Décembre ...	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974 Mars 3	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	1,5
Juin 3	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	101,3	164,3	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	101,3	137,1	0,3
Décembre ...	32,6	37,4	101,4	171,4	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	101,4	142,1	0,2
1975 Mars 3	34,5	36,2	115,0	185,7	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	115,0	159,6	0,8
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	125,8	172,6	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	139,1	208,5	11,5	12,3	23,8	19,6	26,0	139,1	184,7	0,7

C. Total

1966 3	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,7
1967 3	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 (Anc. série) ...	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1969 (Nouv. série) 4	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973 Juin 3	40,9	154,0	256,6	451,5	17,6	24,7	42,3	23,3	129,3	256,6	409,2	1,7
Septembre 3 ...	43,5	156,1	280,1	479,7	25,3	26,4	51,7	18,2	129,7	280,1	428,0	1,6
Décembre ...	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974 Mars 3	51,4	176,6	299,9	527,9	28,5	29,9	58,4	22,9	146,7	299,9	469,5	1,5
Juin 3	50,5	178,0	316,9	545,4	26,8	32,2	59,0	23,7	145,8	316,9	486,4	0,6
Septembre ...	46,5	170,8	343,9	561,2	23,0	31,8	54,8	23,5	139,0	343,9	506,4	0,5
Décembre ...	52,2	180,0	353,7	585,9	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	353,7	518,3	0,5
1975 Mars 3	54,3	179,4	369,5	603,2	23,8	36,5	60,3	30,5	142,9	369,5	542,9	0,9
Juin	53,9	173,3	401,7	628,9	16,8	24,3	41,1	37,1	149,0	401,7	587,8	0,3
Septembre ...	55,1	170,1	430,5	655,7	21,4	23,9	45,3	33,7	146,2	430,5	610,4	0,9

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

4 Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES AUX ENTREPRISES
ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (3) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1966 1	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9	...
1967 1	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6	0,1
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3	0,6
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973 Juin 1	2,0	...	2,0	3,8	4,3	8,1	3,8	6,3	...	10,1	...
Septembre 1	1,5	...	1,5	4,6	5,7	10,3	4,6	7,2	...	11,8	0,9
Décembre	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974 Mars 1	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8	0,1
Juin 1	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975 Mars 1	2,6	...	2,6	1,6	0,5	2,1	1,6	3,1	...	4,7	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5	...
Septembre	0,5	...	0,5	0,9	1,1	2,0	0,9	1,6	...	2,5	...
B. Crédits à l'étranger											
1966 1	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6	...
1967 1	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1	...
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2	...
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973 Juin 1	...	...	...	6,8	4,0	10,8	6,8	4,0	...	10,8	...
Septembre 1	...	...	...	8,1	2,9	11,0	8,1	2,9	...	11,0	...
Décembre	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 Mars 1	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2	...
Juin 1	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4	...
Septembre	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2	...
Décembre	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 Mars 1	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6	...
Juin	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7	...
Septembre	...	...	...	1,1	0,1	1,2	1,1	0,1	...	1,2	...
C. Total											
1966 1	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5	...
1967 1	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7	0,1
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5	0,6
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,8	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973 Juin 1	2,0	...	2,0	10,6	8,3	18,9	10,6	10,3	...	20,9	...
Septembre 1	1,5	...	1,5	12,7	8,6	21,3	12,7	10,1	...	22,8	0,9
Décembre	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974 Mars 1	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0	0,1
Juin 1	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975 Mars 1	2,6	...	2,6	5,8	0,9	6,7	5,8	3,5	...	9,3	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2	...
Septembre	0,5	...	0,5	2,0	1,2	3,2	2,0	1,7	...	3,7	...

1 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 1				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 2
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1966	³	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2	
1967	³	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2	
1968		11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6	
1969	(Anc. série)	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5	
1969	(Nouv. série)	⁴	10,2	97,8	100,0	208,0	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	100,0	197,3	0,5
1970		14,2	103,2	115,4	232,8	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,4	219,9	0,2	
1971		20,7	105,4	142,3	268,4	7,5	5,0	12,5	13,2	100,4	142,3	255,9	0,1	
1972		23,0	123,0	175,8	321,8	7,4	6,6	14,0	15,6	116,4	175,8	307,8	0,8	
1973	Juin	³	17,7	125,3	202,2	345,2	3,0	6,1	9,1	14,7	119,2	202,2	336,1	...
	Septembre	³	18,3	127,7	216,5	362,5	5,8	3,8	9,6	12,5	123,9	216,5	352,9	1,0
	Décembre		19,0	135,7	227,4	382,1	5,2	2,2	7,4	13,8	133,5	227,4	374,7	0,6
1974	Mars	³	21,2	145,5	227,3	394,0	4,3	5,0	9,3	16,9	140,5	227,3	384,7	0,1
	Juin	³	19,4	145,0	238,6	403,0	3,9	7,6	11,5	15,5	137,4	238,6	391,5	0,5
	Septembre		18,1	137,2	254,7	410,0	4,3	6,7	11,0	13,8	130,5	254,7	399,0	1,5
	Décembre		19,6	145,1	259,8	424,5	5,8	13,2	19,0	13,8	131,9	259,8	405,5	1,7
1975	Mars	³	19,8	145,8	260,4	426,0	7,6	18,2	25,8	12,2	127,6	260,4	400,2	0,5
	Juin		22,4	137,9	284,0	444,3	5,9	9,9	15,8	16,5	128,0	284,0	428,5	...
	Septembre		24,0	132,3	303,1	459,4	8,1	6,9	15,0	15,9	125,4	303,1	444,4	0,2

B. Crédits à l'étranger

1966	³	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,5	
1967	³	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,2	
1968		20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1	
1969		19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...	
1970		23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3	
1971		24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5	
1972		25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9	
1973	Juin	³	23,2	30,7	59,0	112,9	4,0	8,2	12,2	19,2	22,5	59,0	100,7	1,7
	Septembre	³	25,2	29,9	69,4	124,5	4,5	9,0	13,5	20,7	20,9	69,4	111,0	1,5
	Décembre		26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	Mars	³	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	1,5
	Juin	³	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	0,5
	Septembre		28,4	34,6	101,3	164,3	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	101,3	149,5	0,3
	Décembre		32,6	37,4	101,4	171,4	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	101,4	154,5	0,2
1975	Mars	³	34,5	36,2	115,0	185,7	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	115,0	166,0	0,8
	Juin		31,5	36,8	125,8	194,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	125,8	173,4	0,3
	Septembre		31,1	38,3	139,1	208,5	9,1	11,6	20,7	22,0	26,7	139,1	187,8	0,7

C. Total

1966	³	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,7	
1967	³	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,4	
1968		32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7	
1969	(Anc. série)	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5	
1969	(Nouv. série)	⁴	29,3	113,7	118,1	261,1	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	118,1	241,4	0,5
1970		37,2	123,4	158,5	319,1	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,5	292,3	0,5	
1971		45,5	128,0	200,6	374,1	11,3	12,0	23,3	34,2	116,0	200,6	350,8	0,6	
1972		48,3	151,8	236,8	436,9	9,3	14,8	24,1	39,0	137,0	236,8	412,8	3,7	
1973	Juin	³	40,9	156,0	261,2	458,1	7,0	14,3	21,3	33,9	141,7	261,2	436,8	1,7
	Septembre	³	43,5	157,6	285,9	487,0	10,3	12,8	23,1	33,2	144,8	285,9	463,9	2,5
	Décembre		45,9	167,0	304,1	517,0	8,3	10,1	18,4	37,6	156,9	304,1	498,6	2,4
1974	Mars	³	51,4	179,3	305,9	536,6	9,2	14,2	23,4	42,2	165,1	305,9	513,2	1,6
	Juin	³	50,5	179,4	325,8	555,7	7,9	17,4	25,3	42,6	162,0	325,8	530,4	1,0
	Septembre		46,5	171,8	356,0	574,3	8,4	17,4	25,8	38,1	154,4	356,0	548,5	1,8
	Décembre		52,2	182,5	361,2	595,9	11,3	24,6	35,9	40,9	157,9	361,2	560,0	1,9
1975	Mars	³	54,3	182,0	375,4	611,7	16,3	29,2	45,5	38,0	152,8	375,4	566,2	1,3
	Juin		53,9	174,7	409,8	638,4	16,2	20,3	36,5	37,7	154,4	409,8	601,9	0,3
	Septembre		55,1	170,6	442,2	667,9	17,2	18,5	35,7	37,9	152,1	442,2	632,2	0,9

1. Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes monétaires).

2. Il s'agit d'effets commerciaux.

3. Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

4. Nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation			7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3
Prêts .....			...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....			...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0
Total des éléments de couverture ¹ ...	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1
Monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2
Monnaies étrangères et or à recevoir	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	—	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	14,7	10,3	...	...	...	...	...	...	...
Prêts ²	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords .....	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen ter- me	—	—	—	—	—	—	3,5	...	...
—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9
Effets de commerce	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2
Avances sur nantissements	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6	3,3
Effets publics :									
Effets publics belges	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2
Effets publics luxembourgeois	—	0,2	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4	3,5
Fonds publics	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Per- sonnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8	2,3
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (Pacte scolaire)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1
PASSIF									
Billets en circulation	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4
Comptes courants :									
— compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— taxe exceptionnelle de conjoncture ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Trésor public } compte spécial liqui- — dation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4	4,0
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6	3,2
Autres accords	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7	...	...	...
Total des engagements à vue ...	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0	...
Monnaies étrangères et or à livrer	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1	10,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8	5,1
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1974 4 novembre	1975 7 novembre	1974 9 décembre	1975 8 décembre	1975 6 janvier	1976 5 janvier	1975 10 février	1976 9 février
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	24,9	26,3	25,2	26,5	24,9	26,8	24,4	26,9
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	27,9	30,0	28,5	29,9	28,4	29,9	28,4	30,0
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	124,6	128,1	125,5	128,2	125,1	128,5	124,6	128,7
Monnaies étrangères	84,5	106,6	93,6	108,3	89,0	106,8	94,2	89,9
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Avance au F.M.I.	—	2,4	—	2,4	—	2,4	—	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	4,1	6,5	...	6,5	6,5	6,5	2,3	...
Débiteurs pour change et or, à terme	13,4	13,0	15,0	12,6	13,7	11,9	16,1	10,1
Effets de commerce	23,0	14,0	29,8	16,9	31,4	21,6	19,1	31,5
Avances sur nantissement	2,2	...	0,4	1,3	2,6	7,1	0,2	0,2
Effets publics :								
Effets publics belges .....	...	...	...	1,3	0,5	0,2	...	...
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3	5,3	5,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	5,0	5,9	5,0	5,9	5,2	6,3	5,8	6,9
Divers	3,7	4,8	3,9	4,5	4,3	5,7	1,1	4,6
Compte d'ordre :	308,2	327,6	320,9	334,2	325,9	343,3	316,3	329,8
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	5,7	9,9	8,5	13,8	11,8	14,1	11,3	13,4
PASSIF								
Billets en circulation	238,0	276,0	246,7	279,2	256,4	289,7	248,5	281,9
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	2,5	0,1	2,2	...	...	...	...	0,1
taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,7	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,4	1,3	1,7	1,9	1,3	1,2	2,1	2,1
Accords internationaux	2,1	2,2	2,7	2,7	2,6	3,4	2,2	2,9
<i>Total des engagements à vue</i> ...	245,4	280,3	253,6	284,3	260,7	294,7	253,2	287,5
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire :								
Belgique	21,1	...	21,9	...	20,7	...	20,1	...
Grand-Duché de Luxembourg	0,3	...	0,3	...	0,3	...	0,3	...
Monnaies étrangères et or à livrer	11,1	10,6	12,7	12,8	11,3	12,1	13,8	10,3
Caisse de Pensions du Personnel	5,0	5,9	5,0	5,9	5,2	6,2	5,8	6,9
Divers	10,3	15,3	12,4	15,7	12,7	14,8	7,6	9,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,4	4,9	4,4	4,9	4,4	4,9	4,9	5,1
Compte d'ordre :	308,2	327,6	320,9	334,2	325,9	343,3	316,3	329,8
Ministres de l'Education nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	5,7	9,9	8,5	13,8	11,8	14,1	11,3	13,4

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) ³						(moyennes mensuelles ou mois)
(fin de période)	(milliards de francs)								
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.107	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1973 4 ^e trimestre	1.092	100,8	58,1	201,9	327,6	195,8	327,6	1.052,9	95
1974 1 ^{er} trimestre	1.095	129,7	64,0	206,8	381,1	207,4	381,1	1.176,4	95
2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
3 ^e trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.107	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
4 ^e trimestre	1.116	145,3	66,4	266,8	473,3	259,2	473,3	1.472,6	96
1974 Décembre	1.101	127,0	63,0	243,5	401,2	210,9	401,2	1.256,7	95
1975 Janvier	1.101	150,3	61,5	248,5	463,8	229,2	463,8	1.405,3	95
Février	1.102	151,4	61,9	236,8	467,7	270,0	467,7	1.442,2	96
Mars	1.102	127,0	64,3	223,6	427,5	228,8	427,5	1.307,4	94
Avril	1.102	138,4	65,4	270,4	482,6	259,6	482,6	1.495,2	95
Mai	1.102	132,7	71,8	261,3	459,3	265,9	459,3	1.445,9	95
Juin	1.102	136,2	66,9	252,2	424,3	253,4	424,3	1.354,2	93
Juillet	1.104	146,7	66,6	263,3	456,7	264,8	456,7	1.441,4	95
Août	1.106	125,5	66,8	207,1	385,8	214,5	385,8	1.193,3	95
Septembre	1.111	125,9	66,2	230,1	415,1	225,4	415,1	1.285,8	95
Octobre	1.115	150,5	65,9	281,6	501,5	281,3	501,5	1.566,0	96
Novembre	1.117	126,9	64,8	234,0	429,4	228,6	429,4	1.321,5	96
Décembre	1.116	158,0	68,4	283,8	487,6	266,7	487,6	1.525,5	95

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.
² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI B).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1971	1972	1973	1974	1974	1975	1974	1975
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	11,8	18,4	31,3	25,5	23,5	8,9	25,5	10,6
Prêts au jour le jour	9,9	14,4	11,4	26,9	21,7	16,5	26,9	21,5
Banquiers	163,8	245,2	341,4	338,3	346,4	376,6	338,3	401,7
Maison-mère, succursales et filiales	55,5	48,4	71,8	143,4	134,7	145,9	143,4	162,1
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	27,1	21,9	23,4	26,7	28,3	27,6	26,7	29,3
Portefeuille-effets	147,4	149,4	158,9	183,1	177,2	201,4	183,1	209,5
a) Effets publics	25,2	16,7	21,0	32,0	40,0	36,9	32,0	40,0
b) Effets commerciaux *	122,2	132,7	137,9	151,1	137,2	164,5	151,1	169,5
Reports et avances sur titres	1,9	2,7	2,5	1,4	1,5	1,7	1,4	1,8
Débiteurs par acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	50,9	55,9	52,2	56,3
Débiteurs divers	198,0	232,7	296,8	355,7	356,3	445,2	355,7	453,2
Valeurs mobilières	224,4	280,0	343,8	386,0	384,7	418,5	386,0	412,2
a) Fonds publics belges	197,4	240,6	285,8	320,4	320,1	363,6	320,4	356,2
b) Autres titres d'emprunt	26,7	38,9	56,9	64,8	63,7	53,7	64,8	54,8
c) Actions et parts de sociétés	0,1	0,3	0,9	0,6	0,7	1,0	0,6	1,0
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Participations	8,4	9,1	11,0	12,6	12,1	12,4	12,6	12,6
a) Filiales	2,7	3,0	4,1	5,0	5,0	4,8	5,0	4,9
b) Autres participations	5,7	6,1	6,9	7,6	7,1	7,6	7,6	7,7
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Immeubles	5,9	7,4	9,3	11,2	10,9	14,4	11,2	14,0
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,4	0,5	0,7	0,5	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,9	1,1	1,3	1,6	1,7	2,4	1,6	2,1
Divers	12,6	16,1	26,1	49,6	30,7	35,2	49,6	44,1
Total de l'actif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.582,9	1.765,2	1.616,7	1.833,6
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	21,3	28,8	31,9	42,9	47,1	38,1	42,9	40,6
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	—	2,3	4,7	1,6	2,3	1,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Passif

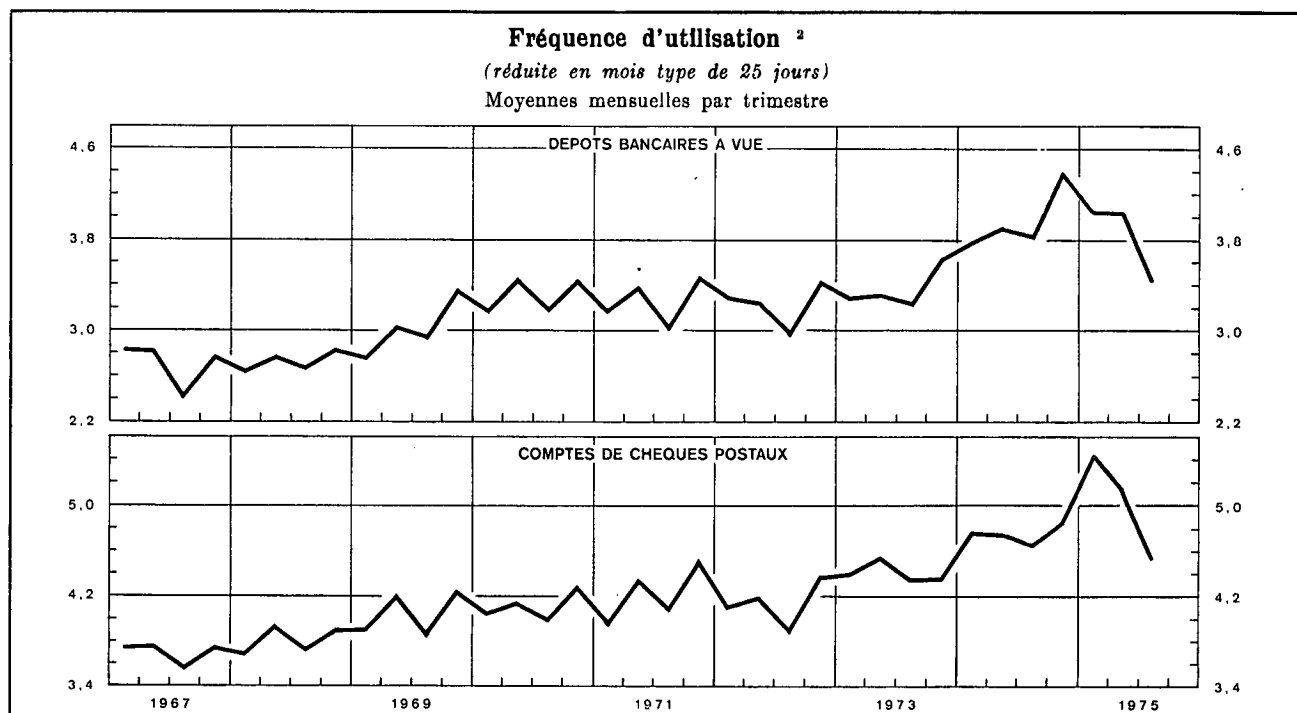
Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 30 novembre	1975 30 novembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	2,1	3,9	2,4	3,2	1,7	2,4	2,4
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,9	1,0	1,3	1,9	1,1	1,3	1,9	2,1
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,1	2,6	0,5	2,1	0,4	0,5	0,3
Emprunts au jour le jour	13,2	20,9	22,1	43,9	34,0	31,1	43,9	36,7
a) Couverts par des sûretés réelles	2,6	2,9	4,4	8,5	3,7	2,7	8,5	4,7
b) Non couverts par des sûretés réelles	10,6	18,0	17,7	35,4	30,3	28,4	35,4	32,0
Banquiers	286,4	371,9	511,0	599,5	595,3	633,5	599,5	673,0
Maison-mère, succursales et filiales	34,1	37,4	49,5	86,7	82,2	98,4	86,7	99,5
Acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	51,0	55,9	52,2	56,3
Autres valeurs à payer à court terme ²	17,0	8,9	10,2	9,3	8,8	12,2	9,3	13,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,7	1,6	2,5	6,3	7,5	3,3	6,3	2,7
Dépôts et comptes courants	422,7	501,9	605,1	665,8	658,4	761,5	665,8	783,0
a) A vue	164,0	193,5	208,0	221,2	209,2	251,5	221,2	268,7
b) A un mois au plus	36,8	36,2	51,4	74,3	73,8	83,1	74,3	77,4
c) A plus d'un mois	96,9	105,2	151,1	169,0	176,3	179,0	169,0	177,0
d) A plus d'un an	15,0	19,1	17,5	13,9	14,3	17,3	13,9	17,7
e) A plus de deux ans	11,2	13,1	17,3	14,9	16,9	17,3	14,9	17,7
f) Carnets de dépôts	96,6	132,4	157,6	170,5	161,0	210,9	170,5	221,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,2	2,4	2,2	2,0	1,9	2,4	2,0	2,7
Obligations et bons de caisse	28,4	33,9	40,2	47,2	46,1	54,2	47,2	54,8
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,4	1,4	1,7	1,8	1,7	1,7	1,7
Divers	23,3	26,5	37,8	49,9	43,1	52,8	49,9	50,9
Total de l'exigible ...	875,2	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.531,4	1.706,3	1.564,9	1.774,8
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	3,7	3,6	3,3	3,6	3,7	8,7	3,6	8,4
<i>Non exigible :</i>								
Capital	21,7	22,8	25,4	27,2	26,7	27,9	27,2	28,1
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,1	4,2	5,6	5,7	5,6	3,1	5,7	3,2
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Réserve disponible	8,4	9,7	11,1	12,2	12,4	12,0	12,2	12,0
Autres réserves ³	—	—	—	—	—	4,8	—	4,8
Provisions	0,7	0,6	0,6	1,6	1,6	0,9	1,6	0,8
Total du non exigible ...	36,1	38,6	44,1	48,2	47,8	50,2	48,2	50,4
Total du passif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.582,9	1.765,2	1.616,7	1.833,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

³ Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1973 3 ^e trimestre	515,7	282,5	798,2	3,30	3,26	4,35
4 ^e trimestre	562,7	290,5	853,2	3,68	3,64	4,36
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
3 ^e trimestre	636,7	339,8	976,5	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	e 5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
1974 Novembre	654,6	356,2	1.010,8	4,03	4,20	e 4,85
Décembre	776,4	383,7	1.160,1	4,68	4,68	e 5,03
1975 Janvier	709,4	366,0	1.075,4	4,43	4,26	e 4,91
Février	662,9	483,2	1.146,1	3,88	4,05	6,43
Mars	649,5	398,0	1.047,5	3,82	3,82	5,00
Avril	759,6	423,3	1.182,9	4,40	4,23	5,23
Mai	722,8	461,8	1.184,6	3,85	4,01	5,33
Juin	732,0	407,5	1.139,5	3,86	3,86	4,90
Juillet	708,7	389,2	1.097,9	3,83	3,68	4,69
Août	605,6	353,5	959,1	3,21	3,21	4,36
Septembre	661,6	369,9	1.031,5	3,56	3,42	4,53
Octobre	743,3	400,8	1.144,1	4,30	3,98	4,96
Novembre	701,5	425,3	1.126,8	3,49	3,79	5,35

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 - *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	..	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Mars	15,7	8,7	...	...	0,9	21,6	...	...
Juin	13,8	9,1	...	...	2,5	17,0	1,9	2,5
Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Janvier	15,9	9,1	...	...	...	11,5	4,1	4,9
Février	16,1	9,1	...	...	...	12,0	5,2	3,7
Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Avril	16,2	9,1	...	...	...	12,1	0,2	8,4
Mai	15,9	9,1	14,3	...	...	9,5	7,3	17,9
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Juillet	14,7	7,2	...	...	...	7,0	1,2	9,5
Août	15,1	9,1	...	...	...	11,7	1,2	6,6
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Octobre	13,0	4,2	...	...	9,4	22,3	...	...
Novembre	12,5	0,2	...	...	13,3	21,4	...	...
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

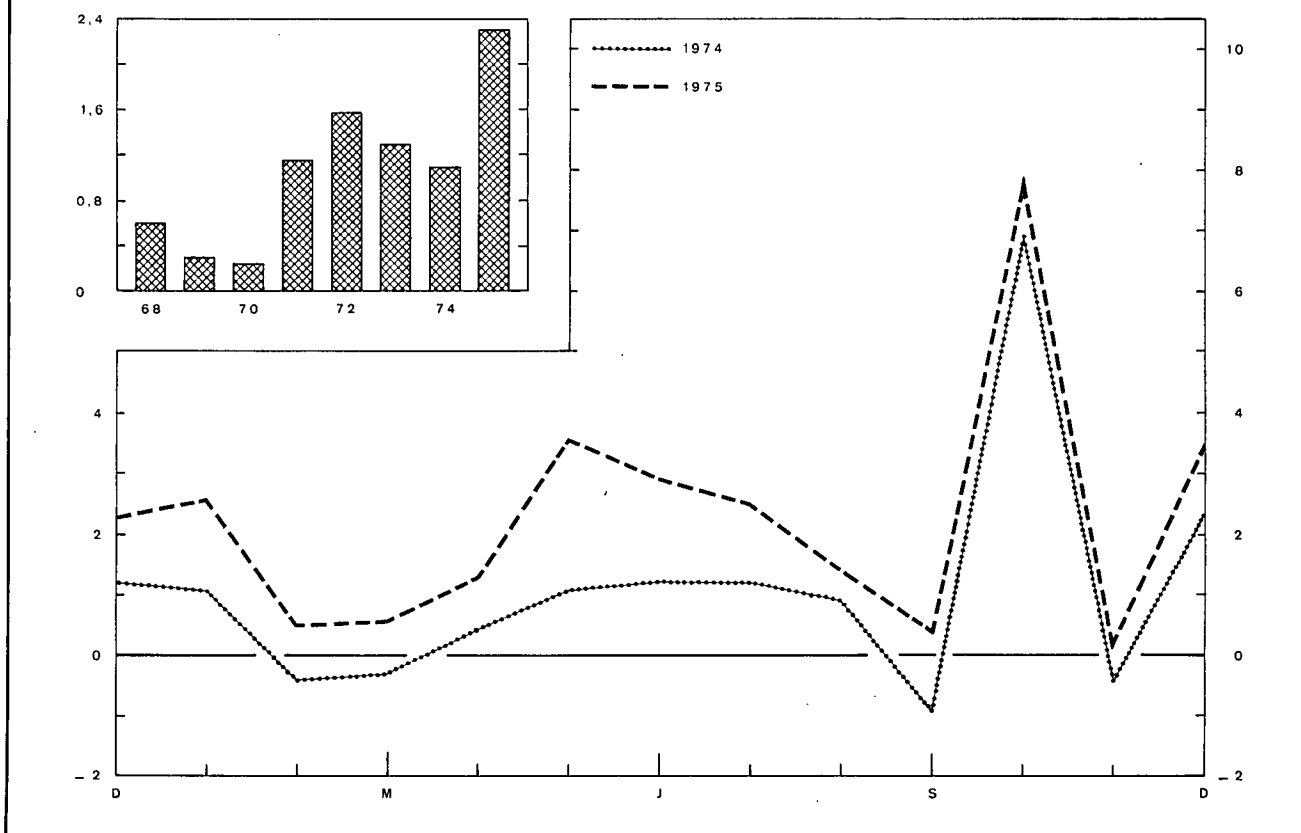
Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements

(moyennés mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts 1			Bons d'épargne 2	Total	
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Montant en circulation		
				à fin de période		
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1973 4 ^e trimestre	43,9	38,1	5,8	225,4	20,1	245,5
1974 1 ^{er} trimestre	43,0	42,6	0,4	225,8	23,1	248,9
2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	228,5	24,9	253,4
3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,0	3,8	252,3	35,2	287,5
2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
4 ^e trimestre	73,6	62,0	11,6	287,5	39,9	327,4
1974 Décembre	17,5	15,2	2,3	248,5	29,8	278,3
1975 Janvier	19,2	16,5	2,6	251,2	31,3	282,5
Février	17,2	16,7	0,5	251,7	33,1	284,8
Mars	17,4	16,8	0,6	252,3	35,2	287,5
Avril	19,1	17,8	1,3	253,6	36,4	290,0
Mai	20,0	16,4	3,6	257,2	37,0	294,2
Juin	21,5	18,6	2,9	260,1	37,8	297,9
Juillet	20,9	18,4	2,5	262,6	38,3	300,9
Août	16,7	15,3	1,4	264,0	38,9	302,9
Septembre	18,8	18,4	0,4	264,4	39,2	303,6
Octobre	30,3	22,4	7,9	272,3	39,6	311,9
Novembre	18,8	18,6	0,2	272,5	39,9	312,4
Décembre	24,5	21,0	3,5	287,5	39,9	327,4

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1975, les intérêts capitalisés s'élèvent à 11,5 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8
Avances à l'industrie	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5
Crédit agricole	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0
Acceptations bancaires	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0
Prêts au jour le jour .....	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7
Total ...	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2
Placements définitifs ² :									
Dette directe de l'Etat	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2
Prêts hypothécaires	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6
Crédit agricole	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7
Total ...	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4
Valeurs échues du portefeuille	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2
Divers	0,8	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7
Total de l'actif ...	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ³ :									
Particuliers	120,8	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7
Etablissements publics et autres	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8
Total ...	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5
Dépôts en comptes courants ³	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0
<i>Non exigible ²</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2
Divers	1,2	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7
Total du passif ...	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour

dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

³ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...	...
Total ...	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1	23,2
Réserves mathématiques ²	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		1,0	1,0	1,1
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1
Total ...	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3

¹ Le fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements

pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1
Total ...	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0
Fonds de réserve et de répartition	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9
Total ...	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9
2° garantis par banques et organismes financiers .	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1
3° dont le risque est à charge de l'Institution	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0
Placements divers à court terme	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0
Divers	5,3	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9
Total de l'actif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

PASSIF

Obligations	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1
Bons de caisse	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5
Divers	10,6	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3
Total du passif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 31 oct.	1975 31 oct.	1974 30 nov.	1975 30 nov.
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	2,0	4,3	3,0	2,4	1,0	2,3	0,8
2. Prêts au jour le jour	0,7	0,2	0,4	0,4	0,1	0,2	0,2	0,5
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	5,6	6,4	7,8	7,7	6,5	8,1	7,1	10,6
4. Créances à court terme	1,1	1,2	1,6	1,7	1,9	1,6	1,8	1,6
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,9	1,3	1,4	3,5	3,5	1,5	3,5	2,0
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	8,2	9,3	12,1	16,3	15,4	19,5	15,9	19,8
7. Portefeuille-titres et participations	63,8	82,8	93,1	103,0	101,2	132,4	101,5	132,0
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(1,6)	(2,6)	(1,5)	(2,3)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées 1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge 2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(24,2)	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(37,8)	(48,9)	(37,5)	(48,9)
c) Obligations de sociétés belges	(3,6)	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(8,2)	(12,6)	(8,2)	(12,7)
d) Actions de sociétés belges	(1,2)	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(2,3)	(2,9)	(2,3)	(2,9)
e) Autres titres et participations	(1,6)	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(2,4)	(3,0)	(2,3)	(3,0)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	83,5	93,6	109,8	126,4	124,1	138,1	125,0	139,6
9. Actionnaires ou sociétaires	1,1	1,4	1,6	1,9	2,1	2,3	2,1	2,3
10. Débiteurs divers	1,5	1,6	1,8	2,0	1,9	2,3	1,9	2,1
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,9)	(0,9)	(0,7)	(0,9)	(0,7)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)
autres	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,9)	(0,9)	(1,5)	(0,9)	(1,2)
11. Divers	1,1	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles	0,1	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1
2. Terrains et immeubles	2,2	2,5	3,2	3,6	3,6	4,0	3,6	4,1
3. Matériel et mobilier	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
III. Comptes transitoires ¹	2,9	4,3	5,2	6,4	4,3	6,4	4,9	7,0
Total de l'actif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	268,3	319,0	271,3	324,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 31 oct.	1975 31 oct.	1974 30 nov.	1975 30 nov.
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	89,1	113,2	136,7	155,6	145,9	176,2	147,0	180,0
Dépôts à 2 ans et plus	25,2	27,9	30,3	31,8	31,1	35,1	31,2	35,3
Obligations et bons de caisse	41,8	46,0	53,5	64,4	62,7	74,0	63,6	74,6
	156,1	187,1	220,5	251,8	239,7	285,3	241,8	289,9
II. Réserves techniques	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
III. Fonds de reconstitution	2,0	2,1	2,3	2,5	2,5	2,8	2,5	2,8
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	...	0,3	...	...
auprès d'intermédiaires financiers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
autres emprunts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I-8 de l'actif	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4
4. Autres engagements à court terme	0,4	0,5	0,6	0,5	0,2	0,2	0,3	0,3
5. Créiteurs divers	0,9	1,1	1,0	1,1	1,2	1,5	1,0	1,2
6. Provisions pour charges	0,3	0,5	0,6	0,5	0,6	1,3	0,7	1,4
7. Divers	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	3,5	4,1	4,1	4,1	3,8	4,9	3,8	4,5
V. Fonds propres :								
1. Capital	4,1	5,0	5,2	5,6	5,5	6,3	5,5	6,4
2. Réserve légale	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
3. Autres réserves	4,1	4,4	5,5	6,2	6,2	6,6	6,2	6,6
	8,5	9,8	11,2	12,3	12,2	13,4	12,2	13,5
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3
VII. Comptes transitoires ¹	3,0	3,5	4,1	5,2	8,6	11,1	9,5	11,8
Total du passif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	268,3	319,0	271,3	324,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »														
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements				Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total	créditeurs				débiteurs		
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1973 4 ^e trimestre	12,5	7,6	1,1	1,7	10,4	0,3	9,5	9,8	13,1	178,6	20,5	6,2	13,6	33,4	
1974 1 ^{er} trimestre	13,1	7,0	1,1	2,2	10,3	0,3	8,8	9,1	14,3	183,2	23,0	8,4	13,6	42,6	
2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2	
3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4	
4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9	
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9	
2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8	
3 ^e trimestre	17,6	9,6	1,4	2,3	13,3	0,3	11,9	12,2	18,7	227,2	23,2	5,9	29,1	47,3	
4 ^e trimestre	18,7	9,6	1,5	2,9	14,0	0,3	14,0	14,3	19,4	234,5	24,0	8,0	27,4	48,6	
1974 Décembre	16,1	2,1	0,4	1,0	3,5	0,2	3,9	4,1	15,5	204,4	18,0	8,6	18,7	15,6	
1975 Janvier	15,5	2,2	0,4	1,1	3,7	0,1	3,3	3,4	15,8	204,3	18,3	8,5	23,0	26,1	
Février	15,8	2,5	0,4	0,9	3,8	0,1	3,6	3,7	15,9	207,0	17,9	7,0	26,1	13,1	
Mars	15,9	1,9	0,4	0,9	3,2	0,1	3,5	3,6	15,5	209,1	19,0	7,9	22,5	19,7	
Avril	15,5	2,6	0,6	0,7	3,9	...	3,1	3,1	16,3	210,4	19,1	9,2	21,1	17,3	
Mai	16,3	2,6	0,4	0,6	3,6	0,1	3,0	3,1	16,8	213,3	22,0	7,4	22,4	13,1	
Juin	16,8	4,8	0,2	1,1	6,1	0,1	5,2	5,3	17,6	217,1	22,6	7,5	24,2	13,4	
Juillet	17,6	3,3	0,4	0,5	4,2	...	4,1	4,1	17,7	218,5	23,7	6,6	28,1	24,2	
Août	17,7	2,5	0,3	0,9	3,7	0,1	3,3	3,4	18,0	221,1	24,7	5,8	28,6	10,4	
Septembre	18,0	3,8	0,7	0,9	5,4	0,2	4,5	4,7	18,7	227,2	23,2	5,2	30,5	12,7	
Octobre	18,7	3,6	0,6	1,0	5,2	0,1	4,7	4,8	19,1	229,5	22,5	6,2	30,5	17,0	
Novembre	19,1	2,5	0,5	0,7	3,7	0,1	4,1	4,2	18,6	232,1	22,5	8,1	26,3	13,9	
Décembre	18,6	3,5	0,4	1,2	5,1	0,1	5,2	5,3	18,4	234,5	24,0	9,7	25,4	17,7	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Sources : M.A.E., Service des Assurances.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978	1974
ACTIF									
Immeubles	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3
Prêts hypothécaires	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4
Prêts sur polices	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5	} 26,7	} 28,8
Titres des organismes parastataux de crédit	6,3	6,9	8,1	8,2					
Titres des autres organismes parastataux	2,2	2,6	2,5	2,5					
Titres des provinces et communes	1,6	1,9	2,3	1,9					
Valeurs étrangères	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1
Obligations de sociétés belges	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9
Actions de sociétés belges	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9
Total des valeurs mobilières ...	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9
Réserves mathématiques ¹	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6

Sociétés étrangères

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978	1974
ACTIF									
Immeubles	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9
Prêts hypothécaires	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2	} 9,3	} 9,9
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,4	1,5	1,5					
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,0	1,1					
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,5	0,4					
Valeurs étrangères	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7
Actions de sociétés belges	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3
Total des valeurs mobilières ...	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	0,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 5,3	- 0,5	4,0	
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur 2					Titres non accessibles à tout placeur 4			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2) (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	— 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	— 2,9	62,7
	p 1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	1,9	1,9	...	9,7
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	2,5	2,9 ⁵	— 0,4	6,6
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	— 4,4	—	— 4,4	4,9	3,4	1,5	— 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	— 3,8	—	— 3,8	8,7	7,4	1,3	— 2,5
	p 1974	—	5,0	— 5,0	—	— 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,8	12,9	6,3	2,4	3,9	16,8
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	— 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	— 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	p 1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	— 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	— 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	p 1974	8,5	5,1	3,4	19,8	23,2	0,9	0,1	0,8	24,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,7	1,8	0,9	6,4
	p 1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	3,7	1,3	2,4	9,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	13,0	8,2	4,8	50,2
	1968	66,0	29,5	36,5	22,0	58,5	12,6	8,6	4,0	62,5
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,2	15,2	4,0	124,2
	p 1974	140,5	66,2	74,3	36,0	110,3	34,5	18,4	16,1	126,4

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1967 : - 5,8; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 3,5 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974 : « Intermédiaires financiers publics » : - 0,3, 2,2, - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7 et 0,6 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9, 3,7, 3,7 et 4,5 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ³ & ⁴	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
							141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Interc. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
							151.200			
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
							139.500			
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 j.	41.100	8,77	—	8,69
							175.100			
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	—	9,19	—	9,18

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes reprises de la République du Zaïre 3	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(18) = (11) + (12)	
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973													
Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
Septembre	568,4	16,3	50,6	58,5	693,8	5,6	...	5,6	699,4	63,2	762,6	1,0	763,6
Décembre	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974													
Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975													
Janvier	653,3	19,7	42,6	76,2	791,8	4,5	...	4,5	796,3	58,5	854,8	0,8	855,6
Février	647,9	19,7	69,1	66,6	803,3	4,5	...	4,5	807,8	58,1	865,9	0,7	866,6
Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
Avril	674,9	19,7	76,8	80,5	851,9	4,4	...	4,4	856,3	57,5	913,8	0,6	914,4
Mai	671,6	19,5	88,3	71,1	850,5	4,3	...	4,3	854,8	57,7	912,5	0,6	913,1
Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
Juillet	654,8	18,2	82,3	71,9	827,2	4,0	...	4,0	831,2	86,0	917,2	0,6	917,8
Août	652,8	17,7	91,0	69,1	830,6	3,9	...	3,9	834,5	85,8	920,3	0,5	920,8
Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	85,4	933,7	0,5	934,2
Octobre	687,0	17,6	67,9	71,5	844,0	3,9	...	3,9	847,9	85,6	933,5	0,5	934,0
Novembre	685,2	17,6	73,7	67,9	844,4	3,8	...	3,8	848,2	85,5	933,7	0,4	934,1
Décembre	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,2	85,1	928,4	0,4	928,8

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.
 2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.
 3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (8) - (9)	(11)	
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4	...
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.
 2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a.
 3 Variations de la colonne (18) du tableau XVI - 3a.
 4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.
 5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.
 6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la B.N.B. A partir d'octobre 1973 l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.
 7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (8) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-8.
 8 Réévaluation du mark allemand.
 9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).
 10 B.I.R.D.
 11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers ³	Total	Pour mémoire : Titres zalrois et titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion ⁴
	Etat ²	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur¹

1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,8
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974 p	611,1	71,2	—	124,9 ⁵	406,4	1.213,6 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1967	66,4	10,8	5,2	16,3	31,8	130,5	—
1968	67,0	11,9	4,2	16,5	34,8	134,4	—
1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	22,9	59,8	189,3	—
1974 p	80,1	30,0	3,2	27,1	63,1	203,5	—

Total

1967	364,4	43,8	5,2	55,7	197,1	666,2	11,3
1968	389,7	49,9	4,2	63,1	225,8	732,7	11,0
1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	143,8 ⁵	412,4	1.287,0 ⁵	—
1974 p	691,2	101,2	3,2	152,0 ⁵	469,5	1.417,1 ⁵	—

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les bons de caisse à un an au plus.

⁴ Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	
Titres accessibles à tout placeur¹										
1967	294,2	3,8	3,0	6,4	74,8	5,0	54,2	84,6	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	6,7	91,0	7,1	61,4	87,7	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	7,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	385,7	4,7	2,9	7,6	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	428,9	5,1	2,6	9,4	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 ⁴	471,9	6,2	2,7	11,2	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 ⁴	520,5	6,6	3,0	13,1	254,0	15,7	129,8	113,1	41,9	1.097,7
1974 ⁴ p	579,9	6,5	3,5	13,8	283,9	12,1	146,9	123,4	43,6	1.213,6
Titres non accessibles à tout placeur										
1967	5,8	0,4	0,1	2,6	64,2	—	23,6	32,9	0,9	130,5
1968	6,4	0,2	0,2	2,1	64,4	—	25,8	34,1	1,2	134,4
1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,3	32,8	11,6	189,3
1974 p	9,6	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,1	32,9	13,8	203,5
Total										
1967	300,0	4,2	3,1	9,0	139,0	5,0	77,8	117,5	10,6	666,2
1968	325,7	4,6	3,2	8,8	155,4	7,1	87,2	121,8	18,9	732,7
1969	353,0	4,7	3,2	9,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	395,1	5,1	3,2	10,0	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	438,1	5,4	2,9	12,2	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 ⁴	480,9	6,5	2,9	14,0	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 ⁴	528,9	6,8	3,2	16,3	335,6	15,7	181,1	145,9	53,5	1.287,0
1974 ⁴ p	589,5	6,8	3,7	17,7	369,6	12,1	204,0	156,3	57,4	1.417,1

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

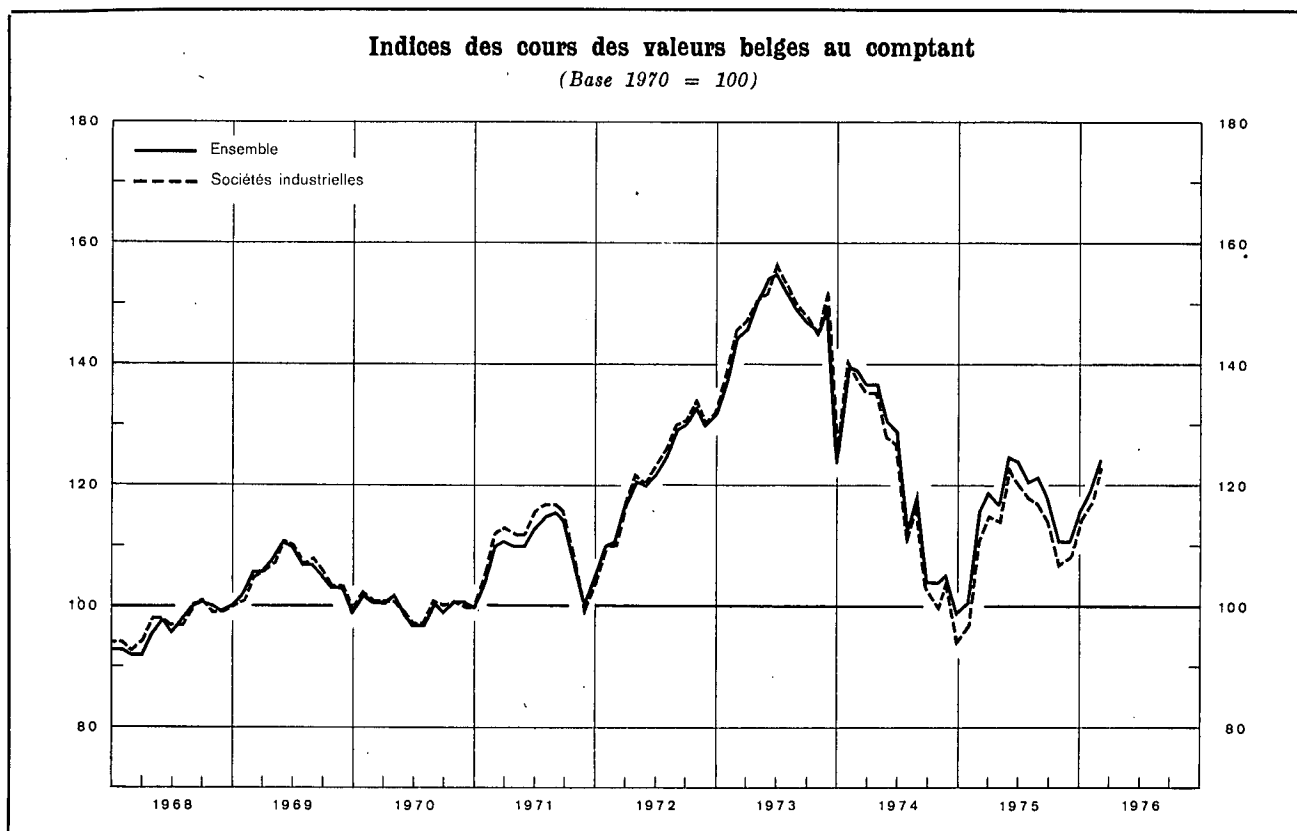
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLI^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1		Indices des cours 2				Taux de rendement 3					
			Au comptant		A terme	Ensemble		Sociétés industrielles				
			Ensemble	Sociétés industrielles		Ensemble	Sociétés industrielles					
(Base 1970 = 100)					en p.o.							
1968	134		97	97	92			3,8		3,8		
1969	149		105	106	105			3,7		3,4		
1970	112		100	100	100			4,9		5,2		
1971	169		110	111	103			5,2		5,9		
1972	199		123	124	118			4,1		3,9		
1973	276		147	148	144			3,8		3,7		
1974	185		121	119	125			5,3		5,4		
1975	205		117	113	123			5,8		6,6		
		1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	
Janvier	165	316	101	119	97	117	104	125	5,9	5,3	6,3	5,9
Février	197		116	124	111	123	122	131	5,8		6,3	
Mars	197		119		115		125		5,8		6,3	
Avril	226		117		114		125		5,5		5,8	
Mai	277		125		123		133		5,8		6,6	
Juin	243		124		121		135		5,8		6,4	
Juillet	229		121		118		130		5,5		6,5	
Août	169		122		117		127		5,5		6,7	
Septembre	185		118		114		122		5,9		7,2	
Octobre	172		111		107		113		6,0		7,3	
Novembre	207		111		108		114		5,8		6,9	
Décembre	193		116		114		122		5,8		6,9	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	54,4	3,3

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	4,8	0,2

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...

Notes - voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3

Electricité

1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5

Industrie du charbon

1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	148,6	8,5

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	5,1	0,2

C. — Total général ⁶

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	153,7	8,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 1 ^{er} mois	185	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	429	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,2
3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
4 premiers mois	5.281	124,7	83,0	17,4	3,6	7,4	2,5
5 premiers mois	10.492	264,3	149,4	34,1	9,0	14,7	3,0
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
7 premiers mois	14.560	363,0	213,5	47,9	11,4	21,9	4,1
8 premiers mois	14.812	366,0	214,9	48,4	11,5	22,1	4,5
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
10 premiers mois	15.817	380,1	228,4	51,1	12,1	22,9	5,6
11 premiers mois	16.200	386,4	233,4	52,2	12,3	23,4	6,2
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7

Notes - voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 1 ^{er} mois	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	32	2,5	0,7	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	84	21,8	11,2	2,6	...	1,9	0,2
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
7 premiers mois	187	41,9	28,5	5,0	0,2	3,5	0,2
8 premiers mois	190	42,3	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
10 premiers mois	209	44,0	29,9	5,2	0,2	3,6	0,2
11 premiers mois	216	45,2	30,7	5,2	0,2	3,7	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2

C. — Total général ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 1 ^{er} mois	186	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	431	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,3
3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
4 premiers mois	5.313	127,2	83,7	17,5	3,6	7,5	2,6
5 premiers mois	10.576	286,2	160,6	36,7	9,0	16,6	3,2
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
7 premiers mois	14.747	404,9	242,0	52,9	11,6	25,4	4,3
8 premiers mois	15.002	408,3	243,8	53,4	11,7	25,6	4,7
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
10 premiers mois	16.026	424,1	258,3	56,3	12,3	26,5	5,8
11 premiers mois	16.416	431,6	264,1	57,4	12,5	27,1	6,4
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	— 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	p 15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	p 28,9	43,2
1972	40,8	.....	p20,3	p 3,7	p16,6	p 4,6	p21,2	.....	p 50,9

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	— 0,4	...	— 0,4	— 0,4	— 0,4
1971	4,4	p 2,6	0,2	1,6	— 1,4	...	— 1,4	p 1,2	1,2
1972	0,5	.....	p 2,9	p 0,1	p 2,8	p ...	p 2,8	.....	p 2,9

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	p 17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	p 30,1	44,4
1972	41,3	.....	p23,2	p 3,8	p19,4	p 4,6	p24,0	.....	p 53,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1973 6 premiers mois	15,4	6,7	6,9	13,6	1,3	0,2	...	0,2
9 premiers mois	20,8	9,3	9,3	18,6	9,0	0,3	...	0,3
12 mois	39,1	16,7	<i>p</i> 12,6	<i>p</i> 29,3	9,4	0,3	<i>p</i> ...	<i>p</i> 0,3
1974 3 premiers mois . <i>p</i>	6,5	3,2	1,0	4,2	...	...	...	...
6 premiers mois . <i>p</i>	21,1	7,2	4,0	11,2	...	...	...	...
9 premiers mois ... <i>p</i>	31,3	12,8	4,3	17,1	...	...	...	...
12 mois <i>p</i>	49,8	19,2	9,3	28,5	...	...	...	...
1975 3 premiers mois ... <i>p</i>	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
6 premiers mois ... <i>p</i>	17,7	6,2	12,7	18,9	...	...	...	...
1974 Août <i>p</i>	2,1	0,8	0,2	1,0	...	...	...	...
Septembre <i>p</i>	3,3	1,1	...	1,1	...	...	...	...
Octobre <i>p</i>	3,6	1,5	4,0	5,5	...	...	...	...
Novembre <i>p</i>	3,8	2,4	...	2,4	...	...	...	...
Décembre <i>p</i>	11,1	2,5	1,0	3,5	...	...	...	...
1975 Janvier <i>p</i>	2,2	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Février <i>p</i>	1,8	0,6	0,8	1,4	...	...	...	...
Mars <i>p</i>	2,8	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Avril <i>p</i>	2,8	0,7	2,3	3,0	...	...	...	...
Mai <i>p</i>	3,1	0,7	2,5	3,2	...	...	...	...
Juin <i>p</i>	5,0	1,7	7,1	8,8	...	...	...	...
Juillet <i>p</i>	2,9	2,1	0,8	2,9	...	...	...	...
Août <i>p</i>	1,4	0,8	0,8	1,6	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (8), (5) et (7) voir le tableau XVII-4).

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES (1) ET PARTICULIERS

ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine (2)

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation 5 (12)	
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total 3 (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers			Total (10) = (5) à (9)
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1969	2,8	1,5	214,5	218,8	147,8	56,9	107,4	80,4	0,9	393,4	612,2	24,0
1970	2,7	1,7	243,6	248,0	169,1	62,6	112,5	90,9	0,7	435,8	683,8	29,1
1971	3,7	2,1	279,4	285,2	182,3	70,9	120,8	100,7	1,0	475,7	760,9	38,1
1972	3,9	3,8	338,5	346,2	190,8	79,0	138,8	116,2	1,8	526,6	872,8	47,1
1973	4,0	8,2	395,6	407,8	212,2	88,3	161,6	136,2	1,9	600,2	1.008,0	52,6
1974	3,5	7,8	448,6	459,9	240,4	98,0	180,2	158,1	1,5	678,2	1.138,1	58,4
1973 Mars 4	3,6	3,0	345,2	351,8	198,2	82,1	145,1	120,3	1,7	547,4	899,2	46,4
Juin 4	2,5	5,0	361,0	368,5	203,5	84,9	151,4	125,4	1,5	566,7	935,2	45,3
Septembre 4	1,9	6,2	378,2	386,3	208,1	87,2	155,9	130,4	1,8	583,4	969,7	45,6
Décembre .	4,0	8,2	395,6	407,8	212,2	88,3	161,6	136,2	1,9	600,2	1.008,0	52,6
1974 Mars 4	3,1	6,4	411,4	420,9	220,3	91,7	166,1	141,6	1,9	621,6	1.042,5	54,1
Juin 4	1,8	9,4	420,8	432,0	225,9	94,9	171,5	148,6	1,8	642,7	1.074,7	53,8
Septembre .	1,5	12,8	427,6	441,9	233,5	97,9	176,3	152,8	1,6	662,1	1.104,0	54,0
Décembre .	3,5	7,8	448,6	459,9	240,4	98,0	180,2	158,1	1,5	678,2	1.138,1	58,4
1975 Mars 4	3,1	6,9	457,4	467,4	243,4	101,6	183,6	161,5	1,1	691,2	1.158,6	62,2
Juin	1,9	9,1	474,9	485,9	250,4	104,9	187,2	168,3	1,0	711,8	1.197,7	65,1
Septembre .	1,0	12,6	487,2	500,8	254,0	107,7	192,2	174,2	1,3	729,4	1.230,2	63,6

1 Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

2 Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

3 Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

4 Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

5 Non compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

N. B. — Les données publiées dans ce tableau forment une nouvelle série non comparable à celle publiée avant janvier 1970 (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIIe année, tome I, no 1, janvier 1970).

XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes annuelles	Milliards de francs 1
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1973 4 ^e trimestre ..	9,7
1974 1 ^{er} trimestre ..	9,3
2 ^e trimestre ..	10,4
3 ^e trimestre ..	12,0
4 ^e trimestre ..	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ..	7,0
2 ^e trimestre ..	8,0
3 ^e trimestre ..	10,7
4 ^e trimestre ..	13,0

1 Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1973 4 ^e trimestre	5,2	0,3	4,4	3,5	3,2	2,5	0,7	9,9
1974 1 ^{er} trimestre	5,8	...	4,5	2,9	6,1	0,9	0,4	10,3
2 ^e trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
3 ^e trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
4 ^e trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,3	4,1	...	10,4	1,0	15,5
2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
3 ^e trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
4 ^e trimestre	6,5	7,5	3,2	4,0	...	12,1	1,1	17,2
1975 Janvier	8,6	0,5	3,8	3,0	0,1	9,1	0,7	12,9
Février	3,6	8,5	3,1	6,2	...	8,2	0,8	15,2
Mars	8,0	7,0	3,3	3,1	...	13,7	1,5	18,3
Avril	9,6	1,0	3,2	2,7	...	10,1	1,0	13,8
Mai	4,3	9,0	4,0	6,8	...	9,4	1,1	17,3
Juin	6,9	4,7	3,8	3,5	...	10,7	1,2	15,4
Juillet	8,3	2,9	3,2	3,1	1,3	9,0	1,0	14,4
Août	4,1	6,5	3,4	5,0	...	8,4	0,6	14,0
Septembre	5,0	5,5	3,9	4,2	...	9,4	0,8	14,4
Octobre	4,9	9,7	2,5	5,4	...	10,3	1,4	17,1
Novembre	6,8	8,9	3,9	3,2	...	15,7	0,7	19,6
Décembre	7,7	3,9	3,3	3,4	...	10,3	1,2	14,9
1976 Janvier	7,2	3,6	3,8	3,4	0,2	10,0	1,0	14,6

* Du 17 novembre 1969 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1973 3 ^e trimestre	139,8	2,1	22,1	23,7	187,7
4 ^e trimestre	141,8	2,7	22,5	29,7	196,7
1974 1 ^{er} trimestre	153,9	0,8	27,2	29,0	210,9
2 ^e trimestre	164,0	1,4	28,7	27,9	222,0
3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0
3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parasétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intermédiaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.
⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	En pour cent des moyens d'action retenus 1	Montants (2)		Effets visés 2	Effets non visés réescomptés 3	Total (5) = (3) + (4)				A 6 (2a)	B 6 (2b)	Total (6) = (2a) + (2b)
							(milliards de francs)			
1969	12	44,0		29,7	4,2	33,9			10,1	
1970	9	38,0		20,7	6,2	26,9			11,1	
1971	9	43,9		19,0	9,4	28,4			15,5	
1972	8	46,2		20,4	14,6	35,0			11,2	
1973 Septembre ...	6 1/2	42,6		17,4	17,0	34,4			8,2	
Décembre ...	5 1/2	37,8		14,4	18,0	32,4			5,4	
1974 Mars	5 1/4	37,4 ⁴		13,8 ⁴	18,5 ⁴	32,3 ⁴			5,1 ⁴	
Juin	4 1/2	32,1 ⁵		2,6 ⁵	25,6 ⁵	28,2 ⁵			3,9 ⁵	
		Sous-plafond A 6 (2a)	Sous-plafond B 6 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 6 (3)	Sous-plafond B 6 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 6 (6a)	Sous-plafond B 6 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)
Septembre ...	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2
Décembre ...	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1
1975 Janvier	4	15,8	15,8	31,6	14,2	12,0	26,2	1,6	3,8	5,4
Février	4 1/4	24,1	10,3	34,4	17,6	7,1	24,7	6,5	3,2	9,7
Mars	4 1/4	24,1 ⁷	10,3 ⁷	34,4 ⁷	14,8 ⁷	6,3 ⁷	21,1 ⁷	9,3 ⁷	4,0 ⁷	13,3 ⁷
Avril ⁸	4 3/4	—	—	38,3	—	—	26,8	—	—	11,5
Mai	4 3/4	—	—	38,4 ⁹	—	—	25,7 ⁹	—	—	12,7 ⁹
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4
Juillet	4 3/4	—	—	39,3	—	—	18,7	—	—	20,6
Août	5 1/4	—	—	39,3 ¹⁰	—	—	17,5 ¹⁰	—	—	21,8 ¹⁰
Septembre ...	5 1/4	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8
Octobre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	29,3	—	—	13,8
Novembre ...	5 1/4	—	—	46,4 ¹¹	—	—	28,8 ¹¹	—	—	17,6 ¹¹
Décembre ...	5 1/4	—	—	49,5	—	—	26,1	—	—	23,4
1976 Janvier	5 1/4	—	—	50,6 ¹²	—	—	27,6 ¹²	—	—	23,0 ¹²

1 Formule générale uniquement. Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :
a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);
b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;
c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 Situation au 29 mars 1974.

5 Situation au 28 juin 1974.

6 Du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);
— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux

taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

Du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

7 Situation au 28 mars 1975.

8 La répartition en sous-plafonds A et B, dont question à la note 6, ayant été supprimée, chaque banque dispose, depuis le 1er avril 1975, d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement auprès de la B.N.B., aux taux d'escompte officiels de celle-ci, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir;
— soit auprès de l'I.R.G. et aux taux et autres conditions fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant maximum un an à courir.

9 Situation au 30 mai 1975.

10 Situation au 29 août 1975.

11 Situation au 28 novembre 1975.

12 Situation au 30 janvier 1970.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin*

de la Banque Nationale de Belgique. XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — L^e année, tome I, n° 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit 7			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 1	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 1	autres effets publics 2	Dates des changements	Taux		
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque								
Taux en vigueur au 31-12-1968	4,50	4,50	4,00		5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	1974 8 juillet	13,25	
			pays de la C.E.E.	autres pays								15 juillet	14,00	
												16 juillet	13,75	
												17 juillet	13,50	
1969 1 ^{er} janvier	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	23 juillet	13,00	
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25	14 août	13,25	
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00	19 août	13,00	
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50	22 août	12,75	
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00	3 septembre ...	12,50	
31 juillet	7,00							9,00	8,50	8,75	9,00	6 septembre ...	12,00	
18 septembre ...	7,50							9,50	9,00	9,25	9,50	18 septembre ...	11,75	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 3 ou certifiées 4 représentatives d'opérations de commerce extérieur												10 octobre	11,50
1970 1 ^{er} juin	7,50							9,50	9,00	9,25	9,50	21 octobre	11,25	
22 octobre	7,00							9,00	8,50	8,75	9,00	29 octobre	11,00	
10 décembre	6,50							8,50	8,00	8,25	8,50	30 octobre	10,75	
1971 25 mars	6,00							7,50	7,00	7,25	7,50	4 novembre	10,50	
23 septembre ...	5,50							7,00	6,50	6,75	7,00	5 novembre	10,25	
1972 6 janvier	5,00							6,50	6,00	6,25	6,50	1975 10 janvier	10,00	
3 février	4,50							6,00	5,50	5,75	6,00	13 janvier	9,75	
2 mars	4,00							5,00	5,00			30 janvier	9,25	
23 novembre ...	4,50							5,50	5,50			13 mars	8,25	
21 décembre	5,00							6,00	6,00			15 avril	8,00	
1973 10 mai	5,50							7,00	7,00			25 avril	7,75	
5 juillet	6,00							7,50	7,50			16 mai	7,50	
2 août	6,50							8,00	8,00			29 mai	7,00	
4 octobre	7,00							8,50	8,50			17 juin	6,75	
29 novembre ...	7,75							8,50	8,50			9 juillet	7,00	
1974 1 ^{er} février	8,75							9,50	9,50			21 août	6,50	
	5							5	6			1976 30 janvier	7,50	
8 juillet	8,75							9,50	9,50			11 février	8,00	
1975 30 janvier	8,25							9,00	9,00			24 février	7,50	
13 mars	7,50							8,00	8,00					
24 avril	7,00							7,50	7,50					
29 mai	6,50							6,50	6,50					
21 août	6,00							6,00	6,00					

1 Quotité maximum : 95 p.c.

2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges. Quotité maximum : 80 p.c.

3 Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

4 La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

5 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975 et à partir du 12 février 1976, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de récompte A (cf. tableau XVIII-3).

6 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

7 Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶				
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois		
	(fin de période)			6	6						
1968	2,84										
1969	5,40										
1970	6,25										
1971	3,70										
1972	2,48										
1973	4,81										
1974	9,25										
1975	4,63										
1973 4 ^e trimestre	7,11										
1974 1 ^{er} trimestre	8,50										
2 ^e trimestre	9,45										
3 ^e trimestre	9,86										
4 ^e trimestre	9,25										
1975 1 ^{er} trimestre	5,15										
2 ^e trimestre	4,55										
3 ^e trimestre	4,79										
4 ^e trimestre	4,11										
1975 Janvier	6,47										
Février	5,46										
Mars	3,92										
Avril	4,53										
Mai	4,77										
Juin	4,30										
Juillet	4,93										
Août	5,10										
Septembre	4,33										
Octobre	4,50										
Novembre	3,88										
Décembre	3,94										
1976 Janvier	3,99										
		1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
		1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
		1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
		1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
		1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
		1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
		1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
		1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
		1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1973 11 déc.	*	*	8,10
		1973 4 ^e trim.	7,05	7,35	7,65	7,95	7,89	1974 11 mars	9,50	*	8,50
		1974 1 ^{er} trim.	8,50	8,75	9,00	9,40	8,55	11 juin	*	*	*
		2 ^e trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87	10 sept.	12,00	11,75	9,00
		3 ^e trim.	11,50	11,75	11,75	12,00	11,96	10 déc.	*	*	*
		4 ^e trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	1975 11 févr.	9,50	9,25	*
		1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	11 mars	8,00	*	*
		2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	8 avril	7,75	8,00	*
		3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	13 mai	7,50	7,50	*
		4 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	10 juin	6,50	6,75	*
		1975 Janv.	9,00	9,25	9,50	10,00	10,68	8 juill.	6,50	6,75	*
		Févr.	8,00	8,25	8,50	9,00	9,40	12 août	6,75	7,00	*
		Mars	6,90	7,15	7,30	7,40	7,71	9 sept.	6,75	7,00	*
		Avril	6,75	7,00	7,15	7,25	7,30	14 oct.	6,75	6,90	*
		Mai	6,20	6,40	6,60	6,75	7,10	13 nov.	6,75	6,90	*
		Juin	5,25	5,50	6,00	6,25	6,37	9 déc.	6,75	*	*
		Juill.	5,75	6,00	6,25	6,50	6,41	1976 13 janv.	6,75	6,90	*
		Août	5,55	5,80	6,05	6,20	6,44	10 févr.	7,10	*	*
		Sept.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				
		Oct.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				
		Nov.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				
		Déc.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				
		1976 Janv.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par des banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1969	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paic-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au ¹.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1967	—	—	6,76	6,81	2	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,98
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,18
1973 Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66	8,34
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,98
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,18
Février	8,74	9,20	9,24	9,51	10,78	9,26
Mars	8,23	8,74	8,79	9,04	10,27	8,80
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Mai	8,21	8,35	8,42	8,69	9,83	8,48
Juin	7,94	7,91	8,09	8,31	9,84	8,14
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Août	8,00	7,90	8,21	8,29	9,94	8,21
Septembre	8,18	8,20	8,41	8,47	9,98	8,41
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
Novembre	8,12	8,41	8,50	8,65	10,28	8,51
Décembre	8,12	8,33	8,53	8,66	10,24	8,52
1976 Janvier	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
Février	8,38	8,43	8,80	8,96	10,32	8,75

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ...	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956 :

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-72 ...		4,50		4,50		7,50		9,00		5,50		4,00		4,75		3,75
1973 Janvier ...	12	5,00	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars							23	8,50								
Avril							13	8,00					9	5,25		
Avril							19	8,25								
Mai	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin	1	7,00	11	6,50			22	7,50			4	4,50	11	6,25		
Juin										28	5,00					
Juillet ...			2	7,00	5	8,50	20	9,00		18	6,00					
Juillet ...							27	11,50								
Août			14	7,50	2	9,50					8	6,50	7	6,75		
Septembre .					20	11,00			17	9,50			13	7,25		
Octobre ..							19	11,25			16	7,00				
Novembre .							13	13,00								
Décembre .											6	8,00				
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars									20	12,00						
Avril							5	12,25								
Avril			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai							24	11,75					13	8,75		
Juin					20	13,00										
Juillet ...													24	9,25		
Septembre .							20	11,50								
Octobre ..	25	6,50									28	7,00				
Novembre .													18	8,75		
Décembre .	20	6,00	9	7,75					27	11,00						
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25						13	8,25	
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars							21	10,00								
Avril					10	10,00	18	9,75								
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50
Juin					5	9,50										
Juillet ...							25	11,00								
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre .	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50	3	9,00	29	3,50
Octobre ..							3	12,00							29	3,00
Novembre .							14	11,75								
Novembre .							28	11,50								
Décembre .							24	11,25								
1976 Janvier ..			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ..							16	10,75								
Janvier ..							23	10,50								
Janvier ..							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00 ⁶				
Février ...									25	11,00						

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 En principe, la Bank of England annonce chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 Le 1er septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 10 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1er mars 1974. A partir du 13 décembre 1973, ce taux pénalisateur ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1er mars 1974, il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 4,50 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1974 5 décembre	1975 4 décembre	1975 9 janvier	1976 8 janvier
ACTIF					
Or et créances sur l'étranger	42.896	41.943	104.726	99.026	100.312
Or	} 35.230	} 36.485	} 69.183	} 75.583	} 63.168
Disponibilités à vue à l'étranger					
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes (1) (2)					
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank	7.324	5.116	7.578	7.942	4.958
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M.	342	342	158	287	136
Créances sur le Trésor	6.944	19.535	18.061	7.582	17.726
Monnaies divisionnaires	110	157	70	201	226
Comptes courants postaux	134	452	241	394	203
Concours au Trésor Public (3) (4)	6.700	18.926	16.882	6.816	16.350
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M.	—	—	868	171	947
Créances provenant d'opérations de refinancement	111.710	81.629	46.270	108.005	54.039
Effets escomptés (5)	14.032	14.037	17.884	13.867	18.078
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations (5)	81.785	61.098	22.044	80.814	29.443
Avances sur titres	58	48	51	44	43
Effets en cours de recouvrement	15.835	6.446	6.291	13.280	6.475
Divers	2.600	2.530	2.991	2.633	3.153
Total ...	164.150	145.637	172.048	217.246	175.230

PASSIF

Billets en circulation	96.955	96.677	103.992	97.023	106.529
Comptes créditeurs extérieurs	5.270	5.080	6.414	4.849	6.720
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.195	1.005	1.003	909	828
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.694	2.411	2.621	2.540
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	1.381	1.381	3.000	1.319	3.352
Compte courant du Trésor public	3.022	1	1	1	5.353
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	47.720	33.457	5.245	49.436	5.860
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	44.801	31.355	3.624	47.436	3.655
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.919	2.102	1.621	2.000	2.205
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	—	49.568	55.970	43.553
Capital et fonds de réserve	1.021	1.021	1.243	1.021	1.243
Divers	10.162	9.401	5.585	8.946	5.972
Total ...	164.150	145.637	172.048	217.246	175.230

(1) Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

(2) Concours au Fonds Monétaire	2.487	2.505	2.988	2.318	3.348
Acquisition de droits de tirage spéciaux	1.123	1.123	1.224	1.093	1.379
Autres opérations	3.714	1.488	3.366	4.530	231

(3) Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

(4) Montant maximum des concours au Trésor public : 28,4 milliards de F, dont 13,4 milliards de F non rémunérés.

(5) Décomposition des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2.682	487	18.590	2.782	18.185
Obligations	21	21	15	21	15
Bons à moyen terme	5.037	3.080	644	5.000	707
Crédits à moyen terme	24.057	25.394	21.094	24.605	21.860
— Prêts spéciaux à la construction	90	90	25	90	25
— Crédits à l'exportation	14.038	14.037	17.884	13.867	18.078
— Autres crédits	10.834	11.267	4.085	10.048	3.757
Crédits à court terme	63.120	46.153	3.685	62.264	6.754
— Crédits à l'exportation	11.401	9.879	1.682	10.488	2.597
— Autres crédits	51.719	36.774	2.003	51.776	4.157

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1975 February 28	1974 December 4	1975 December 10	1975 January 8	1976 January 7
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	---------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.217	3.486	3.513	4.625	5.145	5.419	5.240	5.524
Other Securities	497	703	1.076	739	244	720	224	615
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.400	6.150	5.475	6.150

Notes Issued :								
In Circulation	3.698	4.187	4.573	5.355	5.380	6.138	5.467	6.127
In Banking Department	27	13	27	20	20	12	8	23
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.400	6.150	5.475	6.150

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	419	1.096	1.645	949	1.265	1.406	1.371	1.298
Advances and Other Accounts	27	37	155	452	195	264	294	285
Premises, Equipment and Other Securities	94	88	188	200	149	84	144	83
Notes	27	14	27	20	20	12	8	23
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.629	1.766	1.817	1.689

Capital	15	14	15	15	15	15	15	15
Rest	—	—	—	—	—	—	—	—
Public Deposits	56	60	82	64	17	20	18	20
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	714	1.368	936	927	989	934	980
Bankers Deposits	199	177	250	217	327	322	261	328
Reserves and other Accounts	297	270	300	389	343	420	589	346
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.629	1.766	1.817	1.689

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1971 December 31	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1974 December 4	1975 December 10	1975 January 8	1976 January 7
ASSETS								
Gold certificate account	9.875	10.303	11.460	11.652	11.460	11.599	11.652	11.559
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	400	400	500	400	500
Cash	261	313	271	240	244	363	248	375
Discounts and advances	39	1.981	1.258	298	314	33	125	41
Acceptances :								
Bought outright	80	70	68	579	437	724	588	742
Held under repurchase agreement	181	36	...	420	171	...	6	212
Federal agency obligations :								
Bought outright	485	1.311	1.937	4.702	4.342	6.072	4.688	6.072
Held under repurchase agreement	101	13	42	511	309	...	...	177
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	30.156	29.664	36.897	36.765	34.077	33.473	34.730	35.228
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	35.554	36.681	38.412	40.009	39.714	43.765	40.024	43.989
Bonds	3.286	3.463	3.149	3.284	3.254	5.448	3.234	5.521
Total bought outright ...	68.996	69.808	78.458	80.058	77.105	82.686	78.038	84.738
Held under repurchase agreement	1.222	98	58	443	515	...	...	885
Total U.S. Government securities ...	70.218	69.906	78.516	80.501	77.620	82.686	78.038	85.623
Total loans and securities	71.104	73.317	81.821	87.011	83.193	89.515	83.445	92.867
Cash items in process of collection	11.887	9.172	7.954	8.312	8.607	8.305	8.394	9.570
Bank premises	150	194	223	263	259	319	264	321
Operating equipment	—	—	—	—	—	12	—	13
Other assets	918	1.066	929	2.932	2.688	3.971	3.196	3.109
Total assets ...	94.595	94.765	103.058	110.810	106.851	114.584	107.599	118.354
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	53.819	58.757	64.262	70.916	69.688	76.509	69.958	76.437
Deposits :								
Member bank reserves	27.788	25.647	27.060	25.825	25.766	26.894	27.211	29.590
U.S. Treasurer - general account	2.020	1.855	2.542	3.113	1.568	1.032	741	2.246
Foreign	294	325	251	418	411	238	381	244
Other	999	840	1.419	1.275	841	1.846	766	909
Total deposits :	31.101	28.667	31.272	30.631	28.586	30.010	29.099	32.989
Deferred availability cash items	7.544	5.198	4.855	6.328	5.386	4.972	5.484	5.860
Other liabilities and accrued dividends ...	647	557	981	1.141	1.349	1.075	1.138	1.098
Total liabilities ...	93.111	93.179	101.370	109.016	104.989	112.566	105.679	116.384
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	742	793	844	897	895	922	897	929
Surplus	742	793	844	897	844	897	897	928
Other capital accounts .....	...	...	...	...	123	199	126	113
Total liabilities and capital accounts ...	94.595	94.765	103.058	110.810	106.851	114.584	107.599	118.354
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	254	179	581	981	1.590	...	757	...

¹ Consolidated statement of condition of twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1974 9 december	1975 8 december	1975 6 januari	1976 5 januari
ACTIVA								
Goud	6.875	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.287	4.557	9.339	8.782	9.884	9.229	8.476	9.112
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. Reservepositie in het I.M.F.	2.063	2.352	1.595	1.630	1.630	1.637	1.480	1.638
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	17	171	134	62	43	335	36	224
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.681	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	180	673	1.256	1.258	982	1.261	1.387	1.475
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	37	19	13	13	12	12	12
Belegging van kapitaal en reserves	345	382	424	462	462	515	462	515
Gebouwen en inventaris	179	195	195	235	208	235	208	235
Diverse rekeningen	182	104	140	870	797	84	1.161	80
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	22.058	22.228	21.417	22.490

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	10.251	11.251	11.873	12.827	12.424	14.185	12.707	14.426
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.080	1.944	3.757	4.971	5.836	3.559	4.930	3.569
's Rijks schatkist	1.001	1.858	3.694	4.890	5.770	3.472	4.889	3.417
Banken in Nederland	39	47	26	34	23	12	8	100
Andere ingezetenen	40	39	37	47	43	75	33	52
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	152	358	388	159	157	149	156	148
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	128	224	282	84	96	102	80	51
Andere niet-ingezetenen	24	134	106	75	61	47	76	97
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet van het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	52	1.574	1	959	7	1	5
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	587	856	793	793	793	744	720	744
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	357	404	404	442	442	495	442	495
Diverse rekeningen	386	415	780	1.030	985	1.669	1.041	1.683
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	22.058	22.228	21.417	22.490

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	14	14	14	13	13	13	13	13
--	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1971 dicembre	1972 dicembre	1973 dicembre	1974 dicembre	1974 ottobre	1975 ottobre	1974 novembre	1975 novembre
ATTIVO								
Oro	1.802	1.802	1.804	1.804	1.804	1.804	1.804	1.804
Cassa ¹	45	67	76	107	304	185	103	95
Portafoglio	9	44	93	156	106	10	89	12
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	1.047	1.104	1.142	1.178	1.178	1.218	1.179	1.219
Anticipazioni ³	885	2.312	2.033	3.058	2.300	1.384	3.044	1.638
Attività verso l'estero in valuta	2	2	3	6	7	6	8	7
Ufficio italiano dei cambi	2.970	2.518	5.655	7.696	8.480	9.143	8.445	9.173
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	4.462	5.246	6.251	10.677	9.354	14.014	10.033	15.943
Certificati di credito del Tesoro	—	—	—	1.748	—	55	—	47
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵	385	438	525	556	582	659	582	661
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.380	1.908	2.913	2.962	3.356	4.440	2.506	2.530
Servizi diversi per conto dello Stato	357	499	650	747	730	327	730	327
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	217	275	292	317	244	337	247	372
Spese	325	371	429	508	293	506	301	516
Totale attivo ...	14.225	16.925	22.205	31.859	29.077	34.427	29.410	34.683

PASSIVO

Circolazione dei biglietti ⁶	7.281	8.748	10.029	11.160	9.757	11.299	9.804	11.380
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷ ...	106	316	148	178	130	69	116	69
Conti correnti liberi ⁸	266	180	650	547	103	1.343	110	976
Conti correnti vincolati	4.327	4.336	5.384	6.639	6.605	11.197	6.565	11.568
Conti speciali	—	—	—	1.748	—	80	—	61
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	623	1.377	3.858	7.743	8.509	7.691	8.486	7.785
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	—	—	—	165	135	—	460	—
Servizi diversi per conto dello Stato	149	139	194	171	49	43	48	43
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	274	428	158	91	34	56	21	51
Fondi accantonati	505	641	815	845	820	853	819	853
Partite varie ¹⁰	314	319	453	1.955	2.542	1.165	2.577	1.252
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	17	23	29	37	36	48	36	48
Fondo di riserva straordinario	14	21	28	37	36	46	36	46
Rendite	349	397	459	543	321	537	332	551
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	14.225	16.925	22.205	31.859	29.077	34.427	29.410	34.683
Depositanti di titoli e valori	7.593	10.526	14.386	20.708	20.539	20.146	19.076	21.833
1 Di cui : biglietti e monete di Stato	12	10	23	24	24	20	23	20
2 » aziende di credito	649	687	711	734	734	759	734	759
» istituti speciali	398	417	431	444	444	459	444	460
3 » aziende di credito	861	2.298	2.019	1.953	2.293	1.374	3.035	1.627
» istituti speciali	—	—	—	10	7	10	7	11
» altri	24	14	14	1	...	...	...	...
» anticipazioni a scadenza fissa	—	—	—	1.094	717	...	829	...
4 » titoli di stato e ob- } BOT e titoli » bligaz. p/c Tesoro } a breve ... } altri	549 3.726	207 4.853	1.669 4.395	6.162 4.072	5.922 3.245	8.022 5.643	6.581 3.266	9.711 5.890
5 » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro .	216	250	295	325	333	417	333	417
6 » biglietti presso il Tesoro	6	12	15	11	10	11	10	—
7 » vaglia cambiari	25	43	45	57	53	62	56	62
8 » aziende di credito	—	—	227	491	76	1.316	91	932
» istituti speciali	—	—	475	43	21	21	12	27
9 » depositi in valuta vincolati a fronte » di prestiti esteri di : aziende credito » istituti speciali » altri enti non statali	— — —	— — —	152 2.322 589	338 3.747 97	347 3.852 113	249 3.197 101	346 3.834 100	253 3.245 103
10 » depositi vincolati per importazioni » (Decreto Interministeriale 2 mag- » gio 1974)	—	—	—	—	1.410	—	1.353	—

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1971 31. Dez.	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1974 7. Dezember	1975 7. Dezember	1975 7. Jan.	1976 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	57.910	72.908	88.179	71.805	79.118	70.346	83.610	74.724
Gold	14.688	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
<i>Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte</i>	5.581	6.712	8.354	8.055	8.837	8.895	8.044	9.327
<i>Devisen und Sorten</i>	37.641	52.225	65.824	49.748	56.279	47.449	49.928	51.395
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.309	4.480	4.279	11.636	11.280	11.083	11.636	11.804
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	18.811	20.178	11.216	15.516	14.086	6.223	12.621	6.329
<i>Inlandswechsel</i>	15.802	17.847	10.435	12.305	12.568	5.165	11.569	5.408
<i>Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung</i> .....	...	...	...	...	...	298	...	...
<i>Auslandswechsel</i>	1.612	1.185	460	877	844	746	884	889
<i>Lombardforderungen</i>	1.397	1.146	321	2.334	674	14	168	32
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11.149	9.123	11.535	9.915	11.958	8.816	10.908	8.865
<i>Kassenkredite (Buchkredite)</i>	2.349	440	2.852	1.232	3.275	133	2.225	182
<i>Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen</i>	76	...	...	...	...	...	...	...
<i>Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung</i>	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
<i>Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe</i>	41	—	—	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	300	...	...	...	...	...
<i>Kassenkredite (Buchkredite)</i> .....	—	...	...	...	...	...	...	...
<i>Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen</i>	—	318	300	...	...	...	...	...
Wertpapiere	588	53	25	469	491	7.962	446	7.952
Deutsche Scheidemünzen	251	344	584	423	440	978	418	939
Postcheckguthaben	367	525	466	647	171	205	437	388
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	4.882	7.115	4.289	4.411	4.414	5.500
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	3.101	10.279	14.004	6.773	8.931	14.004	8.931
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	128.606	118.955	126.858	125.432
PASSIVA								
Banknotenumlauf	39.494	44.504	46.247	50.273	51.835	57.419	49.153	54.227
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	51.913	46.504	42.488	37.848	43.421	41.842
<i>auf Girokonten</i>	32.590	46.364	51.892	46.483	42.466	37.826	43.401	41.815
<i>sonstige</i>	19	24	21	21	22	22	20	27
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	10.943	7.083	11.298	11.742	13.280	9.924	12.167	7.946
<i>Bund</i>	69	97	204	139	66	2.658	121	1.466
<i>Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen</i>	286	197	174	163	388	371	419	487
<i>Länder</i>	510	2.543	2.403	643	2.060	2.849	1.552	2.509
<i>Andere öffentliche Einleger</i>	67	58	51	44	27	35	30	29
<i>Sondereinlagen</i>	10.011	4.188	8.466	10.753	10.739	4.011	10.045	3.455
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.227	3.214	2.932	2.739	2.538	887	2.432	1.993
<i>Bundesbahn</i>	5	5	16	5	5	5	5	5
<i>Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)</i>	1.735	2.703	2.455	2.227	2.156	484	2.015	1.533
<i>Sonstige Einleger</i>	487	506	461	507	377	398	412	455
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	—	1.336	244	127	188	287	178	338
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	967	916	918	1.284	635	776	1.140	740
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	941	898	735	1.268	617	771	1.117	670
<i>Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Sonstige</i>	26	18	183	16	18	5	23	70
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1.364	1.855	1.747	1.600	1.746	1.600	1.600	1.665
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobili- sierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	9.860	8.867	8.982	4.610	8.685	4.051
Rückstellungen	2.402	1.296	1.296	1.485	1.485	1.670	1.485	1.670
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	929	929	929	929	929	929
Sonstige Passiva	286	3.289	4.071	5.690	4.210	2.715	5.378	9.741
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	128.606	118.955	126.858	125.432

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 6 décembre	1975 5 décembre	1975 7 janvier	1976 7 janvier
ACTIF								
Encaisse or	11.879	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893
Devises	10.323	12.323	12.520	11.571	9.313	10.800	9.790	13.130
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.278	4.613	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	81	784	898	2.210	821	247	929	267
Bons du Trésor de la Confédération ...	...	152	200	484	...	...	29	...
Avances sur nantissement	29	419	558	700	56	15	112	13
Titres :								
pouvant servir de couverture	6	—	—	...	...	...	...	...
autres	5	—	—	92	120	...	92	3
Correspondants en Suisse	72	142	282	167	45	44	2	30
Correspondants à l'étranger	23	27	—	—	—	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.244	1.243	622	1.244	622	622	622
Autres postes de l'actif	50	89	66	94	111	101	128	70
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	29.006	29.125	29.000	31.431

PASSIF

Fonds propres	63	64	65	66	66	67	66	67
Billets en circulation	14.310	16.635	18.296	19.436	18.184	18.310	18.628	18.484
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	10.702	9.313	8.235	9.505	5.340	6.142	5.403	8.315
Autres engagements à vue	1.153	1.708	801	862	812	1.003	1.263	1.535
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	1.449	1.600	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	516	580	1.272	348	385	170	350	165
Engagements à terme :								
Restrictions de stérilisation	313	73	121	247	490	915	490	915
Comptes spéciaux	—	2	83	986	914	...	986	...
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	—	26	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	933	1.514	1.774	1.786	2.815	2.518	1.794	1.950
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	29.006	29.125	29.000	31.431

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1974	1975	1974	1975	1975	1976
	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 janvier	31 janvier
I. Or	4.136	3.917	4.161	3.957	4.136	3.926
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	143	83	59	54	142	61
III. Bons du Trésor	515	363	511	361	512	287
IV. Dépôts à terme et avances	30.034	32.432	29.353	31.208	31.063	32.255
a) à 3 mois au maximum	22.578	25.291	22.148	23.844	24.276	24.425
b) à 3 mois au maximum (or)	2	76	2	76	35	42
c) à plus de 3 mois	7.385	7.065	7.134	7.288	6.683	7.788
d) à plus de 3 mois (or)	69	—	69	—	69	—
V. Titres à terme	8.253	5.761	6.936	4.663	6.130	4.675
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	7.838	4.991	6.369	4.005	5.821	3.750
b) à plus de 3 mois	415	770	567	658	309	925
VI. Divers	80	159	35	206	117	39
<i>Total de l'actif</i> ...	43.161	42.715	41.055	40.449	42.101	41.243

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1974 30 novembre	1975 30 novembre	1975 31 janvier	1976 31 janvier
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	666	821	666	821	666	821
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	309	371	309	371	309	371
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	252	345	252	345	252	345
III. Dépôts (or)	3.572	3.370	2.596	3.376	3.568	3.427
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.134	2.993	3.244	3.004	3.089	2.803
b) à 3 mois au maximum	199	345	113	339	231	418
c) à plus de 3 mois	206	—	206	—	215	173
2. Autres déposants :						
a) à vue	33	33	33	33	33	33
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies)	37.479	37.064	35.439	34.831	36.385	35.869
1. Banques centrales :						
a) à vue	193	266	302	405	314	241
b) à 3 mois au maximum	29.092	31.807	26.825	29.510	29.372	28.375
c) à plus de 3 mois	7.173	3.298	7.174	3.522	5.648	4.308
2. Autres déposants :						
a) à vue	22	24	30	27	27	36
b) à 3 mois au maximum	877	1.515	954	1.127	917	2.554
c) à plus de 3 mois	122	154	154	240	107	355
V. Effets	667	641	621	629	669	214
a) à 3 mois au maximum	667	641	621	629	669	214
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	379	451	338	424	414	545
VII. Provisions	97	67	94	67	98	66
<i>Total du passif ...</i>	43.161	42.715	41.055	40.449	42.101	41.243

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. - ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 24 décembre 1975

définissant les pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre des projets industriels par les sociétés de développement régional (Moniteur du 9 janvier 1976, p. 227).

Arrêté royal du 31 décembre 1975

prorogeant, jusqu'au 30 juin 1976, l'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, littéra b, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Moniteur du 10 janvier 1976, p. 260).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Institut de Réescompte et de Garantie. Relèvement du plafond des engagements (Moniteur du 22 janvier 1976, p. 726).

.....

Par arrêté royal du 29 décembre 1975 le plafond des engagements de l'Institut de Réescompte et de Garantie, en ce compris tous endossements d'effets, avals et garanties quelconques, est porté de quarante-deux milliards et demi de francs à quarante-cinq milliards de francs par libération d'une deuxième tranche de deux milliards et demi de francs.

Arrêté royal du 27 octobre 1975

modifiant l'article 6 de l'arrêté royal du 12 septembre 1959 portant exécution de l'article 11 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 7 janvier 1976, p. 153).

.....

Article 1^{er}. — L'article 6 de l'arrêté royal du 12 septembre 1959 est remplacé comme suit :

« Article 6. L'établissement de crédit doit veiller à ce que les avances garanties par le Fonds servent aux fins qui ont motivé l'octroi de cette garantie. Il se conformera à cet égard aux directives prescrites par le Comité du Fonds. L'établissement de crédit informera sans délai le Fonds de Garantie de tout paiement effectué par le crédit et ayant pour effet de réduire l'engagement du Fonds. Lorsqu'un amortissement ou des intérêts ne sont pas payés trois mois après la date prévue dans la convention d'ouverture de crédit, l'établissement de crédit doit soumettre l'affaire avec telles propositions que de conseil, au Comité du Fonds, au plus tard avant l'expiration du septième mois suivant l'échéance prévue dans la convention. A défaut, le Fonds est déchargé de sa garantie pour l'échéance en question, sauf décision contraire du Comité. »

.....

Arrêté royal du 3 décembre 1975

autorisant la Société nationale du Logement à émettre sous la garantie de l'Etat, un emprunt complémentaire de 500 millions de francs, en vue de la réalisation d'un programme de construction de 518 logements sociaux à Tubize, destinés au personnel de la S.A. « Forges de Clabecq » (Moniteur du 27 janvier 1976, p. 873).

Arrêté ministériel du 19 janvier 1976

portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1976 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des dépôts et consignations (Moniteur du 24 janvier 1976, p. 827).

.....

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier en 1976 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des dépôts et consignations est fixé à 5 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4 p.c.

Les sommes, qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906), bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 7 p.c.

.....

Arrêté ministériel du 19 janvier 1976

modifiant l'arrêté ministériel du 23 janvier 1937 autorisant des cautionnements globaux à la Caisse des dépôts et consignations (Moniteur du 24 janvier 1976, p. 827).

Arrêté ministériel du 19 janvier 1976

modifiant l'arrêté ministériel du 2 avril 1936 concernant le droit d'administration à appliquer aux valeurs déposées à la Caisse des dépôts et consignations (Moniteur du 24 janvier 1976, p. 828).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 31 décembre 1975

contenant le Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 1^{er} janvier 1976, p. 4).

.....

Article 1^{er}. — Pour l'année budgétaire 1976, les recettes courantes de l'Etat sont évaluées :

Pour les recettes fiscales, à	F 644.441.000.000
Pour les recettes non fiscales, à	F 19.446.800.000

Soit ensemble F 663.887.800.000

.....

Art. 2. — Pour l'année budgétaire 1976, les recettes en capital sont évaluées à la somme de 7.867.100.000 francs.

.....

Loi du 31 décembre 1975

contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 17 janvier 1976, p. 501).

.....

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de la Dette publique afférentes à l'année budgétaire 1976 des crédits non dissociés s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

Dépenses courantes (Titre I ^{er})	57.900,0
Dépenses de capital (Titre II)	439,2
	<hr/>
Total pour les titres I ^{er} et II	58.339,2
Amortissements de la Dette publique	41.542,0
	<hr/>
Total	99.881,2

.....

Arrêté royal du 31 décembre 1975

portant répartition partielle du solde du crédit provisionnel inscrit à l'article 01.02 du titre I^{er} — dépenses courantes — du budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1975 et destiné à couvrir, pour l'ensemble des budgets, les charges à résulter de l'évolution de la situation économique et des incidences des mesures de programmation sociale résultant de la convention 1974-1975 (Moniteur du 17 janvier 1976, p. 512).

Loi du 31 décembre 1975

ajustant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 20 janvier 1976, p. 565).

Arrêté royal du 2 janvier 1976

relatif à l'émission de l'emprunt 9 p.c. 1976-1984 du Fonds des Routes (Moniteur du 6 janvier 1976, p. 133).

.....

Article 1^{er}. — Le Fonds des Routes est autorisé à émettre aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 9 p.c. 1976-1984 ».

.....

Art. 2. —

.....

Ces obligations portent intérêt au taux de 9 p.c. l'an à partir du 27 janvier 1976.

.....

Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, prenant cours le 27 janvier 1977 et augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est, selon un étalement annuel normal, si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 27 janvier 1984 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant le même taux d'intérêt et remboursables au pair, à la même échéance et selon les mêmes modalités d'amortissement.

Art. 5. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

.....

Art. 8. — La souscription publique aux obligations de cet emprunt sera ouverte le 12 janvier 1976; elle sera close le 26 janvier 1976. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

.....

Art. 9. — Les obligations de l'emprunt peuvent également être cédées ferme ou données en option, à des conditions à fixer de commun accord entre le Ministre des Finances et le Ministre des Travaux publics.

Art. 10. — Le prix d'émission, payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions, sera fixé par Notre Ministre des Finances, au plus tard le 6 janvier 1976.

Art. 11. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 8, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Arrêté ministériel du 3 janvier 1976

relatif à l'émission de l'emprunt 9 p.c. 1976-1984 du Fonds des Routes (Moniteur du 8 janvier 1976, p. 185).

.....

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 9 p.c. 1976-1984 du Fonds des Routes est fixé au pair de leur valeur nominale.

.....

Loi du 5 janvier 1976

relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Moniteur du 6 janvier 1976, p. 81).

(Il s'agit d'une série de mesures qui doivent contribuer, d'une part, à tenir les dépenses de l'Etat dans les limites fixées par les budgets et, d'autre part, à assurer une redistribution du revenu national qui tienne particulièrement compte des groupes de la population davantage frappés par l'inflation et la récession économique.)

La présente loi comporte essentiellement trois volets : un volet fiscal, un volet ayant trait à des modifications législatives concernant, d'une part, le financement des provinces et des communes, de l'autre, le financement et le contrôle des institutions universitaires, et enfin un volet social.

Le volet fiscal comprend lui-même trois sortes de mesures :

- l'aménagement de l'impôt des personnes physiques pour l'adapter à l'évolution des prix et fixer le régime fiscal des revenus de remplacement;
- des mesures en faveur des familles;
- des dispositions se rapportant au taux de certains impôts indirects et à la lutte contre la fraude fiscale.)

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 12 janvier 1976

déterminant le prix de vente des pommes de terre (Moniteur du 13 janvier 1976, p.325).

Arrêté ministériel du 26 janvier 1976

déterminant le prix de vente des pommes de terre (Moniteur du 27 janvier 1976, p. 907).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Convention relative

au brevet européen pour le Marché Commun (convention sur le brevet communautaire) et résolution du Conseil du 15 décembre 1975 (Journal officiel du 26 janvier 1976, n° L 17, p. 1).

Règlement du Conseil du 30 janvier 1976, (76/199/C.E.E.)

portant conclusion de la convention ACP-CEE de Lomé (Journal officiel du 30 janvier 1976, n° L 25, p. 1).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de janvier 1976. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaumont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

311.80

330.00 - 331.31 - 334.150.0
334.151.1 - 334.0

MAILLAT, D.

Population et développement économique dans les pays industrialisés.

(In : *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, Basel, Nr 4, November 1975, S. 435-455).

SUISSE 17

Economic Policies Compared; West and East. 2. National and International Experiences.

Amsterdam, North-Holland Publishing Company, 1975, XXVIII + 450 p.

311.80

330.3 - 333.400.

Problèmes démographiques mondiaux.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 2, 9 janvier 1976, pp. 1-5.)

BELG. 33

CLAVIJO, F. and KERVYN, A.

Anemone, a Monetary Model for Belgium.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain*, n° 4, 1974, pp. 315-354.)

BELG. 34

311.80 - 338.43

330.3

Quelques données de base sur l'évolution démographique de la Belgique et de ses régions.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles*, n° 10, octobre 1975, pp. 1097-1118.)

BELG. 44

GINSBURGH, V.

Commentaires sur « A Macroeconomic Model of Belgium : Anelise ».

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain*, n° 4, 1974, pp. 355-358.)

BELG. 34

311.82

331.01 - 331.062. - 331.31

SCHUBNELL, H.

Ist die Erde überbevölkert ?

(In : *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, Basel, Nr 4, November 1975, S. 410-433.)

SUISSE 17

HANKEL, W.

Der Ausweg aus der Krise.

Düsseldorf, Econ-Verlag, 1975, 255 p.

331.061. - 330.3

332.691. - 338.43

BOGAERT, H. e.a.

Etablissement d'une projection macroéconomique à l'aide du modèle RENA.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 4, 1974, pp. 359-391.*)

BELG. 34

L'emploi en Wallonie.

(In : *Cahiers de la Wallonie, Louvain-la-Neuve, n° 4, novembre 1975, pp. 1-20.*)

BELG. 29

331.061. - 330.3

332.691. - 307.21

VAN BROEKHOVEN, E.

Etablissement d'une projection macroéconomique à l'aide du modèle RENA : A Comment.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 4, 1974, pp. 393-397.*)

BELG. 34

MYERS, R.J.

International Comparisons of Unemployment.

(In : *The Banker, London, No. 597, November 1975, pp. 1257-1262.*)

G.B. 3

331.21 - 311.00 - 311.90

332.71

ANDRE, R. et PEREIRA-ROQUE, J.

La démographie de la Belgique au XIX^e siècle.

(*Institut de Sociologie, Etudes démographiques.*)
Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1974, 299 p.

Les aspects économiques du travail féminin.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 9, Septembre 1975, pp. 877-1002.*)

BELG. 141

331.30

333.100.

LOEWENTHAL, P.

La reprise conjoncturelle.

(In : *Service de Conjoncture de Louvain, Louvain, décembre 1975, pp. 1-53.*)

BELG. 87

de LAVARENE, Chr.

« La décentralisation et la banque ».

(In : *Banque, Paris, n° 347, janvier 1976, pp. 32-34.*)

FR. 6

333.138.1

333.432.8 - 382.257. - 333.451.6

Les fonds communs de placement.

(In : *Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 1, 2 janvier 1976, pp. 1-4.*)

BELG. 34 A

HALM, N.

Probleme der internationalen Geldreform.
(Volkswirtschaftliche Schriften, 235.)

Berlin, Duncker und Humblot, 1975, 138 S.

333.400. - 330.00 - 333.820.

382.20 - 333.421.4 - 333.432.8

333.403.0

333.451.6

KORTEWEG en KEESING.

Het moderne geldwezen. 1. Macro-economische uitgangspunten. 2. De techniek van het betalingsverkeer. 3. De geldtheorie.

Amsterdam, Noord-Hollandsche Uitgevers Maatschappij, 1974-1975, 3 dln, XV+200/XIV+377/XXI+480 blz.

Les cours flottants - l'amortisseur des chocs monétaires.

(In : *Bulletin Economique Mensuel - First National City Bank, New York, juillet 1975, pp. 12-15.*)

USA. 34

333.405. - 333.846.0

333.602.

La vitesse de circulation de la monnaie peut-elle nourrir la reprise ?

(In : *Bulletin Economique Mensuel - First National City Bank, New York, Octobre 1975, pp. 12-15.*)

USA 34

Le marché belge des obligations et des actions en 1975.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 49, 26 décembre 1975, pp. 1-8.*)

BELG. 33

333.432.7 - 382.257.

333.602.

LARRE, R.

Questions d'actualité en matière monétaire internationale.

(In : *Banque, Paris, n° 347, janvier 1976, pp. 7-11.*)

FR. 6

Les marchés étrangers des actions en 1975.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 1, 2 janvier 1976, pp. 1-5.*)

BELG. 33

333.602. - 333.614.

Les marchés nationaux et internationaux des obligations en 1975.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 48, 19 décembre 1975, pp. 1-7.)

BELG. 33

333.741. - 333.601. - 333.611.
339.238. - 333.632.0 - 333.633.0
382.242.4 - 333.830. - 339.310.
333.831.0

VANES, F.R. en VERHEIRSTRÆTEN, A.

De geld- en kapitaalmarkt.

Deel 1, 3^e uitg. Deel 2, 2^{de} uitg.

(Centrum voor Economische Studiën, Katholieke Universiteit te Leuven.)

Leuven, Acco, 1974-1975, 2 dln, XX+427/XXVI+413 blz.

333.611.

ALETTI, U. e.a.

Les bourses de valeurs dans le monde.

(Institut d'Etudes Bancaires et Financières.)

Paris, Dunod, 1975, XVIII+534 p.

333.841. - 333.846.0 - 333.101.
333.432.8 - 333.451.6

BANQUE DE FRANCE.

Colloque sur l'inflation et les agents économiques.

(10, 11 et 12 décembre 1974, Centre International de Paris.)

Paris, Banque de France, 1975, div. pp.

333.712.3

RENTZMANN, W.F. and TEICHMAN, T.

Forfaiting - An Alternative Technique of Export Financing.

(In : *Euromoney*, London, December 1975, pp. 58-63.)

G.B. 20 A

333.841.

FRANCIS, D.R.

The Origin and Impact of Inflation.

(In : *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, St. Louis, No. 12, December 1975, pp. 18-22.)

USA. 31 F

333.741. - 333.50 - 333.601.
333.453.

Money and Capital Markets in the United Kingdom and the European Community.

Henley-on-Thames, Administrative Staff College, 1975, 4th edit., 65 p.

333.841. - 333. 846.4

GRAMLICH, E.

The Optimal Timing of Unemployment in a Recession.

(In : *Brookings Papers on Economic Activity*, Washington, No. 1, 1975, pp. 167-181.)

USA. 7

333.841.

333.841. - 382.51

LAIDLER, D. and PARKIN, M.

Inflation : A Survey.

(In : *The Economic Journal*, London, No. 340, December 1975, pp. 741-809.)

G.B. 19

WICKHAM, S.

Inflation mondiale et relations Est-Ouest.

(In : *Banque*, Paris, n° 346, Décembre 1975, pp. 1123-1127.)

FR. 6

333.841.

333.846.0 - 331.062.

MEISTER, A.

L'inflation créatrice; essai sur les fonctions socio-politiques de l'inflation.

Paris, Presses Universitaires de France, 1975, 310 p.

POOLE, W.

Monetary Policy during the Recession.

(In : *Brookings Papers on Economic Activity*, Washington, No. 1, 1975, pp. 123-139.)

USA. 7

333.841.

334.150.1 - 328.

NEESEN, V.

L'inflation : une maladie chronique ?

(In : *Meunerie Belge*, Bruxelles, n° 95, décembre 1975, pp. 28-30.)

BELG. 96 A

PARLEMENT EUROPEEN.

1975. — Symposium sur l'intégration européenne et l'avenir des parlements en Europe. Notes académiques et compte rendu analytique.

Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1975, 395 p.

333.841. - 332.221.

334.150.3

ROBOTTI, L.

Scala mobile e inflazione.

(In : *Ricerche Economiche*, Venezia, N. 2, Aprile-Giugno 1975, pp. 223-244.)

ITAL. 19 A

PLOUVIER, L.

Les décisions de la Cour de Justice des Communautés européennes et leurs effets juridiques.

Bruxelles, Bruylant, 1975, 310 p.

SØRENSEN, S.O.

Coordination of Banking Law in the Common Market.

(In : Revue de la Société d'Etude et d'Expansion, Liège, n° 266, octobre-novembre-décembre 1975, pp. 623-631.)

BELG. 157

WESER, M.

Convention communautaire sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions, complété par l'étude des droits internes et des traités bilatéraux des Etats contractants.

Bruxelles, Centre Interuniversitaire de Droit Comparé, 1975, XXIX + 773 p.

334.153.1 - 337.54

334.154.53

TULLOCH, P.

The Politics of Preferences; EEC Policy Making and the Generalised System of Preferences.

London, Croom Helm, 1975, 118 p.

BELLIS, J.-Fr.

Potential Competition and Concentration Policy : Relevance to EEC Antitrust.

(In : Journal of World Trade Law, Geneva, No. 1, January-February 1976, pp. 23-49.)

GEN. 10 D

334.151.2 - 334.151.21 - 334.151.22
334.151.1 - 334.154.4 - 334.151.25

336.204. - 339.21

COMMUNAUTES EUROPEENNES. Comité monétaire.

Compendium des textes communautaires en matière monétaire.

Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1974, 175 p.

PESTIEAU, J. et PESTIEAU, P.

L'incidence de la charge fiscale sur la distribution des revenus en Belgique.

(In : Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 4, 1974, pp. 429-447.)

BELG. 34

334.151.20

336.61 - 330.3

MAGNIFICO, G.

Nuove idee per l'integrazione monetaria europea.

(In : Bancaria, Roma, N. 10, Ottobre 1975, pp. 1024-1028.)

ITAL. 16

BARTEN, A.P.

« Un exemple d'utilisation du modèle économétrique du Bureau du Plan pour l'analyse d'alternatives de politiques fiscales : A Comment ».

(In : Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 4, 1974, pp. 425-427.)

BELG. 34

BOGAERT, H. e.a.

Un exemple d'utilisation du modèle économétrique du Bureau du Plan pour l'analyse d'alternatives de politiques fiscales.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n°4, 1974, pp. 399-424.*)

BELG. 34

BOVAR, A.

Regards sur l'économie : de l'entreprise à la nation.
Paris, Edit. Gamma, 1975, VII+219 p.

338.012.

338.046.1

LEBRUN, E.

Economies d'énergie dans l'industrie.

(In : *Energie, Bruxelles, n° 211, 3^e et 4^o trimestre, 1975, pp. 85-110.*)

BELG. 66

Les 1.000 premières entreprises de l'Europe des Neuf.

(In : *Le Nouvel Economiste, Paris, supplément au n° 9 du 8 décembre 1975, pp. 245-257.*)

FR. 32

338.012.

338.40

MASSARAT, M.

Crise de l'énergie ou crise du capitalisme à l'échelle mondiale.

(In : *Critiques de l'Economie Politique, Paris, n° 22, octobre-décembre 1975, pp. 3-40.*)

FR. 19 A

EECKHOUT, J.-Cl.

Towards a Common European Industrial Policy.

(In : *The Irish Banking Review, Dublin, December 1975, pp. 16-24.*)

IRL. 2

338.030. - 338.313.

338.43

GUILLAUME, M.

Le capital et son double.

Paris, Presses Universitaires de France, 1975, 172 p.

GOL, J.

La Wallonie, au-delà de la crise.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 266, octobre-novembre-décembre 1975, pp. 577-593.*)

BELG. 157

GEORGE, K. and WARD, T.S.

The Structure of Industry in the EEC.

London, Cambridge University Press, 1975, VI+75 p.

REUTER, P.

Droit international public.

(Thémis, Droit.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1973, 473 p.

338.721.

TILLIEUT, M.A. et DEGAND, J.

Origine et partage des gains de productivité en agriculture : Belgique 1950-1970.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 4, 1974, pp. 449-465.*)

BELG. 34

347.00 - 347.720.0 - 347.21
347.755. - 347.759. - 347.450.

DE PAGE, H. et DEKKERS, R.

Traité élémentaire de droit civil belge; principes - doctrine - jurisprudence. 5. Les principaux contrats usuels (2^e partie.) Les biens (1^{re} partie.) 2^e édit.

Bruxelles, Bruylant, 1975, 1167 p.

339.232.

Les bénéfices des entreprises en 1974-1975.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 2, 9 janvier 1976, pp. 6-7.*)

BELG. 33

347.720.1

PLASSCHAERT, S.

Some Fundamental Causes of the Antagonism Between Multinational Companies and Governments.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 266, octobre-novembre-décembre 1975, pp. 653-658.*)

BELG. 157

339.4

d'ANSEMBOURG, H. et PIETTE, Ph.

L'actionnaire belge (2^e partie). Portrait et comportement.

(In : *Cahiers du Ceri, Bruxelles, novembre 1975, (supplément à « Gestion Patrimoniale » du 4 décembre 1975) 16 p.*)

BELG. 61 D

347.720.1 - 339.113.

TORNEDEN, L.

Foreign Disinvestment by U.S. Multinational Corporations. With Eight Case Studies.

New York, Praeger, 1975, XII+157 p.

VAN DEN BULCKE, D.

De multinationale onderneming; een typologische benadering.

Gent, Seminarie voor Toegepaste Economie, Rijksuniversiteit Gent, 1975, XXIX+480 blz.

LENCO, M.

Un faux « nouveau domaine » statistique : l'environnement.

(In : Journal de la Société de Statistique de Paris, Paris, n° 4, 4^e trimestre 1975, pp. 276-290.)

FR. 39

347.725.

382.23 - 382.250. - 334.151.20
382.240.

't KINT, J. et GYSELINCK, R.

Les sociétés anonymes; guide pratique.

Bruxelles, Larcier, 1975, 304 p.

HABERMANN, W.

Probleme der Zahlungsbilanz-Politik der Europäischen Gemeinschaften; an Hand der Entwicklung ihrer Zahlungsbilanzen in den ersten zwölf Jahren seit Inkrafttreten der Römerverträge.

(Europäische Hochschulschriften, Reihe V « Volks- und Betriebswirtschaft », Bd. 72.)

Bern, Herbert Lang, 1974, XVIII+180 S.

347.737.

382.242.0 - 382.242.4

FONTAINE, M.

Droit des assurances.

Bruxelles, Larcier, 1975, 302 p.

The OPEC Surplus and Financial Flows in 1975.

(In : World Financial Markets, New York, 20 October 1975, pp. 1-11.)

USA. 30 F

348.50 - 336.201.

382.242.0 - 382.242.4

KIRKPATRICK, J. et GHYSBRECHT, J.

L'égalité. III. L'égalité devant l'impôt en droit belge.

Bruxelles, Bruylant, 1975, 99 p.

SALOMON, R.

The Allocation of « Oil Deficits ».

(In : Brookings Papers on Economic Activity, Washington, No. 1, pp. 61-87.)

USA. 7 .

382.242.4

382.242.4

COUSSEMENT, A.

L'Euro-marché en 1975.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 266, octobre-novembre-décembre 1975, pp. 643-651.)

BELG. 157

SARMET, M.

Rôle des diverses places financières dans les euro-marchés. Les places continentales concurrencent-elles Londres ?

(In : *Banque*, Paris, n° 347, janvier 1976, pp. 17-24.)

FR. 6

382.242.4

382.242.4

COUSSEMENT, A.M.

The Real Challenge to the Eurobond Market.

(In : *Euromoney*, London, January 1976, pp. 56-58.)

G.B. 20 A

Strains in the Euromarkets.

(In : *International Currency Review*, London, No. 6, November-December 1975, pp. 5-9.)

G.B. 26 D

382.242.4

385.324.

LAVERNY, P.

L'Euro-dollar et ses problèmes.

(Travaux et recherches de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, Sciences économiques, 1.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1975, 88 p.

MINGRET, P.

Le problème de l'Escaut maritime.

(In : *Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P.*, Bruxelles, n° 704-705, 19 décembre 1975, 57 p.)

BELG. 28 E

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Païement par virement bancaire ou postal (C.C.P. n° 000-0000500-15) à la Banque Nationale de Belgique, 1000 Bruxelles, avec la mention « Bulletin de la B.N.B. », en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise ».
